

**Les négociations pour le renouvellement de l'accord multifibre sont dans l'impasse**

LIBRE PAGE 26

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 D; Maroc, 1,20 D; Tunisie, 1,20 M; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 Sch; Belgique, 13 fr.; Canada, 5 U.S.; Danemark, 3,50 Kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 L; Japon, 175 ¥; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 Kr.; Pays-Bas, 11 f.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 Kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cs; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 24

5, rue des Trinités  
75007 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4007-25 Paris  
Siren Paris n° 630678  
Tél. : 246-72-23

## LES DÉCHIREMENTS DU PROCHE-ORIENT

### La Libye porte plainte contre l'Égypte à l'ONU

**La guerre pour l'Afrique**

Les affrontements fratricides entre Le Caire et Tripoli ne manifestent pas seulement la dégradation du monde arabe face à Israël ou la « frappe en avant » d'un régime égyptien gravement menacé de l'intérieur. Ils s'inscrivent dans le cadre, beaucoup plus large, des « grandes manœuvres » diplomatiques-militaires qui, de Tripoli à Mogadiscio, d'Addis-Abeba à Ndjamena et à Khartoum, ont transformé une moitié de l'Afrique en un immense théâtre d'opérations.

Comment ne pas être frappé par l'interdépendance, voire par l'étrange connexion, qui existent désormais entre des conflits apparemment assez distincts que ceux du Sahara, de l'Érythrée, de la « bande » d'Aoussa, au Tchad ou du Tibesti, du Sahara occidental, du Sud-Soudan, de l'Angola, etc.

A tel point que sur cet immense échiquier dont toutes les pièces évoluent également fragiles, le moindre changement de régime — ou simplement de rapport de forces — sur un des « fronts » entraînerait immédiatement des répercussions sur les autres.

En accusant, vendredi dernier, le colonel Kadhafi de favoriser la pénétration soviétique dans la région et en étant notamment l'Éthiopie, le président Sadate soulignait, lui-même, cette interdépendance qui tend à partager aussi bien l'Afrique que le monde arabe en deux blocs antagonistes, à l'intérieur desquels se manifestent de singulières solidarités. On peut voir, aujourd'hui, Tripoli, capitale de l'Étatisme révolutionnaire islamique, rangé des « Arabes », viscéralement anti-arabe; Ryad apporter son appui à des nationalistes érythréens, dont un certain nombre se réclament du marxisme; le président Mobutu témoigner à Khartoum sa reconnaissance pour l'aide reçue du président Némery, jadis allié des communistes; les Israéliens soutenir — au moins de façon indirecte — le régime prosoviétique d'Addis-Abeba dans sa lutte contre les « Arabes ».

Tout d'incohérence idéologique illustre à la fois la complexité de la « partie » qui se joue en Afrique et l'après des luttes entre adversaires prêts aujourd'hui à « s'allier avec le diable » pour l'emporter, ou simplement survivre.

Cette complexité s'explique d'abord par l'enchâssement de conflits distincts dans leurs fondements, mais mis au service — avec la complicité des puissances extérieures — des mêmes objectifs. Quelles territorialités qui témoignent de l'écroulement quasi inévitable des frontières coloniales; antagonismes idéologiques, religieux, voire tribaux; disputes plus cyniques, enfin, qui à propos de phosphates, de pétrole ou d'uranium, témoignent de l'importance — pour l'Europe surtout — de cette vaste région qui est d'abord un réservoir de matières premières.

Le jeu des grandes puissances aggrave naturellement cette situation déjà explosive. L'engagement soviétique dans la région, s'il comporte des risques évidents — notamment en Éthiopie, — bénéficie au moins de la fragilité des régimes dits « modérés ». Face aux Soviétiques, les États-Unis demeurent discrets mais s'en remettent à l'Arabie Saoudite, dont l'activisme diplomatique donne le vertige, et dont chaque conflit accroît l'influence dans la région.

L'Europe, quant à elle, et notamment la France, pressée par Ryad et sollicitée par tous les régimes « modérés » qu'inquiètent les silences de Washington, se trouve, bon gré mal gré, précipitée dans cette tourmente. Sa responsabilité serait injustifiable. Mais mesure-t-elle vraiment les risques d'une politique trop délibérément favorable à un camp certes modéré, mais dont trop d'éléments ne suscitent ni beaucoup de confiance, ni, pour certains d'entre eux, beaucoup de respect ?

**La guerre pour l'Afrique**

Bien que Tripoli n'ait pas confirmé, lundi 25 juillet, en fin de nuit, l'envoi en vigueur du cessez-le-feu proclamé dimanche soir par Le Caire, le calme paraissait prévaloir sur la frontière égypto-libyenne. C'est grâce à la double médiation de M. Arjaf, chef de l'O.L.P., et de M. Boumediène, président de la République algérienne, que le président Sadate avait ordonné la fin des combats. Estimant qu'il « est devenu évident que l'ennemi s'efforce d'occuper le territoire libyen par la force », le gouvernement de Tripoli a porté plainte auprès de l'ONU, de l'O.U.A. et de la Ligue arabe.

De notre envoyé spécial

Tripoli. — La guerre égypto-libyenne n'a pas modifié la physionomie de Tripoli, où la population vague à ses occupations comme si les combats à la frontière égyptienne, annoncés pour tant à grands renforts de publicité, faisaient partie désormais de la vie quotidienne. Les grands hôtels affichent comme d'habitude complet, et les hommes d'affaires étrangers, pas plus que les diplomates, ne semblent redouter une escalade dans des combats qui, jusqu'à maintenant, sont restés relativement limités.

Peu avant l'aube, dimanche soir, par le président Sadate, d'un cessez-le-feu — que la radio libyenne n'a pas confirmé ce lundi matin, — le ton avait commencé à changer. Le Caire ne mettait pas fin à des « actions injustifiées ». Toutefois, on s'étonne ici du silence observé par le colonel Kadhafi. Ce dernier, qui a été abrégé d'injure par le président Sadate lors du dernier cessez-le-feu, a prononcé, à l'occasion de la révolution du 23 juillet, un discours sanglant et semble avoir tout fait pour éviter d'envenimer les choses.

Une réconciliation impossible

Il serait pourtant, dit-on, très affecté par le fait que le chef de l'État égyptien ait choisi la date anniversaire de la révolution nassérienne, dont il demeure toujours un fervent admirateur, pour lancer son attaque contre la révolution libyenne.

En août dernier, le président Sadate avait annoncé la couleur en déclarant : « Cette fois, Kadhafi ne s'en va pas ». Pour des raisons qu'on ignore, l'opération a été ajournée de près d'un an. Pourquoi elle n'a pas été lancée plus tôt, c'est ce que les diplomates de Tripoli restent à cet égard, fort sceptiques sur l'efficacité des coups de boutoir administrés par les Égyptiens à la frontière libyenne.

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 5.)

### Damas et Amman repoussent le plan Begin

Des divergences, à propos du « plan Begin » sur le règlement de la crise du Proche-Orient, se sont manifestées publiquement, le dimanche 24 juillet, entre le président Sadate d'une part, le président Assad de Syrie et le roi Hussein de Jordanie de l'autre. Tandis que ces deux derniers estiment que les propositions du premier ministre israélien ne peuvent fournir « aucune base » de négociations, le chef de l'État égyptien a exprimé l'espoir que la conférence de Genève aura lieu et aboutira à un règlement.

Au cours d'une interview accordée à TF 1, et dont le texte a été diffusé le dimanche 24 juillet par l'agence égyptienne MEN, le président Sadate a précisé : « Nous devons nous rendre à Genève, où seront réunies les parties concernées, pour établir une paix qui mettra fin au conflit arabo-israélien ».

Le président égyptien a indiqué que si Israël manifestait réellement une volonté de paix, l'Égypte se rendrait à Genève le 10 octobre prochain, ou « même avant ». « Si Israël refuse la conférence, a-t-il ajouté, il devra en assumer toute la responsabilité ».

Répondant aux questions de l'envoyé spécial de l'hebdomadaire américain Newsweek, le roi Hussein a déclaré, pour sa part : « Il n'y a rien dans les propositions (de M. Begin) qui mérite d'être appelé plan de paix. Elles relèvent des positions israéliennes extrêmes bien connues, et ne sont qu'un artifice diplomatique ».

« Ces propositions de paix ne mènent à rien, et nous les rejetons définitivement. (...) Un tel plan ne peut être qualifié de plan de paix, même en faisant un énorme effort d'imagination », estime de son côté le président Assad dans une interview que publie Newsweek dans le même

### Participation à la relance et relance de la participation

Le récent congrès de la C.G.C. avait souhaité que des contacts normaux soient rétablis entre la confédération et le gouvernement, alors qu'aucune rencontre n'avait eu lieu depuis septembre 1976.

M. Yvan Charpentier, président de la C.G.C., n'a pas tardé à obtenir satisfaction. Il a été reçu récemment par plusieurs membres du gouvernement : M. Christian Beullac, ministre du travail;

par YVAN CHARPENTIER. (\*)

Les prévisions économiques de l'O.C.D.E. vont suivre le débat sur la relance de l'activité économique dans notre pays. La politique économique du gouvernement se trouve confrontée à des difficultés qui la font évoluer du go au stop (modèle Barre) et du stop au go (style Chirac), sans pouvoir répondre d'une manière satisfaisante au triple défi du chômage, de l'inflation et de la croissance ralentie. Dans les conditions présentes, 1% par an de croissance supplémentaire conduirait à une diminution du nombre des chômeurs de l'ordre de cinquante à soixante mille personnes par an.

Les mesures récentes en faveur de la réduction de la durée du travail — la « prévoyance à la carte » — selon l'expression de la C.G.C. — présentent un grand intérêt social, mais ne sont qu'un palliatif vers le retour au plein emploi. Il faudra

d'ailleurs partager du travail, mais cela coûte cher à chacun.

Mais l'amélioration décisive de la situation de l'emploi ne peut résulter que d'une reprise de l'embauche — actuellement gelée — et cette reprise est liée à la relance de l'investissement productif des entreprises.

A cet égard, nous pensons que la France et les autres pays industrialisés se trouvent à un tournant de leur histoire en matière de politique économique : les modèles d'inspiration keynésienne ou néo-keynésienne ne sont plus efficaces pour stimuler l'expansion.

Les impulsions de l'État par le canal de dépenses publiques, notamment de grands travaux, ne permettent plus d'assurer un supplément de croissance, car celui-ci est alors inévitablement accompagné d'un surcroît d'inflation qui reconduit à terme à un nouveau blocage de la croissance.

C'est à la suite d'une réflexion sur ce thème que nous avons proposé un projet fiscal capable d'aider à surmonter les difficultés de politique économique traditionnelle, de répondre, nous semble-t-il, au défi du chômage, de l'inflation et de la croissance ralentie qui constitue la quadrature du cercle à laquelle les gouvernements successifs ont été et seront confrontés.

Ce projet peut apporter une solution aux demandes d'une relance économe tant par M. Bergeron que par les chefs d'entreprise, mais il est également capable de renouveler et de relancer les tentatives de participation sous forme d'actionnariat.

Quel est le contenu de ce projet ? Il s'agit simplement de décider que toute somme fournie à une entreprise par un particulier, dans le cadre d'une augmentation de capital, ne serait pas soumise à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, c'est-à-dire qu'elle ne serait pas prise en compte dans le revenu imposable.

Les mesures fiscales d'encouragement à l'épargne, en particulier l'avoir fiscal, nous paraissent insuffisantes.

(\*) Président de la Confédération générale des cadres.

### Désaccord P.S.-P.C. sur la défense

**Les socialistes refusent la conception communiste de la stratégie tous azimuts**

Au comité directeur du P.S., samedi 23 juillet, à Paris, sur l'actualisation du programme commun, M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a indiqué que la direction du parti socialiste (le secrétariat national et le bureau exécutif) fera connaître « dans les meilleurs délais » sa position sur l'arme nucléaire.

Cette position tiendra compte, notamment, de la discussion en cours au sein du P.S. et des réponses des communistes aux questions des socialistes sur les orientations de politique extérieure qu'implique l'adoption de l'arme nucléaire par le comité central du P.C.F. le 11 mai dernier.

Malgré la déclaration de M. Kanapa qui, dans l'Humanité, estime que la neutralité n'est pas une politique pour la France, les socialistes craignent que la conception communiste de la « stratégie tous azimuts » ne s'inscrive dans une perspective neutraliste, supposant un abandon des alliances de la France, voire un alignement partiel sur les thèses du pacte de Varsovie. Une convention nationale du P.S. sur la défense est convoquée pour le 11 décembre prochain.

L'acceptation d'une certaine « maintenance » de l'arme nucléaire ne doit pas conduire à modifier la politique extérieure de la France, car les socialistes sont favorables au maintien des alliances actuelles. Il n'est pas utile d'ajouter au programme commun de gouvernement la défense « tous azimuts », même si les accords de juin 1972 entre le P.C.F. et le P.S. tentent de définir une stratégie militaire permettant de faire face à tout agresseur éventuel, quel qu'il soit. C'est, en substance, ce qu'a indiqué M. Pierre Bérégovoy à l'issue de la réunion du comité directeur du parti socialiste, consacrée au bilan des travaux de mise à jour du programme commun de gouvernement. « Des mots peuvent avoir leur importance », a ajouté le secrétaire national du P.S., et nous sommes attentifs à l'emploi de certains mots ».

M. Bérégovoy révélait ainsi, très

précisément, la nature des obstacles sur lesquels ont buté, la semaine dernière, les quinze négociateurs des trois partis de la gauche chargés de réviser, notamment, le chapitre du programme commun de gouvernement consacré à la défense nationale. La « maintenance » de l'arme nucléaire — c'est-à-dire son entretien opérationnel et son perfectionnement dans d'étroites limites — et la stratégie « tous azimuts », préconisées le 11 mai dernier par le comité central du P.C.F., forment, en effet, pour les communistes, une « non cop à la » d'ensemble de la sécurité nationale. Elle est assez fondamentalement distincte de celle des socialistes ou des radicaux de gauche, comme le soulignait le Monde des 13 mai et 13 juillet.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 6.)

### AU JOUR LE JOUR AU COIN !

On fait bien de les montrer du doigt, ces otobris qui veulent s'emparer par effraction de la parole télévisée. On fait bien de les mettre au coin avec un bonnet d'âne sur le crâne. On fait bien de leur taper sur les doigts avec une règle.

Vous rendez-vous compte du mauvais exemple qu'ils donnent ?

S'ils font école, des capitaines d'industrie, qui ne pensent qu'à leur bilan, vont avoir l'idée (je frémis) de s'emparer de grande journal à coups de billets de banque, et des hommes d'État (c'est moi) vont s'imaginer (je pâlis) qu'on peut mettre la main sur le pouvoir en cassant les vitres.

Ce qui, les choses étant ce qu'elles sont, est proprement impensable.

ROBERT DE MONTVALON.

### LA « TÉTRALOGIE » A BAYREUTH

### Illusions et réalité des mythes

Le 26 juillet commencent à Bayreuth, pour la deuxième année consécutive, les représentations de la « Tétralogie », dirigée par Pierre Boulez, mise en scène par Patrice Chéreau, dans les décors de Richard Peduzzi et les costumes de Jacques Schéma.

Dans Bayreuth, les maisons crépies, ornées de géraniums, semblent s'adosser aux colonnes démesurées du Walhalla inventé par Peduzzi; la scène et la dehors s'amalgament. Nous sommes aujourd'hui, avec nos craintes bien précises et nos cicatrices. « Vouloir une mythologie sans époque, écrit Chéreau, c'est vouloir le cadre sans le tableau. » Un jour, sans doute, les visiteurs ne sursauteront pas en entendant des chants judaïques s'échapper d'une maison bavaroise. En toute quiétude, tout au plaisir du folklore, ils boiront sous un chapiteau de fête villageoise les énormes bières portées par des servantes juchées, à quelques kilomètres de là. Les jeunes filles en longues robes blanches, la poitrine barrée de rouge qui, sur la tribune bleue, encadrent un notable et sourient à son discours, ne remettront pas en mémoire la propagande à la Géb-

Seulement, la discours exalte la gloire de l'armée allemande. Hitler fait la couverture des revues d'histoire et le « jour » d'un journal qui publie une série sur sa « réelle grandeur ». Les enregistrements de ses discours se vendent 10 marks. Sur une carte postale, son bras levé reçoit des billets de banque d'une main capitaliste. Sa figure canalisée les over-tissements, le colère, et aussi des nostalgies revanchardes. L'homme politique devient une image qui entretient ou exorcise son culte, son idéologie, et les camions de l'armée américaine parcourent les autoroutes, la frontière Est n'est qu'à 50 kilomètres.

Les dieux ont disparu dans l'incendie du Walhalla. Vont-ils réapparaître et sous quelles formes ? C'est la question que se posent les jeunes intellectuels allemands.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 17.)

**Le Farnon**

**Revue publique**

**RECURRESCENCE D'ATTENTATS ATTRIBUÉS A DES PALESTINIENS**

De notre correspondant

Jérusalem. — L'impulsion, pour le 24 juillet, d'une bombe au marché de Beer-Sheva, dans le sud d'Israël, a été suivie, dans la nuit du 23 au 24, par une attaque à la bombe contre un bus à Jérusalem. Les deux attentats ont causé des blessés et des dégâts matériels. Les autorités israéliennes ont déclaré que ces attaques étaient le fait de Palestiniens. Elles ont promis de prendre des mesures pour empêcher de nouvelles attaques.

**guet DES MAISONS WITZ FFEMONT**



**monoville de l'A. 1. à lisière de cy.**

**monoville de l'A. 1. à lisière de cy.**

**monoville de l'A. 1. à lisière de cy.**

**monoville de l'A. 1. à lisière de cy.**

**monoville de l'A. 1. à lisière de cy.**

**monoville de l'A. 1. à lisière de cy.**

**monoville de l'A. 1. à lisière de cy.**

**monoville de l'A. 1. à lisière de cy.**

**monoville de l'A. 1. à lisière de cy.**

**monoville de l'A. 1. à lisière de cy.**

**monoville de l'A. 1. à lisière de cy.**







## ASIE

### Chine

UN SIGNE DE « SAGESSE COLLECTIVE »

## Le triumvirat comprenant M. Hua Kuo-feng le maréchal Yeh Chien-ying et M. Teng Hsiao-ping pourrait désormais exercer le pouvoir

La Chine pourrait être désormais dirigée par un triumvirat : M. Hua Kuo-feng, le maréchal Yeh Chien-ying et M. Teng Hsiao-ping. C'est du moins ce que donne à penser un éditorial conjoint du « Quotidien du peuple », du

« Drapeau rouge », organe doctrinal du P.C., et du « Quotidien de l'armée populaire de libération », publié au lendemain de l'annonce officielle de la réhabilitation de M. Teng Hsiao-ping. Il n'est pas exclu que ce dernier devienne premier ministre.

« Seules l'expérience politique et la sagesse collective permettent d'assurer judicieusement la direction de l'Etat et de garantir l'unité indissoluble du parti », souligne l'éditorial. La photo des trois hommes qui semblent incarner cette « sagesse collective » a été publiée en page une de tous les journaux chinois.

Agé de quatre-vingt ans, le maréchal Yeh Chien-ying, chef militaire au passé prestigieux, est vice-président du parti et est apparu à la seconde place dans la hiérarchie lors de la session plénière du comité central. Il pourrait être nommé, estimant les milieux diplomatiques, président de l'Assemblée nationale populaire, fonction qui ferait de lui le chef de l'Etat, puisqu'il n'y a plus de président de la République depuis l'adoption d'une nouvelle Constitution en janvier 1975. Le maréchal a sans doute joué un grand rôle dans la réhabilitation de M. Teng. En 1976, il avait exprimé sa désapprobation de la campagne lancée contre l'ancien chef du Parti communiste et il avait lui-même disparu de la scène politique pendant quelques semaines.

M. Teng Hsiao-ping, quant à lui, pourrait être nommé premier ministre lors du prochain congrès du parti, dit-on encore dans les milieux diplomatiques. Les manifestations qui avaient suivi la réhabilitation de l'ancien « dévotionniste de droite » ont considérablement diminué d'ampleur dimanche 24 juillet, ne réunissant plus que quelques milliers de personnes. Le point culminant de ces manifestations, samedi à Pékin, a été l'éloge de M. Teng par M. Wu Teh, président du comité révolutionnaire (maire) de la capitale, dans un stade où plus de cent mille personnes avaient pris place.

M. Wu Teh avait été le dernier haut dirigeant à critiquer publiquement M. Teng. Le 30 novembre 1976, deux mois après l'arrestation de la « bande des quatre », il avait invité ses administrés à poursuivre la critique des « dévotionnistes de droite » incarnés par M. Teng. Chine nouvelle a publié son discours de samedi. M. Wu Teh félicitait M. Teng pour sa « haute résolution » contre la « bande des quatre ». « Le camarade Teng Hsiao-ping, a-t-il poursuivi, est l'un des dirigeants les plus sages de notre parti, de notre armée et de notre pays. Il a une riche expérience des luttes révolutionnaires ».

### Des réactions discrètes

Les réactions de l'étranger à la réhabilitation de M. Teng Hsiao-ping ont été discrètes. Le gouvernement

de Taiwan n'a pas fait de commentaire officiel, mais les observateurs estiment généralement à Taipei que les dirigeants chinois mettront à profit l'habileté diplomatique de M. Teng lors de sa visite aux Etats-Unis, dont l'objectif est d'obtenir la reconnaissance des relations diplomatiques entre Pékin et Washington pour être facilitée par la réapparition sur la scène politique d'un homme connu pour sa modération et sa volonté de faire appel à la technologie étrangère pour le développement économique.

EN ALBANIE, la réhabilitation de M. Teng a été annoncée dimanche sans commentaire par la radio, qui a mentionné les mesures prises contre la veuve de Mao et ses amis, désignés nommément mais sans référence à la « bande des quatre ». La politique pragmatique que préconise M. Teng paraît incompatible avec les principes dont se réclame l'Albanie dans un éditorial de

### Thaïlande

## LA TENSION PERSISTE A LA FRONTIÈRE CAMBODGIENNE

Les combats auraient repris à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, annonce l'agence V.P.I. Les forces khmères occuperaient maintenant d'autres parties dans la région d'Aranya-Prathet, un secteur de 1 kilomètre de profondeur dans une zone revendiquée par Bangkok et Phnom-Penh.

En revanche, les relations entre la Laos et la Thaïlande paraissent s'améliorer. Les deux pays se seraient mis d'accord pour reprendre, dès le mois prochain, les liaisons aériennes interrompues depuis février dernier.

Enfin, deux hauts fonctionnaires américains sont arrivés samedi 23 juillet à Bangkok. Ils doivent s'entretenir avec le premier ministre et le ministre des affaires étrangères, MM. Warren Christopher, secrétaire d'Etat adjoint, et Robert Oakley, assistant du secrétaire d'Etat pour le Sud-Est asiatique et le Pacifique, se rendront ensuite en Australie et en Nouvelle-Zélande, où doit se réunir le conseil de l'ANZUS (organisation regroupant les Etats-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande). — (A.F.P., U.P.I.)

### Sri-Lanka

Alors que M. Jayawardene forme son gouvernement

## De violents incidents se sont produits à Colombo et à Kandy

De violents incidents, dans la région de Colombo et de Kandy, au Sri-Lanka, après la proclamation des résultats des élections du 21 juillet, ont fait entre vingt et trente morts. Le couvre-feu a été instauré, samedi 23 juillet, dans six districts. Devant le risque que la violence ne s'étende à d'autres régions du pays — vers le nord et le nord-ouest — le nouveau premier ministre, M. Jayawardene, et le chef du gouvernement sortant, Mme Bandaranaike, dont le Parti de la liberté est le grand perdant de la consultation, ont lancé des appels au calme. Mme Bandaranaike a demandé à ses partisans de respecter le verdict des urnes.

Un bon nombre des incidents semblent dus aux partisans du nouveau gouvernement, qui veulent prendre leur revanche. Ainsi, un ministre battu a été victime d'une tentative d'enlèvement et la police a dû intervenir pour mettre les agresseurs en fuite. Une femme qui soupçonnait Mme Bandaranaike d'être tuée. Les partisans de l'ancien premier

ministre ont aussi leur part de responsabilité dans cette vague de violence.

M. Jayawardene a déjà pris deux importantes mesures, avant même la réunion de son gouvernement, dont la liste a été connue samedi. Il a nommé un nouveau directeur de la maison d'édition Lake House contrôlée par le gouvernement, et dissous tous les organes locaux du pouvoir. Ceux-ci seront placés sous le contrôle de commissaires spéciaux, choisis dans la fonction publique, jusqu'à la tenue d'élections locales.

### Le nouveau cabinet

Voici la liste des principaux ministres d'un cabinet qui comprend vingt-quatre ministres et vingt-cinq ministres délégués et porte, pour la première fois dans l'histoire du pays, un ministre des affaires étrangères, ce poste ayant toujours été confié auparavant au premier ministre :

M. J. R. Jayawardene : premier ministre, ministre de la défense, des affaires économiques et de la planification ; M. A.C.S. Ekanayake : affaires étrangères ; M. Montague Jayawardene : administration publique et intérieur ; M. K.W. Devanayagam : justice ; M. Ronnie de Mel : finances ; M. C. P. J. S. Perera : travail ; M. Cyril Mathew : industrie et affaires scientifiques ; M. D. E. Wijesinghe : information et radiodiffusion ; M. R. L. Senanayake : agriculture ; M. S. B. Herath : éducation et coopération ; Mme Kumara Ranasinghe : navigation, aviation et tourisme. Huit ministres faisaient partie d'un cabinet du parti national uni de 1965 à 1970. — (A.F.P., U.P.I., Reuters.)

**Le Monde**  
PUBLIE  
CHAQUE LUNDI  
(numéro daté mardi)  
UN SUPPLÉMENT  
ÉCONOMIQUE

### Pakistan

## LES MILITAIRES LIBÈRENT LES OPPOSANTS INCARCÉRÉS PAR LE RÉGIME DE M. BHUTTO

Les militaires pakistanais ont libéré, samedi 23 juillet, une douzaine de prisonniers politiques qui avaient été incarcérés sans jugement par le gouvernement de M. Bhutto, renversé le 5 juillet dernier. Il s'agit notamment de M. J.A. Rahim, ancien ministre et secrétaire du Parti du peuple, de M. Salauddin Ahmed, ancien rédacteur en chef du quotidien *Jang*, et de M. Chaudhry Zahur Razi, vice-président de la Ligue musulmane, l'une des figures les plus éminentes de l'opposition dans la province du Pendjab.

Ce dernier, déjà sorti de prison, a accusé l'ancien gouvernement d'avoir maltraité les détenus politiques et demandé que M. Bhutto soit jugé équitablement avec ses « complices » pour les « crimes et atrocités » perpétrés pendant ses six années au pouvoir.

Il a, d'autre part, annoncé qu'il reprendrait ses activités politiques dès qu'il y serait autorisé par les militaires. M. Zahur Razi pourrait jouer un rôle important lors des élections générales pour octobre prochain. Une commission électorale, dirigée par le président de la Haute Cour de Lahore, vient d'être mise en place.

La junte militaire a également ouvert des enquêtes sur plusieurs cas d'assassins politiques, de corruption, ainsi que sur une fusillade déclenchée en mars 1973 lors d'une manifestation de l'opposition. Selon le journal *Jang*, plusieurs anciens ministres se seraient vu confier leur passeport. — (A.F.P., Reuters.)

L'organe du parti publié le 7 juillet et très critique à l'égard de Pékin.

EN TCHÉCOSLOVAQUIE, Rude Pravo estime que la réhabilitation de M. Teng est l'expression des « bouleversements politiques » que connaît la Chine. Selon le quotidien, la session du comité central du P.C. chinois a permis à M. Hua Kuo-feng de « renforcer ses positions ». « En fait, ajoute Rude Pravo, M. Hua continue de suivre la voie maoïste en renforçant en plus l'esprit chauviniste du maoïsme ».

EN YOUGOSLAVIE, c'est sous le titre « Deux chutes, trois ascensions », que le quotidien *Novosti*, de Belgrade, a commenté dimanche la réhabilitation de M. Teng, estimant que ce retour résulte « d'une ferme volonté de la direction chinoise, sous la direction du président Hua Kuo-feng, d'orienter le pays le plus peuplé du monde vers les voies du développement moderne ». « Il est évident que la nouvelle équipe dirigeante chinoise a trouvé une unité indispensable, et des perspectives plus réalistes avec M. Teng Hsiao-ping », conclut le journal. — (A.F.P.)

## AMÉRIQUES

### Pérou

FACE A L'AGITATION SOCIALE

## Le gouvernement prend des mesures contre les dirigeants syndicaux

Le ministère péruvien de l'intérieur a annoncé, le dimanche 24 juillet, l'arrestation des dirigeants syndicaux du complexe national minier de Centromin (ex-Cerro de Pasco, dans le centre du pays), qui avaient décidé une grève illimitée à compter du 25 juillet. Le ministère a indiqué qu'il prenait cette décision en vertu du décret-loi qui interdit, étant donné l'importance des mines pour l'économie nationale, les arrêts de travail dans ce secteur.

D'autre part, le gouvernement a prorogé, le 23 juillet, la suspension sur tout le territoire des garanties constitutionnelles en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1976. Les dispositions garantissant les droits de réunion, de libre circulation dans le pays, d'inviolabilité du domicile et de la correspondance, et l'obligation, pour la police, de disposer d'un mandat judiciaire pour procéder à la détention ou à la déportation de personnes, sont notamment suspendues.

De notre correspondant

Lima. — Diverses mesures frappant des dirigeants syndicaux ont été annoncées, ces derniers jours, à Lima, après l'arrêt de travail de quatre heures décrété le 19 juillet par différentes centrales syndicales. La grève est interdite au Pérou depuis un an, en vertu de l'état d'urgence. Toutes les entreprises seront autorisées, durant deux semaines, à licencier les « dirigeants syndicaux responsables de la paralysie du travail ». Dans le secteur public, la mesure s'étend également aux « instigateurs et organisateurs » de la grève générale. Dans les milieux syndicaux, on craint que l'application de cette mesure ne donne lieu, en plus, à de multiples abus, alors que les milieux industriels font pression, depuis plusieurs mois, pour une révision de la loi qui garantit la stabilité du travail.

D'autre part, plusieurs dirigeants syndicaux sont toujours détenus depuis le 19 juillet, dont MM. Eduardo Castillo, secrétaire général de la C.G.T.P. (communiste), et Gustavo Espinoza, qui occupait auparavant le même poste, et qui est aujourd'hui l'un des principaux dirigeants du parti communiste. Le ministre de l'intérieur a annoncé qu'il rendrait la C.G.T.P. responsable des troubles qui se sont produits lors de la grève générale, et que des poursuites, civiles et pénales, seraient engagées contre ses dirigeants. Les syndicats qui ont organisé l'arrêt de travail ont, pour leur part, annoncé, dans un communiqué, qu'ils pourraient rééditer leur action si les mesures répressives n'étaient pas levées. — T.M.

Le dirigeant syndical Victor Chirinos, expulsé le 6 juillet du Pérou vers la France, nous a déclaré : « Ma déportation d'ajoute à la liste déjà longue des violations des libertés démocratiques et syndicales du régime militaire. Des dirigeants ouvriers comme Julian Sierra, de la Fédération de l'industrie métallurgique de Lima, et les avocats Ricardo Diaz Chaves, défenseur de la

Fédération nationale des travailleurs mineurs et métallurgistes, José Ona Meana, défenseur de différentes organisations syndicales de Lima, Camilo Valqui, défenseur des mineurs de Centromin, etc., ont été également déportés. M. Castillo, secrétaire général de la Fédération nationale des mineurs et métallurgistes du Pérou, avait déjà, en 1976, été arrêté, et déporté dans l'Amazonie péruvienne.

La censure des périodiques politiques a été imposée au Pérou le 23 juillet. L'ancien président Belaunde Terry a vivement protesté contre cette nouvelle atteinte aux libertés. — (Reuters.)

### Canada

LE MOUVEMENT NATIONALISTE DE LA SOCIÉTÉ DE SAINT-JEAN-BAPTISTE a célébré dimanche 24 juillet à Montréal le dixième anniversaire de la visite du général de Gaulle au Québec. Deux ministres québécois et le consul général de France, M. Dumont, assistaient à la cérémonie. L'acteur Gilles Pelletier a lu le discours que l'ancien président de la République avait prononcé par « Vive le Québec libre », et ce cri qui a influencé l'histoire du Québec et du Canada, a dit M. Laurin, ministre du développement culturel. — (A.F.P.)

### Etats-Unis

LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AMÉRICAIN a décidé d'accorder une subvention de 11,35 millions de dollars à la ville de New-York. Ce prêt servira à décongestionner le système judiciaire de la ville, paralysé par les trois mille arrestations opérées pendant la panne d'électricité, à créer des emplois pour les jeunes et à aider les commerçants victimes du pillage. — (A.F.P.)

# été seuil

## 7. Théorie littéraire Arts

### Julia Kristeva Polylogue

Une analyse de diverses pratiques de symbolisation : de la plus archaïque, la langue, en passant par la peinture (Giotto, Bellini) et la littérature (Artaud, Joyce, Céline, Beckett, Bataille, Solers) jusqu'à leurs approches par les sciences humaines.

Coll. Tel Quel 544 pages 55 F

### Marcelin Pleyne Art et littérature

Quelle culture moderne se définit à travers les manifestations des avant-gardes de ce siècle ?

Coll. Tel Quel 544 pages 89 F

### Tzvetan Todorov Théories du symbole

Saint Augustin, le romantisme allemand, de quoi Todorov organise l'histoire de ce qu'on appelle le symbole.

Coll. Poétique 384 pages 59 F

### Roger Kempf Dandies

Baudelaire et Cie Face à l'uniformisation, bourgeoisie du XIXe siècle, quelques esprits ont cherché par-dessus tout la singularité. Une famille ou l'innéritable est la seule loi.

### Peter Brook L'ESPACE VIDE

Écrits sur le théâtre Par l'un des plus grands metteurs en scène internationaux, un livre qui doit susciter les réflexions les plus passionnées des vrais amateurs de théâtre.

Coll. Poétique 192 pages 39 F

### Georges Jean Le théâtre

Après avoir étudié l'apport du théâtre passé, français et étranger, Georges Jean décrit les aspects essentiels du théâtre contemporain et ouvre les perspectives pour le théâtre de demain.

Collection Peuple et Culture 193 pages 30 F

### François Cheng L'écriture poétique chinoise

suivi d'une anthologie des poèmes des T'ang Pour la première fois une analyse sémiologique systématique de la poésie chinoise.

272 pages 75 F

### Gérard Delfau, Anne Roche Histoire/Littérature

Histoire et interprétation du fait littéraire « Un précieux panorama » B. Poirat-Delpach / Le Monde

Collection Poétique 32 pages 55 F

### Pierre Grotzer Albert Béguin ou la passion des autres

Une approche globale de l'œuvre de Béguin accom- pagnée d'une réflexion herméneutique.

Coll. Poétique 240 pages 45 F

### Demain : Philosophie • Linguistique Psychanalyse • Psychiatrie Sciences • Anthropologie



## PROCHE-ORIENT

### LOIN DES CAPITALES

# Comment s'expriment les fellahs du Nil

**Z**AKI-EFFENDI ne figure pas sur les cartes. C'est un village du delta du Nil, à 170 kilomètres au nord-ouest de la capitale, à l'écart de la grande route reliant Le Caire à Alexandrie. Il doit son nom au courtisan des khédives qui le fonda dans la seconde moitié du siècle dernier. Les eaux épaisses du canal Mahmoudieh reflètent ses maisons pétries de la même terre grise-brun que les champs, et de gros sycomores lui donnent de l'ombre.

Deux ou trois mille fellahs vivent ici, dans ce décor qui est pratiquement celui de toute la campagne égyptienne, d'Assouan aux bouches du Nil. Ils cultivent coton, riz, oranges et légumes. Deux familles du cru, les Makhyoun et les Balba, étaient classées parmi les latifundistes avant la réforme agraire de Nasser.

Ann Makhyoun qui possédait 700 feddans (1 feddan = 4200 m<sup>2</sup>), on en a pris 400. Depuis cet événement mémorable déjà vieux d'une vingtaine d'années, plus rien n'était venu agiter Zaki-Effendi. Les désordres qui ont secoué le chef-lieu de la région, Dammanhour, en même temps qu'une dizaine d'autres cités d'Égypte, en janvier 1977, n'ont trouvé qu'un écho très assourdi dans le village.

Les premières élections législatives pluralistes depuis un quart de siècle tenues à l'automne 1976 n'avaient pas donné lieu non plus, contrairement à ce qui s'était passé dans d'autres bourgs du delta, à des incidents notables. La chronologie dont fait partie Zaki-Effendi a envoyé au Conseil du peuple, le Parlement du Caire, deux députés nouveaux, membres de la formation majoritaire issue de l'ancien parti unique. Ici comme dans les autres gouvernorats, l'un des deux parlementaires est chargé spécialement, en vertu de la loi, de représenter les ruraux, auxquels on l'assimile en exigeant de lui, pour avoir le droit de se porter candidat aux élections, qu'il ne soit titulaire d'aucun diplôme universitaire.

Le « député-fellah » de la région est natif du village. Agé de quarante-cinq ans, c'est un propriétaire moyen, qui avec sa famille possède une quarantaine de feddans autour d'une villa à l'euro-péenne masquée de citronniers et d'hibiscus. Symbole rare d'une prospérité de bon aloi, un tracteur stationne devant le perron. Le maître de céans est populaire. « Si une gamoussé (sorte de buffle) fait une fugue, il va lui-même signer la déclaration de perte au poste de police pour que celle-ci ait plus de poids. » « Si nous avons un malade, il le transporte à l'hôpital du canton dans sa propre voiture et il le recommande aux infirmiers. »

Si les fellahs pouvaient lire les journaux, ils se rendraient compte qu'à l'Assemblée leur député a tranquillement voté en faveur des projets de loi susceptibles — dans leur application — d'être contraire aux intérêts des campagnards. Lorsqu'un jeune villageois parti étudier à la ville a dévalé des élections, ceux-ci ont eu de la peine, dans tout le sens du terme, à le croire et certains même

ont opiné que l'étudiant se trompait. Zaki-Effendi ignore également que si elle n'a toujours pas l'électricité c'est en grande partie à cause de rivalités dignes de Clochemerle opposant mesquinement entre elles des notabilités de la région. De mémoire d'homme aucun personnage officiel de la capitale n'est jamais passé par le village. « Mais nous avons des bornes-fontaines, un cheikh lecteur du Coran qui fait mettre des affiches à la ronde pour qu'on vienne louer sa belle voix, un médecin qui nous visite de temps en temps, une école primaire et l'asphalte pour aller à Dammanhour. »

**A**BDEL AZIZ MAKHYOUN est né en 1946 au village. La culture du coton ne le passionnait guère et ses parents avaient les moyens de lui faire faire des études. A vingt et un ans il était diplômé de l'Institut des hautes études théâtrales du Caire. Il aurait pu, à la grande fierté de sa famille, se lancer dans une carrière classique en montant de ces pièces criardes, à la fois boulevardières et naïves, qui font depuis des lustres les beaux jours des salles caennaises ; il aurait pu passer à la télévision, avoir son portrait dans les illustrés arabes qui sont l'équivalent imprimé des pièces de théâtre. Tout au contraire, peut-être sous « la mauvaise influence » de sa femme, une intellectuelle de formation française travaillant pour le groupe de presse « Al-Ahram », il se mit en tête de faire monter sur les planches les problèmes sociaux du « riy » (campagne).

Cette « lubie » ramena Abdel Aziz Makhyoun à Zaki-Effendi, avec l'idée, jugée alors insensée par la plupart des ses proches, d'y réaliser un spectacle pour et avec la participation des paysans. A part un mélodrame arabe du type des Deux Orphées, venu en tournée il y a des années, les danses masculines du mouled annuel (fête d'un saint musulman), et les agaceries syncopées de quelque ghawza, les fellahs n'avaient pas idée de ce que pouvait être l'expression artistique. Avec la confiance spontanément suscitée par un fils du terroir instruit et enthousiasme des simples, les villageois, tout en continuant leur travail aux champs et sans recevoir une piastre supplémentaire, réunirent au cours de l'été 1975 à apprendre et à jouer le Contrat, œuvre du doyen des lettrés égyptiens, Tewfik El-Hakim. L'événement parut si insolite que la télévision égyptienne, d'habitude si peu encline à s'intéresser aux faits et gestes des campagnards, s'en empara. « Des fellahs analphabètes affrontaient les feux de la rampe ! », ou plutôt les quinquets posés sur la terre battue de la place de leur village.

**C**et fut une découverte. Une quarantaine de croquants très ordinaires, dont deux femmes, jouaient avec un naturel et une fraîcheur inconnus du Boulevard égyptien. Il est vrai que ces acteurs improvisés étaient motivés, puisqu'ils représentaient leur propre histoire, le Contrat mettant aux prises propriétaires et journaliers. Au

bout de quelques représentations, la pièce de construction classique et de propos modéré de Tewfik El-Hakim avait été complètement retournée par les fellahs-acteurs, mais aussi par les fellahs-spectateurs, etc. Ceux-ci, groupés en cercle devant leurs parents et amis en action, avaient d'abord été médusés, puis ils firent, enfin ils s'enthousiasmèrent jusqu'à exiger des modifications dans le texte. Peu à peu la pièce fut réécrite en arabe dialectal et son cours fut modifié. Le troisième acte, donnant l'impression que tous les fellahs étaient devenus propriétaires, fut « censuré » par les villageois quasi unanimes. Venu en spectacle, certains finirent la soirée acteurs. Le village entier avait trouvé le moyen de s'exprimer. Tel cultivateur, mêlant réalité et fiction, venait exposer ses propres problèmes, avant de proposer une nouvelle modification du scénario. Pour finir, les fellahs supprimèrent l'acte III et le remplacèrent par trois propositions des spectateurs, susceptibles, selon eux, de régler la question de la possession du sol :

- Prendre la terre par la force ;
- Aller devant les tribunaux ;
- Attendre la fin de l'état de guerre.

Faisant un pas de plus, les paysans, toujours sous la houlette de leur jeune metteur en scène décidèrent en 1976 d'exposer sous la voûte d'un temple qui leur sert de théâtre, un sujet leur tenant particulièrement à cœur : les distributions « gratuites » de vivres par les organisations internationales. Ce fut la Farine. On y voit comment les bureaucrates de la coopérative agricole vendent à leur profit, au lieu de les distribuer, une partie de l'huile, du lait en poudre et de la farine envoyés par l'UNICEF, l'organisation mondiale chargée de l'enfance. Lorsque la population se plaint à la police, celle-ci se contente d'exiger des fonctionnaires véreux un partage des bénéfices.

Le Festival mondial du théâtre, informé de ces « happenings » théâtraux, manifesta le désir de présenter la Farine à Nancy en 1977. Un instituteur, que les villageois avaient reconnu comme acteur, vit là une occasion de se venger en alertant les autorités locales : « C'est une honte ! Quelle image de l'Égypte ces fellahs vont présenter en France ! Il faut les empêcher d'aller à Nancy ! »

Dans l'ombre, les « bureaux », chauvins en diable, se saisirent de l'affaire. Le jour où un journaliste étranger, venant voir le spectacle de Zaki-Effendi, se présenta à l'humble hôtel de Dammanhour, il y eut là comme une sorte de panique. Alertés par les halètements de frayeur téléphoniques de la gérance, les sergents de ville se présentèrent armés jusqu'aux moustaches. Du tumulte il ressortit que pour aller au village il fallait des autorisations de telles et telles administrations du Caire, comme si la décision du Rais de rouvrir les campagnes à la libre circulation, après la guerre d'octobre 1973, était restée lettre morte sans le gouvernement de Behelra ! Il fallut gagner Zaki-Effendi par un chemin de traverse. Mais la Farine n'a pas pu être présentée à Nancy cette année.

**A** 500 kilomètres au sud du Caire, face à Sohag, l'une des villes les plus déshéritées de la vallée du Nil, les vieilles maisons du gros bourg d'Akhmim, surplombées par des clochers et des minarets de ginkgo, ne paient pas de mine. Tout ici paraît usé, fatigué, épuisé. La vie, la créativité sont pourtant présentes derrière les murs de foub (brique de boue). Depuis les pharaons, l'antique Khemmin, dont l'éponyme est

pourtant le dieu ithyphallique Min, s'exprime en inventant sagement des tissages, des couleurs, des broderies dont l'originalité tranche aujourd'hui avec écart sur l'indigence de l'artisanat égyptien. (1) Dans un ancien monastère mué en atelier, des jeunes filles coptes aux yeux baissés, voilées de noir comme les musulmanes, défilent sans un mot châles à longues franges, draps de coton rose ou orange imaginés ici, bien avant que la mode n'en vienne en Europe, nappes brodées des mêmes motifs — lapins, lions, vagues — que les tissus coptes, plus que millénaires, exposés au Vieux-Caire.

Plus loin encore, à une trentaine de kilomètres au nord de Louxor, Garages est un très humble village perdu entre les bouquets de palmiers et de manguiers, au bout de sig-sag poudreux. Ici aussi, les habitants — dix mille fellahs, dont un millier sont chrétiens, — s'expriment par la création artistique, mais leur inspiration ne date que de ce siècle, lorsque deux jésuites, l'un français, le père de Montgolfier, l'autre égyptien, le père Ayroul, introduisirent à Garages l'art de la céramique et celui de la tapisserie. Dans une petite usine locale, humaine, tenue en volées chaumières sorties du crayon du plus grand des architectes arabes contemporains, Hassan Bahy (2), les ouvriers créent postement bois bien de Fene, frappe d'un poison jaune, statues de coqs rouges et blancs, croix vernissées vertes comme des tuiles marocaines, théâtres aux tons de céladon. Sur chaque objet, une légère différence met la marque de la main de l'homme.

**C**ependant, les fellahs, pour s'extérioriser, ne choisissent pas toujours les voies pacifiques de l'art. A Bityalah, agglomération de quelques milliers d'âmes, à 30 kilomètres de Kafr-El-Cheikh, au nord du delta, les villageois, ont défrayé la chronique en janvier dernier, quelques jours avant les grandes manifestations urbaines. Las de voir leur village abandonné à la loi d'un petit groupe de bandits champêtres, les gens de Bityalah sont descendus un beau matin dans la rue, et, sous les yeux de la maréchaussée qui n'en pouvait mais, se sont mis à casser et à brûler les bâtiments publics. Il fallut prendre la bourgade. Le couvre-feu fut décrété, le ministre de la Justice se rendit en personne sur les lieux, un fort lot d'armes de guerre fut saisi, quelques dizaines de personnes furent arrêtées.

Que voulaient les villageois ? « Obliger le gouvernement à nous débloquer des machines qui nous manquent. » La presse caennaise décrivit un peu cette curieuse affaire où la population se soulevait contre le pouvoir central parce qu'elle voulait être mieux protégée par celui-ci, et elle découvrit que la violence avait été le seul moyen d'expression laissé aux gens de Bityalah. Le député de la localité n'était-il pas accusé par la voix du peuple d'avoir été élu avec l'appui du chef de la mafia locale et d'avoir intercepté toutes les suppliques du village aux autorités ?

Dans une autre partie du delta, les paisibles agriculteurs de Zaki-Effendi perdurent-ils, eux aussi, patience, et jetteront-ils un jour dans les canaux d'irrigation les éfendis papaiards qui prétendent les empêcher de s'exprimer sous le signe de la muse Melpomène ?

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

## 101 agences de publicité ont quelque chose à vous dire.

La publicité, vous la côtoyez tous les jours.

Vous savez pour quel service ou quel produit elle est faite, mais vous ne savez peut-être pas qui la fait, ni surtout comment elle est faite.

Nous, l'AAAP, nous sommes un groupement de 101 agences de publicité et nous avons pris un certain nombre d'engagements vis-à-vis des Entreprises, des Médias, et des Consommateurs.

Vis-à-vis des Consommateurs, les agences membres de l'AAAP se sont engagées à :

- prendre toutes les dispositions pour s'assurer que les produits dont elles parlent sont satisfaisants pour l'usager,
- concevoir des messages conformes au code de la Chambre de Commerce Internationale et aux recommandations du Bureau de Vérification de la Publicité (B.V.P.),
- parler un langage qui, par sa qualité d'expression, respecte la sensibilité du public.

Le métier d'une agence de publicité est de vous convaincre.

Mais pas à n'importe quel prix.

Il était bon que vous sachiez que 101 d'entre elles (au moins) essayent de le faire avec rigueur et respect du consommateur.

**AAAP**  
Association  
des Agences-Conseils en Publicité

L'AAAP existe depuis 4 ans et groupe aujourd'hui 101 agences de toutes dimensions. Elles représentent 70 % des budgets gérés par des agences à Paris et dans les régions.

Les agences AAAP comptent environ 4000 collaborateurs dont plus de 60 % sont cadres et techniciens.

Pour faire partie de l'AAAP chaque agence se soumet à des règles professionnelles devant une commission de qualification présidée par une haute personnalité indépendante. Elle s'engage à respecter :

- Les lois et règlements en vigueur,
- Les règles des agences-conseils,
- Les statuts de l'AAAP.

L'AAAP, syndicat professionnel (loi de 1894) est l'un des organismes fondateurs du Conseil National de la Publicité.

Si vous souhaitez plus de renseignements sur l'AAAP, vous pouvez écrire à l'AAAP, 31, rue François I<sup>er</sup> - 75008 PARIS

(PubliCity)

LISEZ CETTE SEMAINE DANS

**Israel hebdo**

- Entretiens BEGIN/CARTER, le sort du Proche-Orient en jeu.
- Les Juifs d'Algérie 15 ans après.
- Des Juifs de France déboussolés.

Spécimen gratuit sur demande à : C. O. F. I. 13, r. d'Henriette, 75010 Paris. Tél. : 246-56-79.

Centre **ISTH** Centre  
**AUTEUIL - TOLBIAC**  
Institut privé des Sciences et Techniques humaines  
EXPERIENCE PEDAGOGIQUE CONFIRMEE DEPUIS 1953  
Concours d'entrée à :

**HEC-ESSEC**  
**ESCP-ESCAE**  
PREPARATIONS ANNUELLES CONTINUES

AUTEUIL : 6, Av. Léon-Huguez, 75016 Paris - Tél. 206.52.05  
TOLBIAC : 33, Av. d'Italie, 75013 Paris - Tél. 980.03.25

**12 HEURES POUR ISRAEL**

30 OCTOBRE 1977

PARC DES EXPOSITIONS DE LA PORTE DE VERSAILLES, PARIS.

LE COMITÉ JUIF D'ACTION

invite à soutenir activement les « 12 HEURES », en souscrivant auprès de ses délégués, d'éventuels mandats, des annonces publicitaires pour son journal-programme et en achetant d'ores et déjà des billets.

Secrétaires « 12 HEURES POUR ISRAEL » : C. CURI, Les Dauphins, 311, 4<sup>e</sup> quartier Béguinot 92000 COURBEVOIE - LA DEFENSE

هناك امر في العمل







# EUROPE

## Italie

### En visite officielle à Washington, M. Giulio Andreotti explique la portée de l'accord conclu avec les communistes

Rome. — Quand ils sont en difficulté, les présidents du conseil italiens se rendent à Washington pour obtenir un soutien et redorer leur blason. Ce n'est pas le cas de M. Giulio Andreotti, qui fait un voyage officiel aux Etats-Unis du lundi 25 au vendredi 29 juillet : en poste depuis un an, cet homme d'Etat est plus sûr de lui que jamais, compte tenu du programme limité de gouvernement que viennent de conclure la démocratie chrétienne, le parti communiste et quatre formations « laïques ».

Le président du conseil s'exprime officiellement tout au moins — au nom de 90 % des électeurs italiens, ce dont aucun de ses prédécesseurs ne pouvait se vanter. Mais une reconnaissance officielle du bien-fondé de l'alliance conclue avec les communistes serait très précieuse aux dirigeants démocrates chrétiens pour neutraliser les oppositions qui se manifestent au sein de leur parti.

L'Unité, organe officiel du P.C.I., souligne l'importance de l'événement. Son futur correspondant à Washington, M. Alberto Jacoviello — premier journaliste communiste d'Europe occidentale à avoir obtenu un visa permanent — commente : « Il y a trente ans, De Gasperi alla en Amérique et en revint avec la décision d'éclaircir les communistes du gouvernement d'unité nationale (...). L'Europe n'est plus une terre de croisades, de Lisbonne à Stockholm, dans la conscience des peuples, est profondément imprégnée la conviction qu'on ne se confronte plus sur le terrain des « modèles » extérieurs, mais sur des solutions réelles (...). Formellement, pénètre l'idée que l'Europe ne peut risquer d'être une terre de conquête. » Suit un vœu très courtois à l'adresse de M. Andreotti : qu'il plaide pour une consolidation de la détente auprès de M. Jim-

my Carter, dont les « oscillations » en politique étrangère ne manquent pas d'inquiéter le P.C.I.

La visite du président du conseil s'annonce sous les meilleurs auspices. Dans l'avenir immédiat, l'Italie inquiètera moins les Américains que la France. Elle semble être entrée dans une phase provisoire de stabilité politique. Certes, le P.C.I. est présent dans l'« aire » du pouvoir, mais il opère au grand jour avec l'obligation de mettre en permanence de l'eau dans son vin. La situation économique du pays est moins tendue qu'il y a quelques mois — la stabilité relative de la lire ces jours-ci en témoigne — ce qui écarte la crainte d'une entrée en catastrophe des communistes au gouvernement.

M. Andreotti ne manquera pas de répéter à ses interlocuteurs américains ce qu'il a dit l'autre jour à Paris : l'Italie n'avait pas d'autre solution, et, en tout état de cause, ce n'est pas un « compromis historique » qui a été conclu, mais un modeste accord de gouvernement.

Le programme chargé de la visite montre l'importance qu'on y attache de part et d'autre : deux entretiens avec le président Carter, des rencontres avec le secrétaire d'Etat, le secrétaire au Trésor et les responsables des départements de l'énergie, de la santé et de l'instruction ; d'autres rencontres avec les présidents de la Federal Reserve Bank, de l'Exim Bank, de la commission des affaires étrangères du Sénat et avec le speaker de la Chambre des représentants.

L'Italie a toujours des choses à demander aux Etats-Unis, surtout dans le domaine économique. Cette fois — outre des souhaits en matière d'exportation, d'énergie et d'investissements américains, —

M. Andreotti demandera un peu de compréhension. Elle lui sera accordée, affirme il Manifesto, mais « en échange d'un appui au président Carter pour la politique à l'égard de l'U.R.S.S. ». Le quoti-

dien d'extrême gauche note que le chef du gouvernement italien n'a pas emboîté le pas à M.M. Schmidt et Ciscard d'Estaing. Au contraire il a insisté sur l'indivisibilité des problèmes sur ce thème au sein du monde occidental.

ROBERT SOLÉ.

## Grande-Bretagne

### RENONÇANT A DEMEURER EN R.D.A.

### M. Jones, syndicaliste communiste est arrêté à son retour à Londres

De notre correspondant

Londres. — L'aventure de M. Maurice Jones, le journaliste syndical et membre du P.C. britannique qui s'était enfilé en République démocratique allemande à la fin du mois de juin pour échapper, disait-il, aux « menaces » de la police anglaise, vient d'être brossée dans une nouvelle phase. Dimanche 24 juillet, M. Jones, renonçant à l'asile politique qui lui était offert par la République démocratique allemande, est retourné à Londres avec sa femme et sa petite fille. Son retour a été organisé par M. Scargill, président de l'union des mineurs du Yorkshire. En arrivant à l'aéroport de Heathrow, M. Jones a été arrêté par la police pour ne pas s'être présenté devant le tribunal alors qu'il avait été inculpé d'attitude injurieuse à l'égard de la police.

C'est après son inculpation, alors qu'il se trouvait en liberté provisoire, que M. Jones avait cherché refuge de l'autre côté de l'Elbe. Toutes les explications

données jusqu'à ce que cette escapade soit aussi curieuse que celle de M. Jones. Selon le fugitif, il aurait été interrogé lors de son arrestation par deux membres de la police secrète londonienne. Ceux-ci auraient insisté entendre que sa petite fille, âgée de deux ans, pourrait bien être victime d'un « accident » s'il ne retournerait pas son activité à la tête du journal des mineurs du Yorkshire.

Depuis lors, la police a catégoriquement démenti. Les autorités syndicales ont tout fait pour qu'on ne relève pas ses emprunts digressifs. Et de là à conclure que M. Jones redouterait d'être compromis dans une affaire plus sérieuse qu'une bagarre entre grévistes et service d'ordre, le pas est facile à franchir.

Aux Communes, le ministre de l'Intérieur, M. Rees, avait promis, la semaine dernière, que la plainte de M. Jones serait examinée s'il consentait à revenir en Grande-Bretagne.

JEAN WETZ.

## POLITIQUE

### L'ACTUALISATION

### Désaccord sur la défense

(Suite de la première page.)

Aux yeux de nombreux socialistes, il résulte des propositions du P.C.F. que celui-ci a choisi, au nom de l'indépendance nationale, de rechercher l'autarcie militaire de la France, voire un neutralisme militaire ou une défense solitaire. Pour M. Robert Pontillon, secrétaire national du P.S. et l'un des négociateurs de l'actualisation, il s'agit d'une « glorieuse mais dangereuse utopie ». Certains socialistes, membres de la commission de la défense de leur parti, vont jusqu'à prêter des arrière-pensées à leurs partenaires du P.C.F., soupçonnés, par des déclarations d'inspiration, de vouloir renverser les alliances extérieures de la France et signer sur des suggestions du pacte de Varsovie.

### Inconcevable

Pour de nombreux socialistes, la référence du P.C.F. à la stratégie « tous azimuts » et la volonté, exprimée le 11 mai par M. Jean Kanapa, de disposer de réseaux de détection indépendants témoignent d'une certaine tendance à accepter l'isolement de la France par rapport à ses engagements antérieurs, tant atlantiques qu'euro-péens.

En préconisant de réviser, après l'arrivée de la gauche au pouvoir, la désignation des chefs et l'orientation des engins nucléaires, M. Kanapa suggère, éventuellement, un pontage simultané des missiles sur les Etats-Unis et sur l'Union soviétique. Or, estiment ces mêmes socialistes, une telle répartition des forces entraînerait, techniquement, l'effacement de la panoplie nucléaire. Elle serait politiquement inconcevable puisqu'elle reviendrait à viser, également, les alliés actuels de la France.

En proposant, d'autre part, de s'attacher des réseaux de détection aérienne de l'Otan par le biais de coûteuses solutions nationales de remplacement, le P.C.F. oublie, apparemment, que la dépendance est réciproque en ce domaine. L'Otan et la France, qui est un maillon important du dispositif NADGE, peuvent cesser de se communiquer leurs informations radar. Mais, du même coup, observent les socialistes, le réseau allié est rendu partiellement aveugle, du fait du refus français. Au nom d'une indépendance conçue avec rigueur, arrivent encore les socialistes, il est porté atteinte à une coopération sans intégration dans l'Otan que le général de Gaulle, lui-même, n'avait jamais rejetée, puisque la participation au réseau allié de détection aérienne laisse intacte la liberté de choix et de contrôle, par la France, de sa riposte.

Sur une autre point des discussions relatives à la sécurité européenne, le divorce entre le P.S. et le P.C.F. est, aujourd'hui, si évident qu'un compromis paraît difficile.

De nombreux socialistes demandent que la France demeure, à

titre conservateur, dans l'alliance atlantique et qu'elle s'emploie à accroître l'autonomie militaire d'une Europe trop aisément rassemblée, jusqu'à présent, par la « présence conjuguée » de troupes américaines sur le continent. M. Pontillon imagine même que cette Europe pourra s'émanciper et, ainsi, se prévaloir d'une sorte de « neutralité active » fondée sur un armement moderne, y compris une capacité nucléaire de dissuasion. Le P.C.F., en revanche, conjugué ses critiques sur l'« étrange ouest-allemand » et sa domination économique et militaire, avec la dénonciation, par avance, d'une « consécration européenne », filée de l'Otan, qui ouvrirait, de surcroît, à la République fédérale d'Allemagne l'accès à l'armement nucléaire. Les communistes prennent la proposition des pays du pacte de Varsovie, à l'automne de 1976, invitant les Etats détenteurs de l'arme nucléaire à s'engager à ne pas l'utiliser en premier.

Pour de nombreux socialistes, comme M. Charles Herzu, qui préside la commission de la défense nationale du P.S., un tel engagement est inacceptable. Le rapport actuel des forces classiques dans le Centre-Europe est trop défavorable aux Etats occidentaux. L'existence d'une dissuasion nucléaire peut rétablir un équilibre, et s'interdire de vouloir brandir la menace ultime, le cas échéant, reviendrait à consentir un désarmement unilatéral de fait.

### Divergences

A la différence de ce qui se passe au P.C.F. où l'on prête insister sur les tentatives du « grand capital étranger » pour « entraver la grande expérience démocratique proposée à la défense nationale du P.S., un tel engagement est inacceptable. Le rapport actuel des forces classiques dans le Centre-Europe est trop défavorable aux Etats occidentaux. L'existence d'une dissuasion nucléaire peut rétablir un équilibre, et s'interdire de vouloir brandir la menace ultime, le cas échéant, reviendrait à consentir un désarmement unilatéral de fait.

Les divergences entre les socialistes et communistes sont, donc, importantes. Elles touchent aux fondements de la conception de la sécurité collective propre à chacun des partenaires de la gauche, et à la définition des moyens militaires qui sont censés l'assurer. Les socialistes expliquent qu'ils n'ont pas « demandé » dans la matière. Et il est vrai que les communistes les ont devancés. Mais les dirigeants du P.S. ne peuvent pas agir comme si l'initiative du P.C.F. n'existait pas et feindre d'ignorer que le nouveau programme militaire des communistes s'est considérablement écarté des accords de juin 1972.

### Compromis ?

Si, comme on le croit généralement, les socialistes déclarent, quant à eux, de s'en tenir pour l'essentiel à leur programme spécifique de gouvernement « Changer la vie » de 1972, et aux ambiguïtés actuelles du programme commun de gouvernement, les divergences n'en continueraient pas moins d'apparaître avec le P.C.F. Car le P.S., issu du congrès d'Elphay-sur-Seine en juin 1971, s'est prononcé à ce jour pour l'instauration d'un système de sécurité collective en Europe, pour le refus du neutralisme et la « sagesse » ou « à la suzeraineté » pour l'appartenance de la France à l'alliance atlantique et pour « l'interruption » de la construction de la force de dissuasion nucléaire.

Avant de principes que le P.C.F. conteste désormais, à des degrés divers. Entre des socialistes, qui se sont officiellement « refusés à prendre acte du fait nucléaire français », et des communistes, pour lesquels « l'arme nucléaire est le seul moyen de dissuasion réel dont disposera pour un temps le pays », le compromis sera malaisé.

La difficulté est accrue du fait que les responsables socialistes ne peuvent pas, sans inconvénient majeur pour leur crédibilité, attendre les conclusions de la convention nationale du P.S., promise pour le 11 décembre, sur la défense. La révision, en cours, du programme commun de gouvernement ne peut rester en suspens sur des chapitres aussi importants. Tout nouvel atermoiement donnera raison à ceux pour qui l'accord P.S.-P.C.F. de juin 1972 sur la défense a masqué un refus de trancher, au fond, de questions épineuses. Mais toute précipitation de la direction du P.S. sur la voie d'un « assourdissement » de sa doctrine de défense risque de passer pour un ralliement aux thèses communistes et de méconnaître la base du parti, notamment les chrétiens et les partisans de l'écologie qui s'opposent à l'arme nucléaire, le plus souvent, pour des raisons morales.

JACQUES ISNARD.

## Si vous êtes malin, devenez futé.



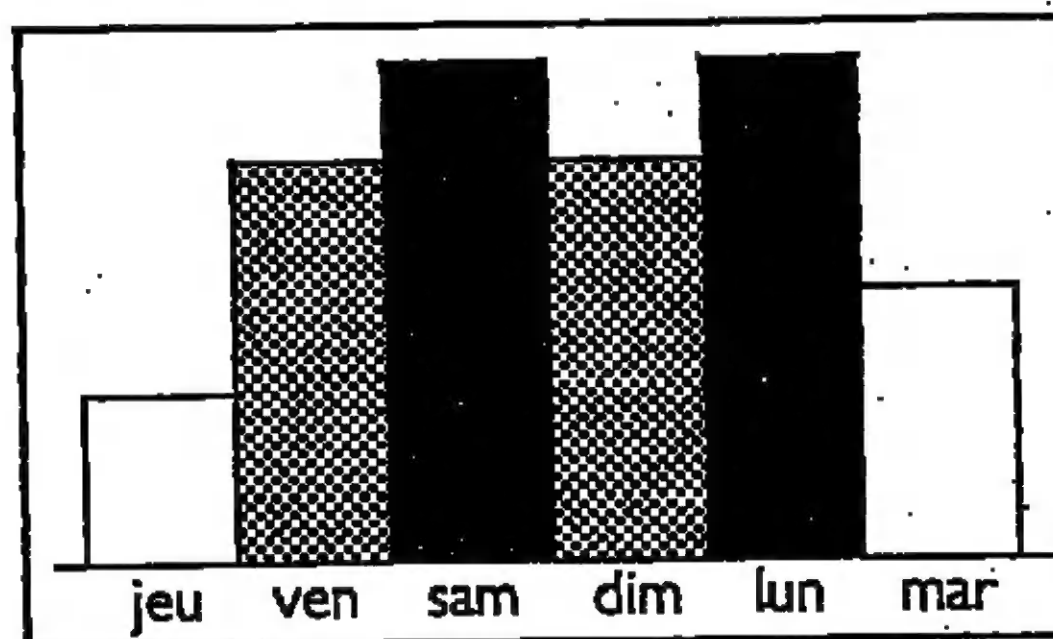
### Heure H

Si vous êtes malin, ne prenez pas la route à la même heure que tout le monde : partez à l'Heure H.

L'Heure H est publiée aujourd'hui par tous les quotidiens français durant les jours qui précèdent les grands départs. Elle vous donne le meilleur horaire de départ pour votre région et beaucoup de conseils sioux. L'année dernière grâce à l'Heure H et à Bison Futé, il y a eu 52 % de bouchons en moins au départ. Cela vaut la peine de jouer au plus malin. Hugh.

### Jour J

Mais vous pouvez faire mieux encore : éviter les jours les plus chargés. Du vendredi 29 juillet au lundi 1<sup>er</sup> août, tous les mustangs des visages pâles seront sur les pistes des vacances. Alors, profitez du calme, et partez le jeudi 28 juillet ou le mardi 2 août. Si ce n'est vraiment pas possible, choisissez de préférence le vendredi 29 ou dimanche 31 juillet... Et je vous guiderai sur mes itinéraires fléchés en vert. Hugh!



Suivez les conseils de Bison Futé et préservez vos nerfs.

### Le rôle du patronat

### « LE CANARD ENCHAÎNÉ » MAINTIEN SES INFORMATIONS SUR LE RÔLE DE L'U.I.M.M.

A la suite du démenti formulé par l'U.I.M.M. (Union des industries métallurgiques et minières), le Canard enchaîné tient à préciser qu'il « maintient ses informations contenues dans son dernier numéro » (Le Monde des 22 et 23 juillet).

Le document, précise le Canard enchaîné, qui traite de certaines interventions financières du patronat dans la campagne électorale de 1973, dont nous avons publié plusieurs extraits — émane bien de l'U.I.M.M., l'une des fédérations les plus puissantes du C.N.F.P., contrairement à ce que prétend cet organisme dans son démenti.

### Le Monde dossiers et documents

NUMERO DE JUILLET, AOÛT, SEPTEMBRE

### LES DROITS DE L'HOMME

### VACANCES EN FRANCE

Le numéro : 2,50 F

مكتبة الأمل



DU PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE

# Le comité directeur du P.S. réaffirme les options du parti sur les nationalisations et la politique sociale

Le comité directeur du parti socialiste, réuni samedi 25 juillet à Paris, a examiné l'état des travaux d'actualisation du programme commun de la gauche, menés depuis le 31 mai par la commission de quinze membres, qui réunit des représentants du P.S., du P.C.F. et du M.R.G. Il a confirmé les positions du parti, hostile à l'extension du champ d'application des nationalisations prévues par le texte de 1972, à l'augmentation des transferts sociaux et à la

municipalisation des sols urbains, trois modifications demandées par le parti communiste. Abstraction faite du débat sur les problèmes de défense (lire, d'autre part, l'article de Jacques Isnard), le comité directeur a entendu le rapport de M. Louis Mexandeau, député du Calvados et délégué national du P.S. à l'éducation nationale (« le Monde » daté 24-25 juillet). M. Mexandeau a souligné que l'intégration, progressive et négociée, des établissements

privés recevant des fonds publics dans un service public, unique et laïc de l'éducation nationale, devrait aller de pair avec une profonde rénovation du secteur public. Il a déclaré que la notion de service unique n'exprimait aucune volonté de monopole, les établissements fonctionnant sur fonds privés étant libres d'organiser leur enseignement comme ils l'entendent. Une commission de seize membres doit établir le texte définitif qui sera

adopté par le bureau exécutif du P.S. au début du mois de septembre. En l'absence de plusieurs responsables des divers courants, dont MM. Jean-Pierre Chevènement et Georges Sarre pour la minorité, le comité directeur n'a pas abordé la question du « code de bonne conduite », qui doit assurer aux tendances la possibilité de s'exprimer au sein du parti.

M. Bérégovoy a rendu compte à la presse des travaux du comité directeur et, en premier lieu, du rapport qu'il a présenté sur l'actualisation du programme commun. Il a indiqué que le « groupe des quinze » avait examiné l'ensemble du texte de 1972 et achevé la rédaction de la nouvelle version des trois premières parties, moins les points sur lesquels le P.S., le P.C.F. et le M.R.G. sont en désaccord. Il s'agit, a rappelé M. Bérégovoy, de la date d'application du SMIC à 2 200 francs et de l'augmentation des prestations familiales. « La politique sociale que nous souhaitons doit être équilibrée », a-t-il déclaré. Les travailleurs ne doivent pas payer de prix de l'inflation.

Le premier secrétaire a réaffirmé que le champ des nationalisations ne devait pas dépasser ce qui est prévu par le programme de 1972, « étant entendu que, la loi d'évolution des groupes de travail modifie le statut de certaines entreprises qui avaient été nationalisées, les dispositions prévues en 1972 seront intégrées dans le texte de 1972 ». M. Bérégovoy a jugé suffisantes, sur la politique économique et la planification, M. Bérégovoy a indiqué que la délégation socialiste avait réaffirmé la volonté du parti d'organiser un « nouveau modèle de croissance », qui pourrait se résumer ainsi : « Produire plus, mais aussi produire mieux ». Il a précisé que les passages du programme commun portant sur la politique sociale (emploi, retraite, l'environnement, le cadre de vie et l'urbanisme) avaient été enrichis.

son parti n'avait pas demandé la modification du programme commun de 1972 sur la défense nationale et qu'il s'en tenait pour le moment à son propre programme, qui préconise d'« interrompre la construction de la force de frappe ». « Si ce problème est important pour le parti communiste, a-t-il dit, il ne l'est pas pour nous dans le cadre de cette discussion puisque nous avons engagé à ce sujet une réflexion qui n'est pas encore terminée. » Le premier secrétaire souhaitait cependant que les dirigeants du parti fassent connaître « dans les meilleurs délais » la position qu'ils défendraient devant la convention nationale, dont le comité directeur a fixé la date au 10 décembre. Cette position, a précisé M. Bérégovoy, tiendra compte de quatre éléments : le programme du P.S., le texte actuel du programme commun, la réflexion menée au sein du parti et les thèses nouvelles du P.C.F.

responsables chargés de l'élaboration d'un « code de bonne conduite » régissant les rapports entre les divers courants du parti, et en particulier entre la majorité et la minorité. Le comité directeur a renvoyé l'examen de cette question au 8 octobre prochain. Le lendemain, il étudiera les problèmes de l'énergie. Les 29 et 30 octobre, la Fédération nationale des élus socialistes et républicains tiendra son congrès à Villeurbanne, ville dont son délégué général, M. Charles Hernu,

est le maire. Le comité directeur se réunira de nouveau le 5 novembre, à la veille de la convention nationale qui devra ratifier les candidatures du parti aux élections législatives, puis le 10 décembre, avant la convention nationale qui arrêtera la position du parti en matière de défense nationale. Le 14 janvier, une convention nationale étudiera les problèmes féminins, et le 15, les candidatures socialistes aux élections législatives seront présentées à la presse.

Le premier secrétaire a réaffirmé que le champ des nationalisations ne devait pas dépasser ce qui est prévu par le programme de 1972, « étant entendu que, la loi d'évolution des groupes de travail modifie le statut de certaines entreprises qui avaient été nationalisées, les dispositions prévues en 1972 seront intégrées dans le texte de 1972 ». M. Bérégovoy a jugé suffisantes, sur la politique économique et la planification, M. Bérégovoy a indiqué que la délégation socialiste avait réaffirmé la volonté du parti d'organiser un « nouveau modèle de croissance », qui pourrait se résumer ainsi : « Produire plus, mais aussi produire mieux ». Il a précisé que les passages du programme commun portant sur la politique sociale (emploi, retraite, l'environnement, le cadre de vie et l'urbanisme) avaient été enrichis.

Le comité directeur a approuvé le bilan des travaux du groupe d'actualisation et a confirmé le mandat de la délégation socialiste. M. Bérégovoy a indiqué que le « groupe des quinze » rédigerait, cette semaine, la quatrième partie du programme, reviendrait sur les points de désaccord et étudierait le calendrier et les modalités d'application du programme. Les dirigeants des trois formations devront ensuite traiter, les questions sur lesquelles les négociateurs n'auront pu parvenir à un accord.

## Opposition à la réforme Haby

M. Mexandeau a présenté au comité directeur le rapport de son groupe de travail sur la réforme Haby. Il a déclaré que le comité directeur, sur l'éducation nationale, les grands axes de ce texte ayant été adoptés, le comité directeur a désigné à la proportionnelle des membres d'une commission de seize membres qui devra, à partir des divers avis et documents déposés, rédiger la version finale du rapport, en vue de son adoption par le bureau exécutif du parti au début du mois de septembre. Il a fait la déclaration suivante : « Le comité directeur du parti socialiste a étudié la situation scolaire et universitaire telle qu'elle se présente à la fin de l'année scolaire et dans la perspective de la rentrée. Il constate que le gouvernement ne met pas en œuvre les moyens nécessaires pour que cette rentrée se fasse dans des conditions acceptables et cherche à rejeter les responsabilités des difficultés scolaires, en particulier dans l'enseignement pré-élémentaire, sur les enseignants et sur les élèves. Les enseignants ont des devoirs, mais ils ne peuvent pas suppléer les carences de l'Etat. Tandis que les crédits d'équipement s'effondrent dans les prévisions budgétaires de 1978, de nombreuses classes maternelles ou primaires attendent la nomination de maîtres. »

« Contrairement aux déclarations du président de la République, la réforme Haby n'est pas la « réforme des collèges », parce que les inégalités sociales se produisent bien avant l'entrée en sixième, et que le collège, selon M. Haby, favorise au contraire la ségrégation sociale. Les jeunes issus des milieux défavorisés vers la vie active sans formation professionnelle, ou vers le chômage. »

« Le comité directeur a procédé à l'étude des principaux objectifs d'une politique socialiste de l'éducation nationale, reposant sur :

- « La lutte contre les inégalités sociales et scolaires ;
- « La généralisation de la formation professionnelle des jeunes et de l'éducation permanente ;
- « Le développement du potentiel d'enseignement et de recherche des universités ;
- « La démocratisation de l'institution scolaire et son ouverture vers l'extérieur ;
- « La création d'un service public unique et laïque de l'éducation nationale, mis en œuvre par étapes négociées les établissements.

## M. FABRE : évitons les « petites phrases ».

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, met en garde, dans le numéro de juillet de *Mouvement*, mensuel du M.R.G., ceux qui croient que « la partie est gagnée » pour la gauche. « Le programme commun, écrit M. Fabre, n'est pas devenu tout à coup plus attractif aux yeux des députés du priscardisme. (...) Plusieurs erreurs sont à éviter. Les unes touchent à notre programme. Son interprétation maximaliste peut plaire à certains. Mais elle peut faire fuir les indécis, partagés entre l'espoir en plus de justice et la crainte de moins de liberté. »

M. Fabre poursuit : « Défenseurs de la laïcité, ne nous laissons pas affubler du masque du sectarisme et de l'antichristisme. (...) Défenseurs de la propriété légitime, mais ennemis de la spéculation, n'acceptons pas d'être traités de spoliateurs en puissance. Evitons les « petites phrases » à interprétation ambiguë qui donnent des armes à des adversaires de mauvaise foi. »

Le président du M.R.G. écrit encore : « Les autres erreurs pourraient être du domaine de la stratégie électorale : la pire erreur serait que, dans l'élection de mars 1978, chacune de nos formations aille au combat en ordre dispersé. Le regroupement au second tour de scrutin est souvent fonction des conditions du premier tour. »

« Dans ce délicat domaine des accords électoraux, conclut M. Fabre, aucune erreur n'est à commettre. »

## M. KANAPA (P.C.F.) : la neutralité n'est pas une politique qui convient à la France.

Après avoir constaté que les discussions des trois partis de la gauche avaient permis « un sérieux enrichissement du programme commun », M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C.F., reconnaît, dans l'*Humanité* de ce lundi 25 juillet, que subsistent « des divergences sur certains points », comme les mesures sociales, les nationalisations, les droits et les libertés individuelles ou collectives, et la politique extérieure.

« En ce qui concerne plus particulièrement la défense nationale, nous avons fait connaître nos propositions (largement à l'avance, dès le 11 mai. On ne peut évidemment envisager de clore la négociation tant que nos partenaires ne nous auront pas fait connaître les leurs. Car on touche là à une question essentielle — la question de l'indépendance nationale. (...) Or priver notre pays de la seule force de dissuasion dont il dispose désormais conduirait, selon une logique trop souvent suggérée, à le placer très vite sous la parapluie américain. Nous ne voulons d'aucun protectorat. La neutralité n'est certes pas une politique qui convient à la France. Mais l'indépendance, une indépendance souveraine, est — pour notre peuple — pour le succès même du programme commun et d'une grande politique d'amitié, de coopération et de désarmement — un besoin vital. »

Seule, dans Paris désert. Françoise a soudain peur. Comment alors l'étrange combat que mène une femme à mi-vie contre l'Amérique ?

UN MOIS D'AOUT A PARIS

ROMAN

par G. GENNARI

« C'EST TOUJOURS »

# Choisissez l'Heure H: la meilleure heure pour prendre la route.

Région Paris-Ile de France

## Bouchons : la solution ?

Comment éviter les bouchons lorsqu'en 4 jours, 5,5 millions de Français partent en vacances et que 3,5 millions rentrent chez eux ? Inutile de jouer au plus sôux : mieux vaut faire confiance aux informations de l'Heure H. En 1976, les automobilistes qui ont suivi les conseils de l'Heure H ont permis d'obtenir ce résultat : 52 % de bouchons en moins !

## L'Heure H : pour qui ça marche ?

Les graphiques de l'Heure H s'adressent aux automobilistes de votre région qui se dirigent vers le Sud de la France et la Bretagne. Si vous partez vers le Nord ou l'Est, partez tôt le matin pour éviter d'encombrer les routes, et consultez les pièges éventuels à éviter.

## Mettez-vous à l'Heure H.

Consultez les graphiques ci-contre de Bison Futé : ils correspondent aux intentions de départ des 4 jours les plus chargés. Si vous avez prévu de partir à une heure qui se trouve dans les colonnes sombres, modifiez votre heure de départ : vous risquez de rencontrer des bouchons.

Si elle se trouve dans une colonne blanche, maintenez-la. Dans les colonnes blanches, vous êtes libre de choisir la tranche horaire qui vous arrange, ou la moins chargée.

## Les pièges à éviter sur la route.

Pour ceux qui partent vers le Sud et la Bretagne, voici les pièges à éviter :

Vers l'Ouest et la Bretagne. Difficultés à la sortie de l'autoroute Océane avant Le Mans le vendredi 29 juillet de 15 h à 20 h, le samedi 30 juillet de 7 h à 12 h, le dimanche 31 juillet de 7 h à 12 h, et le lundi 1<sup>er</sup> août de 7 h à 15 h.

Vers le Sud-Ouest. Difficultés sur la N 10 au sud de Tours le vendredi 29 juillet de 16 h à 21 h, le samedi 30 juillet de 6 h à 18 h, le dimanche 31 juillet de 7 h à 16 h, et le lundi 1<sup>er</sup> août de 6 h à 17 h.

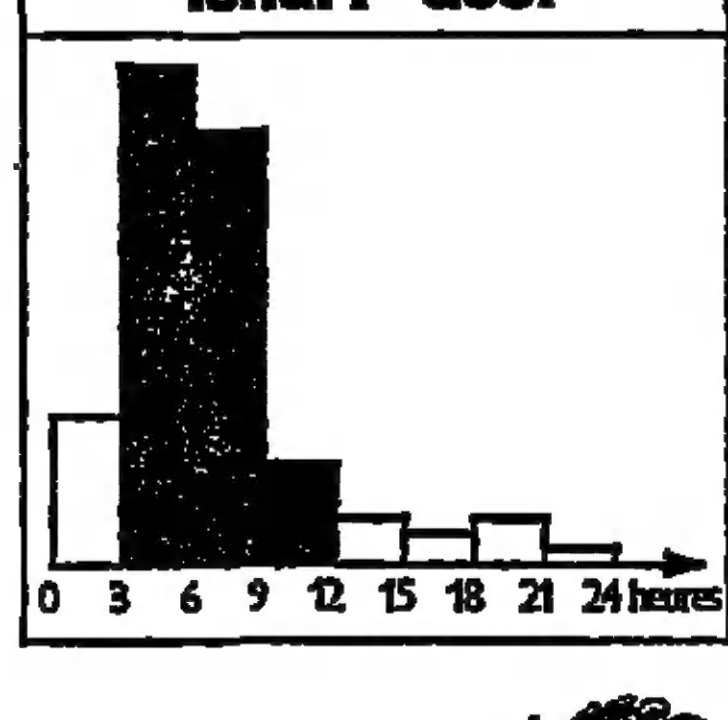
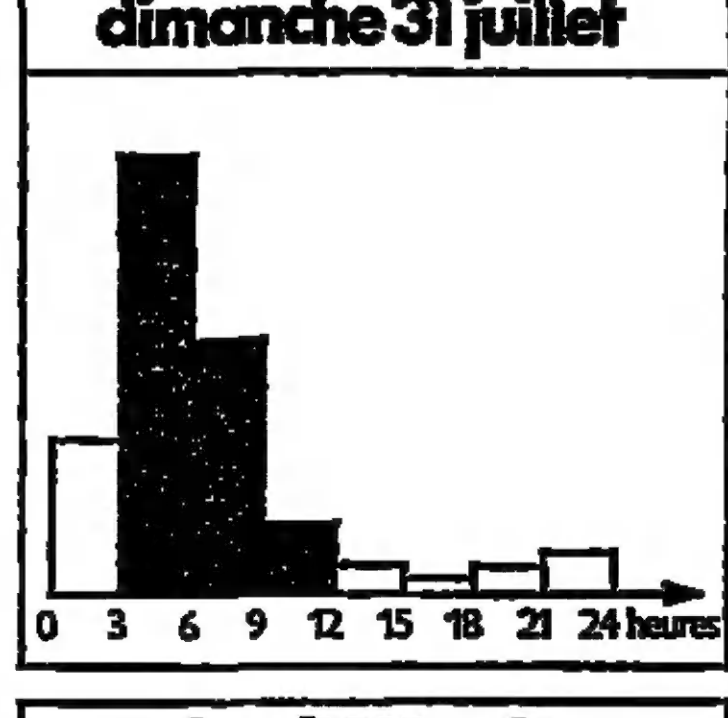
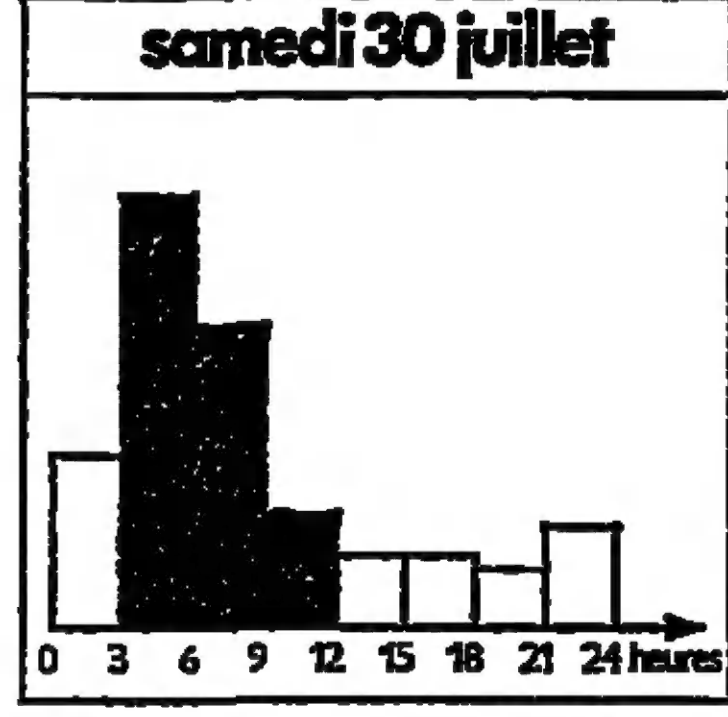
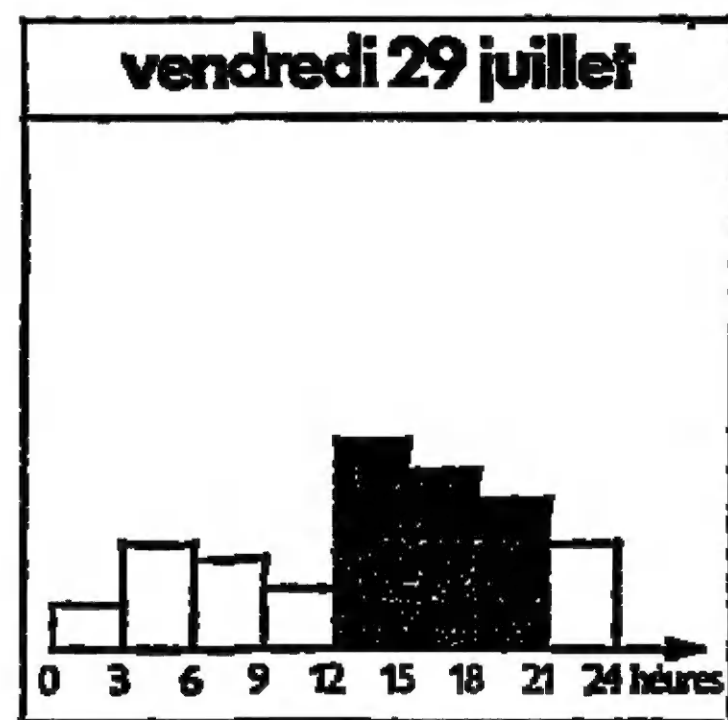
Vers le Centre. Difficultés sur la N 20 au sud d'Orléans le vendredi 29 juillet de 15 h à 20 h, le samedi 30 juillet de 7 h à 15 h, le dimanche 31 juillet de 7 h à 12 h, et le lundi 1<sup>er</sup> août de 7 h à 15 h.

Vers Lyon, la Vallée du Rhône et le Massif Central. Difficultés à la sortie de la Région Parisienne sur l'autoroute du Sud le vendredi 29 juillet de 17 h à 21 h, le samedi 30 juillet de 5 h à 10 h, le dimanche 31 juillet de 5 h à 10 h, et le lundi 1<sup>er</sup> août de 5 h à 10 h.

Difficultés dans la Région Lyonnaise le vendredi 29 juillet de 15 h à 20 h, le samedi 30 juillet de 7 h à 16 h, le dimanche 31 juillet de 7 h à 16 h, et le lundi 1<sup>er</sup> août de 7 h à 16 h.

Difficultés sur la N 7 et la N 9 en direction de Clermont-Ferrand, entre Briare et Saint-Pourçain le vendredi 29 juillet de 16 h à 20 h, le samedi 30 juillet de 9 h à 15 h, le dimanche 31 juillet de 9 h à 15 h, et le lundi 1<sup>er</sup> août de 9 h à 18 h.

Faites confiance à l'Heure H et à Bison Futé. Ils ont fait leurs preuves. Il y aura bien sûr des bouchons, mais si les automobilistes suivent ces conseils, la route qui mène au soleil sera moins encombrée.



Généralisation des heures de pointe





# POLITIQUE

Rappelant son opposition au programme électro-nucléaire du gouvernement

## Le P.S. organisera sa propre manifestation à Creys-Malville

Au terme du comité directeur du parti socialiste réuni le 23 juillet, Mme Christiane Morin, déléguée nationale chargée des problèmes de l'énergie, a rappelé l'opposition du P.S. au programme nucléaire « tel qu'il est engagé par les tenants actuels du pouvoir ». Il demande « la suspension immédiate des travaux sur le site de Creys-Malville comme l'ont demandé les comités généraux de l'Isère et de la Savoie, qui ont suivi les instances judiciaires, la constitution d'une commission d'enquête parlementaire devant laquelle devrait être présenté l'ensemble des dossiers touchant à la sécurité et à l'information de la population, le dispositif industriel ainsi que les accords internationaux ». D'une manière plus générale, le P.S. « exige enfin le vote par le Parlement d'une loi nucléaire ».

A propos du surrégentaireur le P.S. rappelle qu'il a demandé au gouvernement depuis le 23 juin 1976 de « suspendre à toute décision d'implantation tant qu'une décision aussi lourde de conséquences n'aurait pas été soumise à un débat démocratique et à un vote du Parlement ».

Cette prise de position à la veille du rassemblement des anti-nucléaires à Creys-Malville est dans la ligne de celles déjà adoptées par le parti socialiste sur ce sujet. Pas d'opposition de prin-

cipe à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins civiles, mais une opposition croissante à la réalisation accélérée du programme actuel.

Le parti socialiste avait demandé, en avril dernier, à une douzaine de personnalités (Alfred Kessler, Lew Kowarski, Marcel Froissart, etc.) de constituer un comité chargé d'étudier les problèmes de civilisation d'environnement liés à l'utilisation de l'énergie nucléaire. Les avis qu'il formulera — sous forme d'un rapport rendu public vers la fin de cette année — devront éclairer le choix des dirigeants du parti.

En attendant, les militants socialistes ne se mêleront pas aux manifestations pacifistes et anti-nucléaires qui se tiennent ce lundi, à Besançon, et doivent se rassembler les 30 et 31 juillet aux alentours du site du surrégentaireur, à Creys-Malville (Isère). Les élus et membres du parti sont appelés à se réunir le 30 juillet dans la salle des fêtes de Courtenay (Isère). Comme la C.F.D.T. a décidé d'y faire y ont participé à la manifestation, les militants socialistes, au moins pendant la première journée, seront répartis entre une vingtaine de localités, dans un rayon de 35 kilomètres, il y aura à la fois beaucoup de monde et fort peu

de coordination le week-end prochain autour du Super-Phénix. Le préfet de l'Isère, M. René Jannin, ayant interdit le camping dans cinq communes « pour des raisons de maintien de l'ordre et de protection de la santé publique », des terrains ont été prêtés par les habitants. Ils serviront au camping, mais aussi aux forums et aux garderies.

Les divers comités Malville — ils sont cent cinquante dans l'hexagone — ont mis au point le « programme » des deux journées. Le 30 juillet, divers rassemblements sont prévus autour de Malville, où seront organisés six forums. L'objectif prioritaire de ces manifestations est, selon la coordination nationale, « de réaffirmer le maximum de personnes contre le Super-Phénix, la non-violence n'excluant pas certaines actions (démarches de la barrière) qui ne portent pas atteinte à l'intégrité physique des personnes ».

Les autorités s'attendent à une certaine affluence : deux mille cinq cents personnes ont été mobilisées. Le cantonnement de C.R.S. construit à l'intérieur même du site de la centrale continue à provoquer les protestations conjuguées de la C.G.T. et de la C.F.D.T. L'encerclement du chantier a été renforcé par des chevaux de frise électrifiés.

« Quand ils feront leur fête, dit-il, les gens de Gontaron ne comprendront peut-être pas... » Il vaudrait mieux, selon lui, que les gens âgés « qui ont leurs couronnes » restent sur place. M. Dominiati : « La nuit, quand les hameaux disparaissent... Mais il ne s'agit pas de reconstruire des « dômes » au dur. Essayez d'en casser une dizaine ailleurs... »

On visite un premier logement habité par une famille de sept enfants. De légers rideaux ont été posés de l'intérieur. L'évier sert de lavabo. L'ameublement est réduit, mais l'ensemble est bien tenu. Plus loin, le secrétaire d'Etat interroge un enfant : « Tu vas à l'école ? Tu joues avec les cama-

## M. Dominiati en visite chez les anciens harkis

« Il y a longtemps qu'on dit ça... »

Marseille. — Une quinzaine de baraques aux volets roses, dans un théâtre de collines boisées : le hameau de Gontaron, à la lisière des Maures, abrite vingt-cinq familles d'anciens harkis. Le centre de la commune (2 300 habitants) n'est pas très éloigné, moins de 2 kilomètres. L'isolement est pourtant complet et la visite du secrétaire d'Etat, vendredi 22 juillet, ne suffit pas à convaincre que les choses, enfin, vont changer.

« Vous êtes-ils informés que vous serez bientôt relégués dans des pavillons au village ? » questionne M. Dominiati. Son interlocuteur, la quarantaine, moustaches finement recourbées, hoche la tête : « Il y a longtemps qu'on dit ça... »

M. Dominiati : « J'ai des instructions très précises du président de la République. Le problème des harkis est une règle, je vous le promets... »

On fait cercle autour du « ministre » qui cherche à exprimer sa compréhension : « La seule difficulté que vous devez avoir, c'est la langue. Moi, vous savez, quand je suis arrivé à Paris, à vingt ans, j'avais un accent... »

On lui présente le maire, M. Jules Chelien (modéré majoritaire), qui craint que le relèvement de toutes les familles dans le village ne suscite des manifestations de rejet de la part de la population locale.

« Quand ils feront leur fête, dit-il, les gens de Gontaron ne comprendront peut-être pas... » Il vaudrait mieux, selon lui, que les gens âgés « qui ont leurs couronnes » restent sur place. M. Dominiati : « La nuit, quand les hameaux disparaissent... Mais il ne s'agit pas de reconstruire des « dômes » au dur. Essayez d'en casser une dizaine ailleurs... »

On visite un premier logement habité par une famille de sept enfants. De légers rideaux ont été posés de l'intérieur. L'évier sert de lavabo. L'ameublement est réduit, mais l'ensemble est bien tenu. Plus loin, le secrétaire d'Etat interroge un enfant : « Tu vas à l'école ? Tu joues avec les cama-

De notre correspondant régional

rades ? » La gosse répond, timide : « Ils ne me parlent pas parce que je suis arabe... »

Plusieurs de ses aînées, avec lesquelles le ministre bavarde un instant, ont vécu, eux, une expérience décevante de formation pré-professionnelle, sous l'égide du GRETA (groupe d'établissement) de l'Est varois. On leur a fait suivre, au lycée technique de Lorgues, à 50 kilomètres de chez eux, un stage de mécanique générale et d'électricité qui devait durer trois mois. Mais les indemnités que la direction départementale du travail aurait dû leur verser ne leur sont pas parvenues à temps. Sans ressources, trop éloignés de leur hameau, la plupart ont abandonné avant la fin des cours. Ils étaient au départ une vingtaine. Un seul a trouvé un emploi.

A Gontaron, une impression de découragement a dominé la visite ministérielle.

### Une autre atmosphère

Au hameau de Bormes-les-Mimosas, en plein cœur de la forêt du Dom, l'atmosphère est très différente. Il est vrai qu'il y trouve ce qui manque à Gontaron : un foyer, une monitrice permanente, des cours d'alphabétisation et de pratique ménagère pour les femmes, un terrain de sports et, surtout, malgré la distance qui sépare les résidents de Bormes (9 kilomètres), des liaisons bien organisées avec la ville. La plupart des familles ont leur petit jardin, certaines une basse-cour.

Le secrétaire d'Etat arrive au milieu d'un concert de cigales. Pastis, souhais de bienvenue du maire, M. Henri Delon (sans étiquette). Le dossier du relèvement est aussi avancé qu'à Gontaron. Le terrain à la périphérie de Bormes est acquis, le permis de construire délivré, l'entrepreneur désigné et le financement assuré. Les travaux commenceront en septembre. Douze familles de

Français musulmans seront locataires de pavillons compris dans le programme de trente-deux logements prévus, dont les autres accueillent des autochtones. « Le mélange cohabitera parfaitement », estime le maire de Bormes. Sept autres familles seront reléguées dans un immeuble collectif au Lavandou.

A Bormes, une réunion avec les délégués des hameaux forestiers du département a été prévue. La conversation est directe. Thème : les problèmes de salaires et de conditions de travail. Leur nouveau statut, appliqué depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1976, ne donne pas entièrement satisfaction aux anciens harkis qui n'ont pas compris, notamment, pourquoi l'éventail des catégories professionnelles avait été réduit (1).

M. Haoudèche, le délégué de La Londe - les - Maures, demande à M. Dominiati : « S'il trouve normal qu'un ouvrier forestier, au bout de quatre ans, soit toujours dans la classe ? On parle aussi longuement du travail avec la machine (la débroussailluse), que certains ouvriers ne veulent plus accomplir parce qu'il n'apporte pas assez d'avantages en regard de son caractère pénible. Je prends bonne note de vos doléances et je les ferai étudier par mes services », assure M. Dominiati.

Ses interlocuteurs l'ont tout de même surpris. Le nouveau statut ne lui avait-il pas été présenté comme une conquête importante des associations ? Sa brève visite — une heure dans chacun des hameaux — lui aura au moins révélé qu'il existe un certain décalage entre les dossiers des bureaux parisiens et les réalités quotidiennes chez les anciens harkis. On se quitte au demeurant sur un satisfait. « Ils font un excellent travail, témoigne le préfet du Var. Tous les élus et la population les apprécient... »

GUY PORTE.

(1) Le principe de la création de deux nouvelles catégories a été accepté, mais son application est subordonnée à l'approbation du ministère des finances.

## Les écologistes à la rencontre des non-violents

La foule des pèlerins de la contestation qui est en train de parcourir la France forme un étrange amalgame : anti-militaristes, objecteurs de conscience, insoumis, écologistes, anti-nucléaires, régionalistes, autonomistes, révolutionnaires de l'ultra-gauche... tous semblent avoir accepté une commune tactique : la non-violence. A ce titre, la « marche verte » marque peut-être un tournant dans la petite histoire de la contestation.

La rencontre des idées pacifistes et des thèses écologistes s'est faite sur terrain du nucléaire. C'est l'année du Vast, apôtre de la non-violence en France qui, l'un des premiers, protesta contre le démarrage de l'usine nucléaire de Marcoule. C'est encore lui qu'on retrouve sur la cause du Larzac en 1972, jetant pour s'opposer à l'extension du camp et à Creys-Malville, en 1976, soutenant les manifestants contre le surrégénérateur.

Son intervention personnelle aux points les plus brûlants de la contestation écologique a, semble-t-il, emporté l'adhésion de beaucoup, en premier lieu des paysans du Larzac, un moment tentés par la violence des maïstros. « L'efficacité de leur résistance nous a fait réfléchir », avoue aujourd'hui certains des plus résolus parmi les militants écologistes qui se souviennent aussi que Fournier lui-même, fondateur de la Gueule ouverte, décida il y a cinq ans, repugnant à toute violence autre que verbale.

Même s'il n'y avait guère songé à l'origine, le mouvement écologiste, en s'attaquant au nucléaire, devait forcément trouver sur sa route la force de frappe et, au-delà, tout le système de défense nationale. Sorti des laboratoires qui avaient fabriqué la bombe, l'électro-nucléaire ne peut faire oublier, ni son origine ni la destination possible de ses sous-produits. Les écologistes n'ont pas été longs à apprendre que le plutonium extrait des très pacifiques chaudères atomiques, pouvait servir à fabriquer des bombes. Il n'y a pas d'atome civil et d'atome militaire. Le nucléaire est un tout. Il était donc logique de trouver sur le 7<sup>er</sup>, ce bateau qui manœuvrait en 1975 contre les expériences françaises dans le Pacifique, l'écologiste Brice Lalonde et le pacifiste Solarière.

Mais ceux qui prônent le recours aux technologies douces peuvent-ils, pour les défendre, accepter de recourir à la violence. Il y aurait quelque chose de contradictoire à vouloir changer le monde du nucléaire par la force. La contestation écologique ne peut, sans se renier, chercher l'affrontement avec la police ou dynamiser les centrales nucléaires. La fin ne justifie pas ces moyens.

### La crainte des irresponsables

A ces motifs idéologiques, s'ajoutent des raisons pratiques. Les anticléricaux ont constaté que la violence leur aliénait la population, les syndicalistes, les élus, les partis politiques : l'attentat contre le domicile de M. Marcel Solarière, directeur de l'E.D.P., a incité la C.F.D.T. qui tirait avec les organisateurs du rassemblement de Creys-Malville, à faire machine arrière. Nombre de ses militants sont de cœur avec les écologistes, mais la centrale syndicale ne peut se laisser compromettre par des « irresponsables ». Même attitude aujourd'hui pour le parti socialiste. Comme ils sont minoritaires, les groupes anticléricaux doivent expliquer, convaincre, mobiliser. Comment le faire si l'on n'est pas « dans la population comme un poisson dans l'eau ». La violence les isole.

Inversement, les brutalités policières comme celles de l'été 1976 aux abords de Malville ont provoqué entre les populations loca-

les et les manifestants un climat de sympathie que ceux-ci n'avaient pas réussi à établir.

Les pacifistes de leur côté sont venus à la rencontre des écologistes. En 1971, une petite équipe s'installait à la Circaud, une vieille ferme de Saône-et-Loire, pour y fonder un centre de réflexion et un mensuel « combat non violent ». Ses membres y ont développé les thèmes du pacifisme, de l'objection de conscience, de l'insoumission, de la désobéissance civile. Mais c'est aussi une idée fort subversive que de vouloir substituer à la défense classique une « défense populaire non violente ».

Ce n'est pas seulement l'armée qui est en cause, mais la police, la justice, l'Etat centralisé et, par voie de conséquence, toute la société que ces institutions encadrent. Comment les pacifistes auraient-ils pu combler la force de frappe et accepter les centrales nucléaires ? Le programme des stages organisés est étiré aux Circauds est significatif. A côté des sessions d'initiation à la philosophie et aux techniques non violentes, on trouve des journées consacrées à l'artisanat, à l'écologie, à l'énergie solaire.

Ces démarches intellectuelles convergentes se sont concrétisées en mai 1977 par la fusion des deux mensuels la Gueule ouverte et Combat non violent. Isabelle Cabut, Arthur, les grandes plumes de la Gueule ouverte, ont rejoint les pacifistes. C'est un événement qui a passablement réchauffé le petit monde de la contestation écologique.

Il n'est d'ailleurs pas spécifiquement français. Aux Etats-Unis, l'opposition au nucléaire est en train de prendre un tournant similaire. Après avoir beaucoup attendu des procès, des auditions publiques, des interventions auprès des commissions officielles, les contestataires depuis adoptent une tactique inspirée de celle qu'employaient, au temps du président Johnson, les adversaires de la guerre au Vietnam : la non-violence et la désobéissance civile. Chaque semaine se multiplient les marches pacifiques, les « sit in », les occupations de futurs chantiers et autres formes aux techniques douces.

En Allemagne fédérale, où même en mars dernier les anticléricaux avaient l'air de se battre, les batailles rangées avec la police ont fait mauvais effet. Aussi les fameux « burger-initiativen », ces vigoureux comités de citoyens, ont-ils décidé de changer de tactique. A Grohnde précisément, ils campent pacifiquement depuis un mois et demi sur l'un des terrains non gardés de la centrale.

La conjonction du pacifisme et de l'écologie militante aura au moins deux conséquences politiques. Elle va sans doute couper du mouvement les anarchistes, les groupes de l'ultra-gauche et les nostalgiques de mai 1968 qui se trouvaient à l'aise dans le bouillonnement anti-nucléaire.

Autre retombée possible : le divorce entre les écologistes et les partis de l'union de la gauche. En effet, si l'ensemble du mouvement se laisse gagner par les thèses pacifistes, en vient à condamner la défense nationale sous sa forme actuelle et la force de dissuasion, il se trouvera en opposition directe avec le parti

● **ERRATUM.** — Une erreur s'est glissée dans l'article de Pierre Drouin intitulé « Masse critique » (le Monde du 21 juillet). Il était écrit à propos de la C.G.T. : « En rompant brutalement avec les écologistes qu'elle accuse, dans sa campagne contre l'énergie atomique ». C'était évidemment « dans leur campagne contre l'énergie atomique » qu'il fallait lire.

communisme, qui vient de se rallier à la bombe française et est fort éloigné de certains leaders socialistes comme Charles Hernu ou Jean-Pierre Chevènement.

L'attitude du P.S. à l'égard de la défense nucléaire sera donc décisive. Si c'est oui, il y a fort à parier que bien des voix « écolo » manqueront à la gauche au second tour des législatives de 1978. Commentaire de la Gueule ouverte : « En juin 1977, les partis du programme commun ont perdu définitivement les voix des 15 % d'écologistes, de pacifistes, de gauchistes qui les auraient portés au pouvoir. »

MARC AMBROISE-RENDU.

### DEUX ÉLECTIONS CANTONALES

● **HAUTE-MARNE** : Longueval-le-Vallinot (premier tour).

Inscrits : 5 270 ; suff. expr. 3 157 ; MM. Charles Perrot (P.S.), 788 voix ; René Odrot (rad.), 764 ; André Ory (P.R.), 487 ; Jean-Lambert Fonty (div. maj.), 356 ; André Siquier (P.C.F.), 348 ; Louis Boichot (div. maj.), 320 ; Louis Bourras (P.S.U.), 118 ; René Zibersas (sans étiqu.), 69. Ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement d'un conseiller général démissionnaire, M. Jean Fonty, centriste, qui avait été réélu au premier tour, en septembre 1973, avec 513 voix.

● **HAUTE-GARONNE** : Bagnères-de-Luchon (premier tour).

Inscrits : 5 072 ; suff. expr. 3 386 ; MM. Jean Peyralatte (P.S.), 2 487 voix ; ELU : Marcel Solarière (app. maj.), 542 ; Claude Haiffner (P.C.F.), 527.

[Cette élection cantonale complémentaire visait à pourvoir au remplacement d'un conseiller général démissionnaire pour convenances personnelles, M. Albert Castaigne (app. maj.) qui avait été réélu au deuxième tour, en septembre 1973, avec 1 745 voix contre 1 558 voix à M. Jean Peyralatte.]

Le nouvel élu, hôtelier, est le nouveau maire de Luchon.]

### UNE ÉLECTION ANNULÉE DANS LE BAS-RHIN

Le Conseil d'Etat a confirmé l'annulation de l'élection, en mars dernier, de M. Marc Brunschweiler (P.S.) au siège du canton de Strasbourg-V. M. Brunschweiler avait été élu conseiller général réformateur, M. Jacques Marzoff, de 73 voix, et le candidat U.D.R., M. René Radius, député, de 179.

L'élection du candidat socialiste avait été annulée en mai par le tribunal administratif de Strasbourg, à la suite d'une requête introduite par MM. Marzoff et Radius, qui avaient argué de la publication, dans un bulletin paroissial, d'un communiqué favorable à leur adversaire. Saisi en appel par M. Brunschweiler, le Conseil d'Etat a cassé le jugement du tribunal administratif pour des raisons de forme, mais il a confirmé l'annulation de l'élection. Il a estimé que le communiqué publié par le bulletin paroissial avait pu laisser croire que la candidature du représentant du P.S. « avait la caution d'autorités religieuses concordataires » et que cela constituait « une manœuvre susceptible d'influencer une partie du corps électoral ».

### LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

#### Trois listes de la majorité dans les Hauts-de-Seine

Dans les Hauts-de-Seine, où se préparent les élections sénatoriales de septembre, la désunion de la majorité de la région de la Seine-Saint-Denis, de la Seine et de la Seine-Maritime, a été confirmée le 14 juillet, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, maire de Saint-Clément, a annoncé sa candidature à la tête d'une liste du parti républicain sur laquelle figurent également MM. Gilbert Gauer (P.R.), maire de Meudon ; Yves Bodin (sans étiqu.), maire de Garches ; M. Jean-Louis (sans étiqu.), maire de La Garenne-Colombes ; Louis-Charles Bary (P.R.), conseiller général des Hauts-de-Seine, maire d'adjoint de Neuilly-sur-Seine ; Mme M. Nokinitch (P.R.), maire

adjoint d'Asnières, et M. Yves Doucet (P.R.), maire adjoint de Clamart.

Pour sa part, M. Michel Maurice-Bokanowski, ancien ministre, sénateur sortant, maire d'Asnières, conduira une liste R.P.R. comprenant MM. Charles Pasqua, secrétaire général adjoint du R.P.R., Paul Graxian, actuel député de Boulogne-Billancourt ; Edouard Sariat, conseiller municipal de Fontenay-aux-Roses ; Mme Nicole Fontana, conseillère municipale de Neuilly-sur-Seine ; M. Gérard Orillard, maire adjoint de Vanves, et René Bassinet, conseiller municipal de Saint-Clément.

De son côté, M. André Fosset (C.D.S.), ancien ministre, avait annoncé dès le début de juillet qu'il se proposait de constituer une liste centriste avec MM. Robert Farney et Jean Fonteneau, sénateurs sortants. M. Fosset avait regretté que les « initiatives malencontreusement prises » par MM. Jean-Pierre Fourcade et Michel Maurice-Bokanowski n'aient pas permis la formation d'une liste commune de la majorité.

#### Mme BRIGITTE GROS TÊTE DE LISTE DANS LES YVELINES

Dans le département des Yvelines, où cinq sièges seront à pourvoir (un siège supplémentaire), Mme Brigitte Gros, sénateur sortant (rad.), maire de Meulan, conduira une liste d'union et de défense des libertés locales, comprenant également MM. Jacques Toulzan, conseiller général, maire de Jouy-en-Josas, Louis de Catuelan, maire d'Adainville, Daniel Demaison, maire de Maule, et Pierre Lallemand, maire de Fort-Mary.

#### CINQ CANDIDATS DÉCLARÉS EN VENDEE

Les deux sénateurs sortants du département de la Vendée, M. Robert Durand (apparenté P.R.) et M. Yves Durand (non-inscrit) se représenteront aux élections sénatoriales du 25 septembre.

Trois autres candidats se sont officiellement déclarés : M. Lionel Tinguet du Pouët, centriste, ancien ministre, M. Michel Crucé (apparenté P.R.), président du conseil général, et M. Marcel Bousseau, maire de La Tranche-sur-Mer, ancien député U.D.R. (1963-1973) qui a annoncé qu'il sera candidat R.P.R. soit à ce jour, cinq candidats pour trois sièges, le département de la Vendée disposant d'un siège sénatorial supplémentaire en vertu de la loi du 18 juillet 1976 (le Monde du 25 juin).

### UNE ÉLECTION MUNICIPALE COMPLÉMENTAIRE

● **HAUTE-VIENNE** : La Porcherie (deuxième tour).

Inscrits : 654 ; suff. expr. 560. Liste l'union de la gauche : MM. Fossade (P.S.), 286 voix ; ELU : Peyronnet (P.S.), 289 ; ELU : Delort (P.S.), 288 ; ELU.

Liste des intérêts communaux : MM. Quintanne (app. maj.), 277 voix ; Reix (app. maj.), 277 ; Chariet (app. maj.), 238.

[Le tribunal administratif de Limoges avait annulé les mandats de quatre conseillers élus au mois de mars en raison de la présence de deux frères, MM. André et Marcel Montel, sur les deux listes en présence. Le code électoral prévoit, en effet, que « dans les communes de plus de cinq cents habitants, les conjoints, les ascendants et les descendants, les frères et sœurs, et les aînés au même degré ne peuvent être simultanément membres du même conseil municipal ».

Au premier tour de l'élection complémentaire, dimanche 17 juillet, M. Enxerret (app. maj.), figurant sur la liste des intérêts communaux, avait été élu avec 389 voix. Le nouveau conseil municipal de La Porcherie compte huit élus de la liste des intérêts communaux et cinq élus de la liste d'union de la gauche.]

## COURS RAY

### ENSEIGNEMENT PRIVÉ

secondaire mixte  
de la 6<sup>e</sup> aux Terminales A, B, C, D  
Externat - Demi-pension  
Internats jeunes gens et jeunes filles dans villas avec jardin

**COURS D'ÉTÉ : 1<sup>er</sup> août au 3 septembre**

★ **Le matin : ÉTUDE**  
Rattrapage - Orientation en série C  
Préparation au baccalauréat septembre  
Musique avec Magda BRAED,  
1<sup>er</sup> prix du Conservatoire de musique de Paris

★ **L'après-midi : SPORTS**  
Ski nautique - Natation - Aviron - Cheval - Tennis  
Excursion en montagne

**ANNÉE SCOLAIRE**  
Enseignement efficace dispensé par professeurs diplômés

**Inscriptions COURS D'ÉTÉ  
et ANNÉE SCOLAIRE 77-78**  
12, rue Caffarelli - 06000 NICE  
Tél. (93) 88-48-43

مكتبة أمينة للأصل



## POLITIQUE

## MÉDECINE

### Les déviants scolaires seront-ils tous classés comme handicapés ?

Les syndicats de psychiatres dénoncent les risques d'arbitraire de la loi d'orientation

La généralisation de l'enseignement obligatoire et sa prolongation ont fait surgir de multiples problèmes tenant aux difficultés d'adaptation scolaire ou sociale d'un nombre croissant d'enfants (deux millions en 1977). Le caractère légal, contraignant, de la scolarisation implique que les pouvoirs publics prennent en charge ceux qui ne peuvent s'insérer dans les structures destinées au plus grand nombre.

Selon le caractère de leurs difficultés ou de leur handicap, physique ou psychique, la nature de cette prise en charge variera, allant du simple encadrement pédagogique à l'admission dans un internat spécialisé en passant par les cursus de rééducation physique ou psychique les plus divers.

Afin de coordonner les actions qui pourraient être ainsi entreprises, le législateur a prévu, par la loi de 1975, la création de commissions dites d'éducation spéciale comportant des représentants des divers instances concernées par les handicaps et d'un médecin. La volonté de ne pas médicaliser systématiquement et délibérément les difficultés d'insertion des jeunes a présidé à cette décision.

Or, de nombreux psychiatres, au premier rang desquels le docteur Liberman, secrétaire général adjoint du Syndicat des psychiatres français, estiment, tout au contraire, que cette réglementation nouvelle a un caractère coercitif et qu'elle a permis de classer comme handicapé tout enfant devant un rapport à des normes scolaires arbitrairement fixées.

Un recours a été déposé au Conseil d'Etat contre le décret organisant le fonctionnement de ces commissions par un certain nombre d'organisations représentatives des psychologues, auxquelles s'est joint le Conseil national de l'ordre des médecins.

Il y va, estiment les organisations médicales, de la liberté des citoyens et de la tolérance communautaire. La loi de 1975 et ses commissions arbitraires conduisent tout droit à l'élimination des déviants, que la société pourrait dès lors, et en fonction des normes qui lui sont propres, parquer dans des lieux d'asile.

Tel n'est pas le sentiment du secrétariat à l'action sanitaire et sociale qui voit, bien au contraire, et par l'instauration de commissions pluridisciplinaires, la possibilité d'un décloisonnement des difficultés d'être parfois passagères.

Un seul médecin par commission

L'orientation vers des structures non exclusivement sanitaires d'enfants handicapés est confiée désormais à des organismes uniques, les commissions départementales d'éducation spéciale (C.D.E.S.). Un tel regroupement devrait permettre une meilleure coordination des actions, un accès plus facile pour les parents, un contrôle renforcé des prises en charge souvent coûteuses.

Mais pour de nombreux psychiatres, le fonctionnement de ces commissions n'offre pas de garanties suffisantes. Tout d'abord, ils estiment que la représentation

Aux Etats-Unis

25 % DES COUPLES EN AGE DE PROCRÉER ONT SUBI UNE STÉRILISATION

Près du quart des couples aux Etats-Unis, en âge de procréer, ont subi une stérilisation, effectuée chez l'homme ou la femme. Elle est choisie désormais comme moyen de contraception par les ménages américains presque aussi souvent que la pilule, et elle a tendance à se développer dans les pays anglo-saxons. Ces constatations ressortent d'une étude du bureau de recherche démographique de l'université de Princeton, citée par le Washington Post et reprise dans l'*International Herald Tribune* du 23 et 24 juillet.

Sur près de 27 millions de couples en âge de procréer, 6,8 millions ont donc choisi la stérilisation (1) comme moyen de contraception. Elle a été pratiquée un peu plus souvent chez la femme que chez l'homme (3 millions d'hommes stérilisés, 3,8 millions de femmes stérilisées). En fait, ce mode de régulation des naissances est en augmentation particulièrement parmi les femmes âgées, mariées depuis quinze ans ou plus et dépourvues de ne plus avoir d'enfants. En effet, parmi les couples qui ne souhaitent plus procréer, on compte, notamment, 43 % qui choisissent la stérilisation, 24 % seulement la pilule. Mais, l'usage de celle-ci continue à augmenter parmi les femmes plus jeunes, qui souhaitent encore des enfants.

(1) La stérilisation s'obtient chez les hommes par ligature des canaux déférents (appelée couramment vasectomie) et chez les femmes par interruption du trajet des trompes fins canaux qui conduisent l'ovule de l'ovaire à l'utérus.

L'ANGLAIS A OXFORD

Cours d'été en français sur le langage et la littérature anglaise. Les cours ont lieu dans les collèges de l'université en juillet, août et septembre. Penelope complete on parallel à partir de 11 h 15. Les développeurs de la School of English, 2 Fitcham Road, Oxford, tél. 542325.

### AVANT LA DEUXIÈME RENCONTRE DE LA MAJORITÉ

## Les partenaires du R.P.R. durcissent leurs positions

La deuxième réunion des dirigeants de la majorité aura lieu mercredi 27 juillet au siège du Centre national des indépendants et paysans. Cette rencontre n'aura pas, comme la précédente, le 19 juillet, le caractère d'un véritable « sommet », il est prévu, en effet, que certains responsables se fassent représenter, notamment M. Jacques Chirac.

Les commentaires et mises au point consécutifs à la première réunion ne cessent de confirmer que, pour le moins, « le subside, des ombres » (la formation de M. Lecanuet), mais ils contribuent aussi à marquer plus nettement les positions de chacun avant la nouvelle négociation. Les trois principaux leaders ont, en effet, au fil des jours, précisé et même parfois radicalisé leurs propos. M. Chirac l'avait fait dès le 20 juillet,

en rejetant catégoriquement tout projet de programme, tout arbitrage du premier ministre et en excluant la réunion d'un « sommet » en septembre.

Dimanche, c'est M. Soisson qui a fait montre de fermeté en énonçant bel et bien des « conditions » et en résumant les désaccords « essentiels » qui séparent les giscardiens du président du R.P.R. Enfin, même M. Lecanuet, qu'un souci d'efficacité électorale porte pourtant à s'entendre avec le chef du R.P.R., a adopté une ligne moins conciliante. Le président du C.D. s'est dit de nouveau « bien qu'il soit hostile à cette solution — évoquée la menace d'une entente des formations non giscardiennes face au R.P.R. dans la perspective de primaires — il a aussi, ce qui est nouveau, fait état de la possibilité pour le deuxième courant de se rassem-

bler sous un « sigle commun ». L'ancien ministre de la justice a toutefois satisfait à sa vocation de conciliateur en mettant en garde M. Raymond Barre contre un éventuel abus de pouvoir à l'égard des partis.

Tout se passe comme si M. Jacques Chirac était allé trop vite et trop loin, en marquant ses avantages avec tant d'insistance — et même d'arrogance — au lendemain du premier « sommet ». Ses partenaires, pourtant convaincus de la nécessité d'aboutir rapidement à l'accord électoral, ne pouvaient le laisser faire cavalier seul et occuper ainsi, à leurs dépens, le devant de la scène. L'Elysée et Matignon les auront sans doute encouragés à agir comme s'ils avaient jugé inadmissibles les propositions du président du R.P.R.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

### M. Soisson : beaucoup de Français ne veulent ni du programme commun ni de M. Chirac

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, a déclaré, dimanche 24 juillet, au micro de TF 1, « 47 y a, dans la majorité, un grand nombre de Français qui ne veulent ni du programme commun ni de Jacques Chirac ». Il a ajouté : « Deux choses essentielles nous séparent de Jacques Chirac : la première est que, pour nous, Raymond Barre est le chef de la majorité. Il n'y a pas de majorité dans la V<sup>e</sup> République capable de construire et de développer son action en dehors du gouvernement et du premier ministre. La seconde est que, à notre avis, pour les élections de mars prochain, la majorité doit affirmer un programme d'action. On ne peut pas uniquement être « contre » le programme commun. On doit proposer aux Français quelque chose « pour », quelque chose qui les rassemble et les mobilise ».

Le secrétaire général du R.P.R. a encore affirmé : « L'entente se

fera sur l'essentiel, mais elle sera impossible si nos partenaires de la majorité ne reconnaissent pas les principes auxquels nous devons nous fonder. (...) Nous gagnons si nous faisons l'entente et l'ouverture. Mais pas à n'importe quel prix : dans les conditions de la V<sup>e</sup> République, derrière le président et autour de Raymond Barre. M. Soisson a conclu : « C'est comme ça. Oui, c'est comme ça. Il n'y a pas d'autres conditions possibles à l'entente ».

M. Olivier Stirn, vice-président du parti radical, secrétaire d'Etat, a déclaré, dimanche 24 juillet : « Je me félicite des affirmations de Jean-Pierre Soisson selon lesquelles l'entente de la majorité sous le V<sup>e</sup> République, ne peut se faire qu'autour du premier ministre et selon un programme d'action élaboré par l'ensemble de la majorité. Cette prise de position rejoint celle des radicaux et augure bien de la réussite de la réunion de septembre organisée par Raymond Barre ».

### M. Lecanuet : il subsiste des ombres

M. Jean Lecanuet, président du C.D.S., s'est rendu, dimanche 24 juillet, à Paris, où il a assisté à la fin des travaux de l'université d'été des jeunes démocrates-sociaux. Il a, à cette occasion, évoqué le débat au sein de la majorité et les conclusions de la réunion « au sommet » du 19 juillet. Il a déclaré : « Les problèmes ont commencé à se clarifier, mais il subsiste des ombres. Ce qui a été clarifié était le plus facile : les règles de désistement ».

Le leader centriste a souligné : « La discussion a porté aussi sur l'alternance : programme ou pas programme. Il n'est pas dans notre esprit de demander un programme commun de la majorité détaillé mais de dire que nous souhaitons un ensemble d'objectifs suffisamment précis et débattus pour que les pays sachent comment il sera gouverné. (...) Un programme d'action est la voie tracée pour l'avenir et c'est pour cela que nous y attachons tant d'importance ».

« Nous insistons pour que les représentants qui vont se dérouler avec nos partenaires, a poursuivi M. Lecanuet, n'aient pas comme unique objet de peigner des circonscriptions ».

### Les primaires

Le président du C.D.S. s'est ensuite interrogé sur les raisons qui ont incité le R.P.R. à rejeter l'idée d'un programme, et s'est demandé, en particulier, si « derrière la discussion, il y a un pas en fait le problème des candidatures ». En effet, a-t-il déclaré, si l'accent est mis sur un programme d'action de la majorité, cela implique la candidature unique. Dans le cas contraire, cela favorise la notion de pluralité des candidatures (thèse à laquelle les gaullistes sont favorables). M. Lecanuet a alors souligné : « Mais si le R.P.R. et c'est son droit, désire présenter son propre candidat dans toutes les circonscriptions ou presque, il incitera les autres formations de la majorité à s'unir. Vouloir par là même, le R.P.R. c'est, pour le R.P.R., prendre le risque de provoquer au moins une concertation entre les autres formations. Pour être clair, disons que s'il y a un R.P.R. et si, en face, il n'y a qu'un seul autre candidat de la majorité. De plus, on pourrait craindre ensuite que les formations ainsi pro-

voquées par une tentative de prédominance, se donnent, pour le moins, le langage de la République, un sigle commun et un programme commun. On voit comment, de proche en proche, le refus d'un programme d'action risque d'ouvrir une dualité au sein de la majorité entre le gaullisme incarné par le R.P.R. et les autres courants ».

### Septembre

A propos de la rencontre des dirigeants en septembre, autour de M. Barre, M. Lecanuet a indiqué : « Pour nous, cette rencontre ne consiste pas à prendre un verre (...), mais à réunir les responsables des principales formations de la majorité pour se mettre d'accord sur un programme d'action et, en second lieu, sur les conditions de candidature ». En ce qui concerne les arbitrages électoraux, le président du C.D.S. a souligné : « Pour l'instant, le R.P.R. refuse l'arbitrage de M. Raymond Barre. C'est clair. (...) Ce qui est en question actuellement, c'est donc le rôle du premier ministre, Jacques Chirac, qui avait demandé et obtenu du président d'être coordonnateur, ne reconstruit pas à M. Barre ce même rôle. Assez curieusement d'ailleurs, c'est nous qui tenons le langage de la V<sup>e</sup> République et qui nous en faisons un point de consultation électorale sur la prédominance des partis ».

### La règle de bataille

L'ancien ministre a encore déclaré : « Toutefois, il ne faudrait pas se laisser aller à dire que M. Raymond Barre s'imagine, comme certains ont voulu le lui faire croire, qu'il peut régler les choses sans les partis. Il y aurait alors une sorte d'arbitraire. Il ne faut pas perdre de vue que le R.P.R. prétend que les partis peuvent tout à priori régler les choses sans eux ». Par conséquent, a conclu le président du C.D.S., une bonne organisation des élections sous la V<sup>e</sup> République est celle qui se situe sous les orientations du chef de l'Etat, le premier ministre étant son chef d'Etat-major et les partis son exécutif, le corps d'armée. Voilà la règle de bataille. Il faut espérer que l'accord se fera sur ces bases ».

## SCIENCES

### L'O.C.D.E. crée un mécanisme de consultation sur l'immersion de déchets radioactifs

Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) vient d'adopter une décision établissant un mécanisme multilatéral de consultation et de surveillance pour l'immersion de déchets radioactifs en mer. Cette décision, préparée par l'Agence pour l'énergie nucléaire (A.E.N.) de l'O.C.D.E., a été approuvée par l'ensemble des pays de l'Organisation, à l'exception de quatre d'entre eux : l'Australie, qui ne participera pas au mécanisme, et le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui ont annoncé qu'elles se donnaient un délai de réflexion.

L'A.E.N. avait établi depuis 1967 une certaine forme de coopération entre ses pays membres, en participant notamment à l'évaluation et au choix de sites de grande profondeur (4 500 à 5 000 mètres situés à 600 milles (environ 1 000 kilomètres) à l'ouest des côtes européennes, et en établissant des spécifications techniques concernant, par exemple, les conteneurs destinés à être immergés. La France, l'Italie, la Suède, la R.F.A., le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Belgique et la Suisse — surtout ces quatre derniers pays — ont ainsi pu procéder depuis 1967 à l'immersion de quelque 46 000 tonnes de fûts remplis de béton contenant des déchets de faible activité radioactive. Ce sont les seuls dont l'immersion soit autorisée aux termes des règles fixées par l'Agence inter-

nationale de l'énergie atomique. Dorénavant, tout pays envisageant l'immersion de tels déchets devra le notifier à l'A.E.N., qui en informera tous les pays participant au mécanisme, et étudiera la conformité du projet aux règles en vigueur. Elle pourra provoquer la réunion de groupes d'experts, par exemple pour étudier le choix d'un nouveau site ; ceux-ci élaboreront alors un avis international soumis au pays concerné, qui devra alors indiquer à l'A.E.N. de quelle manière il entend en tenir compte. Les opérations d'immersion proprement dites seront placées sous la surveillance d'un agent de l'A.E.N. qui pourra, dans certaines conditions, les suspendre si l'il y a des raisons de sécurité. L'A.E.N. participera, d'autre part, à la surveillance scientifique des conséquences éventuelles sur l'environnement de ces immersions.

### PLUS DE 100 KILOS DE PLUTONIUM ONT « DISPARU » EN GRANDE-BRETAGNE

Londres (A.P.). — Plus d'une centaine de kilogrammes de plutonium ont disparu d'un site britannique, soit une quantité suffisante pour fabriquer en théorie une quinzaine de bombes atomiques, ont « disparu » depuis 1970 des différents centres nucléaires britanniques. Dans les meilleurs cas, on précise qu'il n'y a pas eu de vols, et que cette « disparition » ne pose de problèmes ni de sécurité ni de sûreté. Une telle « disparition » est liée à des incertitudes de calcul sur les quantités de plutonium produites ou brûlées dans les installations nucléaires, et à la difficulté d'évaluer exactement les quantités de ce produit qui peuvent, dans un processus industriel, partir dans les rejets ou finir mélangées à des déchets ou à des sous-produits.

Ce n'est pas la première fois que des « pertes » de matière fissile sont ainsi signalées : les Américains en ont recensés plusieurs d'importance, qu'ils ont attribuées aux mêmes facteurs d'incertitude.

### MORT DU PHYSICIEN AMÉRICAIN JESSE BEAMES

Le physicien américain Jesse Beames est mort, samedi 23 juillet, à Charlottesville (Virginie).

[Na le 25 décembre 1908, M. Jesse Beames était professeur à l'université de Virginie et avait exercé des responsabilités au sein de divers organismes chargés de la recherche et de la réglementation en matière nucléaire, notamment comme membre du comité de direction de l'Institut de recherche nucléaire d'Oak Ridge. En 1967, il avait obtenu la médaille nationale de la science pour ses travaux conduisant à la mise au point d'ultra-centrifugeuses utilisées pour l'enrichissement de l'uranium ou pour l'extraction de substances à usage médical. M. Jesse Beames était membre de l'Académie des sciences américaines.]

« L'Union soviétique a procédé, dimanche 24 juillet, au lancement d'un satellite géostationnaire Radouga (rouge en russe), annonce l'agence Tass. Ce satellite de télécommunications dispose d'un appareillage permettant d'assurer des liaisons téléphoniques et télégraphiques et de transmettre des programmes de télévision en noir et blanc et en couleurs ».

### Menace de boycottage d'une épreuve de l'examen de sortie à l'ENA

Après la démission, de la délégation des élèves, des quatre délégués C.F.D.T. (le Monde du 19 juillet), une assemblée générale des élèves de l'Ecole nationale d'administration vient d'être réunie à Paris. Les préoccupations des élèves sont de trois ordres. Les étudiants, entrés par la voie du concours interne réservé aux fonctionnaires, perdent le bénéfice de primes diverses et consentent des difficultés de logement. D'autre part, certaines modalités de l'enseignement sont contestées, par exemple l'insuffisance des études de relations sociales par rapport à celles de relations internationales. Enfin, la question du classement reste en suspens. A l'affectation par rang de sortie,

les élèves préféreraient un système « d'affectation amiable ». Selon eux, en effet, le classement oriente toute la scolarité, au détriment de la formation que doit leur donner l'école.

Les préoccupations des élèves entrés en 1975 à l'ENA rejoignent, partiellement du moins, celles de promotions antérieures. La promotion Charles de Gaulle, en 1970, et la promotion Malraux (qui a directement précédé l'actuelle promotion Mendès France) ont chacune souffert de manière différente, cette question, mais de nombreux élèves — pas seulement les étudiants syndiqués — ressentent ces problèmes.

Un vote est organisé ce lundi 25 juillet. Les élèves devront se prononcer sur trois points : les délégués Forces ouvrières qui sont restés en fonction, doivent-ils démissionner ? L'épreuve de relations internationales, fixée au mardi 26 juillet, doit-elle être boycottée ? Faut-il retarder le départ en stage de quelques jours afin d'organiser un enseignement complémentaire de relations sociales ?

Les deux dernières mesures, et notamment le boycottage d'une épreuve entrant en ligne de compte pour le classement de sortie, visent à relancer les négociations avec la direction de l'école.

## RELIGION

M. Jean Guillon a donné sa démission du jury du Grand Prix catholique de littérature, parce qu'il a estimé que le livre de M. Jean Delumeau, *Le christianisme vu d'en haut*, répondait pas aux critères d'attribution au Grand Prix catholique de littérature.

## Le chez les anciens harkis mps qu'on dit ça...

Le correspondant régional

Il y a deux ans, l'été 1975, j'étais à Paris, dans le quartier de la Bastille, à l'époque où les harkis étaient encore considérés comme des « étrangers ». J'ai eu l'occasion de rencontrer un ancien harki, un homme d'une cinquantaine d'années, d'origine algérienne, qui m'a raconté son histoire. Il était arrivé en France en 1962, avec sa famille, et avait travaillé pendant plusieurs années dans une usine. Mais, à cause de ses origines, il avait été licencié et avait dû se retrouver sans ressources. Il avait alors rejoint un groupe d'anciens harkis qui vivaient dans une petite maison à la périphérie de Paris. Ils vivaient très mal, mais ils avaient au moins un toit sur la tête et ils se sentaient moins seuls.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années. Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

Il m'a dit que les harkis étaient toujours considérés comme des « étrangers », même après toutes ces années.

## COURS RAY

### ENSEIGNEMENT PRIVÉ

secondaire mixte

6<sup>e</sup> aux Terminales A, B, C, D

Apprenez - Découvrez

Le monde de demain

Le monde de demain

Le monde de demain

Le monde de demain

Le monde de demain

Le monde de demain

Le monde de demain

Le monde de demain

Le monde de demain



# SPORTS

## ATHLÉTISME

### Quelques satisfactions du côté du demi-fond

De notre envoyé spécial

Nevers. — Des quatre-vingt-sept championnats de France d'athlétisme, organisés à Nevers, les 22, 23 et 24 juillet, on n'attendait pas moins et merveilleux. Mais enfin, un modeste record dans la catégorie des juniors (Patrick Chazot, 51 sec. 77/100 au 400 mètres haies), un autre dans une discipline balbutiante (le 400 mètres haies féminin), c'est peu ! D'autant que, si les deux tiers des titres attribués l'an dernier échappèrent à leurs titulaires, le changement ne fut qu'apparent : rares furent, en effet, les champions qui montèrent pour la première fois sur la plus haute marche du podium.

Paradoxalement, dans une réunion insolite à bien des égards, les meilleures satisfactions proviennent du demi-fond court, objet de sempiternelles lamentations depuis la retraite de Michel Jazy et de Jean Wadoux.

Le mérite revient essentiellement à Francis Gonzalez, dont les qualités étaient connues de longue date. Mais, à vingt-cinq ans, on suppose volontiers qu'il avait touché ses limites. Nul ne se serait hasardé, en tout cas, à imaginer qu'il réaliserait à Nevers la sixième performance mondiale de la saison et viendrait se ranger, dans la hiérarchie française de l'histoire du 1 500 mètres, immédiatement derrière ses deux glorieux aînés.

Champion régional de natation en brasses, alors qu'il était encore benjamin, il avait été retenu des basins par un médecin qui lui avait découvert un... souffle au cœur. C'est ainsi qu'il avait pris le chemin des stades d'athlétisme, conduit par des parents convaincus des bienfaits du sport.

Sans brutaliser son organisme, l'entraîneur Roger Grange, qui se tue depuis deux ans à promouvoir l'éclat de ses dons, lui fit suivre un entraînement jalonné de succès. Mais on faisait la petite bouche : avec sa taille de 1,71 m et la maigreur de ses 60 kilos, Francis Gonzalez n'est pas, ne se fera jamais un grand champion. En 3 min. 37 sec. 1/10, cet athlète optimiste, longtemps occupé par ses études, a fait taire ses détracteurs. Deux secondes plus tard, arriva Alex Gonzalez, cousin, qui avait battu en 3 min. 37 sec. 1/10, cet athlète optimiste, longtemps occupé par ses études, a fait taire ses détracteurs. Deux secondes plus tard, arriva Alex Gonzalez, cousin, qui avait battu en 3 min. 37 sec. 1/10, cet athlète optimiste, longtemps occupé par ses études, a fait taire ses détracteurs.

Pour le reste, quelques bonnes performances, comme le bond en hauteur de 2,21 mètres de Paul Ponslewa, le saut en longueur de 7,97 mètres de Jacques Rousseau ou le temps (50 sec. 49/100) de Luc Baggio dans le 400 mètres

### Un vent de fronde

Il est vrai qu'un vent tourbillonnant de tempête perturbe considérablement le déroulement des épreuves lors de la dernière journée, celle du programme comportant le plus grand nombre de finales. Ce vent fut même à l'origine d'un incident au saut à la perche, Jacques Desbois étant momentanément privé de son troisième essai à 4,50 mètres par un juge tâtillon, soucieux de ne pas lui accorder plus que les trois minutes réglementaires prévues pour chaque tentative. Or s'élevait à planter une perche, empoignée à 4,60 mètres de son extrémité antérieure et secouée par des rafales, dans un entonnoir de 60 centimètres d'ouverture, présentait un réel danger. Desbois protesta. Le public s'échauffa. Et les autres sauteurs menacèrent de quitter le concours afin de manifester leur solidarité.

Un concours interrompu faute de concurrents, on s'en était rendu compte. Les Américains, précédés de saut à la perche, occupent complètement les marches d'un podium dressé pour des champions de France. Fait également sans précédent, un cadet, Thierry Vigneron, se classe sixième, ce qui lui valut une place parmi le trio national masculin. Il fut encore donné d'observer un coureur d'une taille de 2 mètres dans le 3 000 mètres steeple ; Guy Dru, ancien chargé de mission par M. Jacques Chirac, et membre du P.F.R., assis auprès de M. François Mitterrand, venu en voisin de Châteauneuf-Chalon ; la première ronde succédée de marches lancées sur 5 kilomètres. Indifférent à tout cela, un géant phénoménal, appointé par une firme commerciale, offrait abondamment des bombons dans une coupe sportive. Était-ce la déception éprouvée à la lecture des résultats ? Ils avaient un léger goût acide.

RAYMOND POINTU.

### Thévenet vainqueur pour la deuxième fois

Déjà vainqueur en 1975, Bernard Thévenet a remporté une deuxième fois le Tour de France après avoir repris huit secondes supplémentaires à Henrie Kuiper, dimanche 24 juillet, dans la course-étape contre la montre (6 kilomètres) disputée sur les Champs-Élysées. Son temps de 43 secondes correspond à l'un des plus faibles écarts enregistrés à l'arrivée de la grande épreuve. En 1969, Jan Janssen devançant Van Springel de 38 secondes et, en 1964, Angélil battant Fouldier de 55 secondes seulement.

Détenteur du maillot jaune depuis le test chronométré de Moraine, le leader de l'équipe Peugeot a construit sa victoire dans les Alpes où Zoetemelk, Merckx et Van Impe ont flechi. Il a confirmé sa supériorité au cours de l'étape contre la montre de Dijon-Frénay. Au palmarès, Thévenet rejoint Antonio Noya, Leducq, Coppi, Bartali, coureurs à deux reprises aux côtés. Le double qu'il a réalisé valorise singulièrement ses actions à la Bourse du cyclisme, puisque les contrats qu'il touchera durant la tournée des critères ont franchi la barre des 10 000 francs.

Son dans sa phase finale, le Tour 77 n'a pas été d'un haut niveau. Il a néanmoins réaffirmé le jeune Allemand Thurnau (vingt-deux ans) et souligné les progrès de Kuiper. Les Français se sont bien comportés dans l'ensemble, avec Laurent, Villenave, Mettel, Martin, Danguillaume ; ils ont obtenu huit étapes et classés à l'arrivée à Paris le meilleur des coureurs par points. Malheureusement, le Tour a aussi rallumé la guerre du dopage.

### L'affaire Zoetemelk

Le Tour de France avait commencé dans un climat de désenchantement. Il s'est terminé dans une atmosphère de malaise que n'ont pas dissipée les sanctions prononcées contre cinq coureurs accusés de dopage, bien au contraire. Au soir de la quinzième étape, un travail pas surprenant, une seule infraction, ce qui ne manquait pas de surprendre. Aujourd'hui, Zoetemelk figure sur la liste des coureurs qui n'ont pas moins étonné. Reconnu positif au terme de la course contre la montre de Moraine le 17 juillet, il est frappé de dix minutes de pénalité, d'un mois de suspension avec sursis et, accessoirement, d'une amende de 1 000 F suisses, le résultat initial ayant été confirmé par la contre-expertise.

Cette information, communiquée samedi 23 juillet, a jeté le trouble dans l'esprit des observateurs qui tiennent le routier néerlandais pour un exemple de loyauté et de conscience professionnelle. Joop Zoetemelk, qui s'était présenté spontanément à la visite médicale, n'avait jamais démenti et positif au cours d'une carrière déjà longue et avait toujours pris position avec fermeté contre les « tricheurs » qui sévissent dans le peloton. Il appartenait donc au Tour de France de lui offrir un traitement d'honneur.

Comment la répression a-t-elle pu brusquement s'exercer dans le camp des « purs », de ceux qui se sont évertués à dénoncer l'escroquerie du dopage et qui ont subi des centaines de contrôles tous négatifs ? Est-il possible, est-il concevable que, de tous les coups de dopage et de tous les incidents qui ont marqué le Tour de France, celui-ci ait été le seul à bénéficier des préjugés les plus favorables ? D'autres cas positifs ont été révélés, dimanche

## LE TOUR DE FRANCE

### Vous avez vu Julien ?

Quel fastueux bouquet ! Merci, mille fois merci. On ne nous a privé de rien : en quinze jours, tout un Tour. L'échappé, devant, seul contre tous juste après le Carrousel, l'attardé, derrière, seul contre le vent dans la Concorde. Le peloton à terre, jaune, en brousse, à deux pas des Tulleries. Maudit palais. Et le lieutenant Bruyère, fidèle du roi Eddy, s'arrêtant sans regret aux portes du Louvre, enjôlé par Mona Lisa.

Où, on a tout eu, et plus encore. L'enfer de Rivoli — pavés obligés — bienvenu depuis que celui de Roubaix prend de faux airs de Monthéry. Le mont de l'Étoile, réabsorbé col Charles-de-Gaulle, quatrième catégorie au deuxième passage, les trois derniers tours faisant office de descente vertigineuse comme il se doit. Un sprint chaque fois que l'on passait derrière chez Valéry. Quinze sprints, quinze primes : mieux que le « Jack-pot ».

Vous avez vu « Nanard », congratulé par M. le maire et madame, un beau vainqueur : « S'il a gagné, c'est qu'il était le meilleur ». Paroles d'un maître qui nous a, du même coup, promis des pistes cyclables.

Vous avez vu « Didi ». A la tête, M. Léon l'a bien (re)dit : « S'il est arrivé en France c'est que l'Europe est en marche ». (Le Monde du 9 juillet).

Vous avez vu « Lulu » : le petit homme à pois rouges, celui qui portait le Gland pour l'Alpe d'Huez. Pauvre Lucien ! salut le panache et excusez la bévue.

Vous avez vu Eddy ? Salvo d'applaudissements. La France aime les fins de règne.

Vous avez vu Julien ? Qui ? Julien ? Julien ?

Julien. Ferdinand Julien, maillot rouge à bandes noires. Deceat ? Sept tours de France. Huit ans de métier. Anonyme. Il a fini dans le peloton. Comme d'habitude. Il repart à Yssingaux dans sa Haute-Loire natale la conscience nette, comme d'habitude. Un petit peu plus déçu, peut-être : dix-neuf ans, un dernier, vingt et une ans, cette année. Sans aucun mauvais hiver qui l'empêché

de rouler, les jours de neige, sur les routes qui mènent au Puy, il aurait dûment réuni une meilleure saison.

C'est qu'il s'entraîne seul. Ferdinand. Dans son pays on n'en a que pour les « vertes » — il est tout pris — et le vélo ne fait guère recette. Mais lui, il est mordu. Depuis que ses parents, cultivateurs, lui ont offert un « bicou » pour son certificat d'études. Chez les maîtres, tout allait bien : il travaillait la nuit, dormait le matin et pédalait l'après-midi. Jusqu'à un jour où sa mère, navrée, l'a vu quitter les P.T.T. pour faire ce drôle de métier.

Huit ans déjà. Il en a vu, il en a entendu, mais il aime encore ça. Bien sûr, c'est la jungle, ce milieu. Dès que l'argent s'en mêle... Bien sûr tout n'est pas « régulier » : il y a ceux qui se chargent trop, ceux qui, un jour, se mettent à rouler — ou à bloquer — pour le compte des adversaires (une façon comme une autre d'arrondir son propre compte). Bien sûr... qu'importe. Il n'a jamais gagné une étape, son palmarès tient en une ligne maigre, diable ! Il n'y a pas que les « supers ».

Un porteur d'eau, alors ? Pas davantage. Parce qu'il grimpe bien, Ferdinand. Son patron, Van Impe, comptait sur lui dès qu'il s'agissait de pédaler en pente. Hélas ! cette année, il a « coïné » dans le Gland, Pire. Il s'est vu, pour la première fois de sa vie, qu'on lui demande une poussée ; 40 francs d'amende. La honte et la remède.

En haut, le « boss » était tout seul. A l'arrivée, c'était raté. « J'ai fait un tour d'ennemi », c'est pas bon pour les critères », dit-il, désemparé. Allons ! Il en trouvera bien quelques-uns. Merci, messieurs les managers. De Brétagne, on Aquitaine, sur les routes, entre deux ronds, madame — professeur d'histoire — conduira, Ferdinand dormira. Ils s'arrêteront, le soir, dans les petites hôtels du Michelin. Ce n'est pas tous les jours le Tour. Adieu les quatre étoiles : « Trop cher pour moi, je ne suis pas un bourgeois ».

DOMINIQUE POUCHIN.

## TENNIS

### LA DEMI-FINALE DE LA COUPE DAVIS

### Mais où sont les Roumains d'antan ?

Curieuse équipe de Roumanie que la France a éliminée de la Coupe Davis, après une dernière journée de simples disputée à Roland-Garros devant un public dense, malgré la pluie intermittente. Ses deux champions en titre, Ilie Nastase et Ion Tiriac, qui ont fait leurs premières armes au stade Progresul de Bucarest, puis sur les courts de Roland-Garros, mènent aujourd'hui aux États-Unis — chacun de son côté — une carrière professionnelle confortable sur les bénéfices de laquelle la Fédération roumaine prélève sa dîme. Il est bien naturel que ces vieux renards considèrent la Coupe Davis comme une représentation obligatoire, sinon comme une politique de dévouement. C'est curieux qu'ils ne mettent pas à défendre les chances de leur pays à l'étranger l'acharnement que nous leur vîmes déployer à Bucarest, devant leur public survolté. Or, si Tiriac, vétéran de trente-neuf ans, ayant repris du service pour le match de double, est à excuser, d'autant plus qu'il fut le meilleur stratège sur le terrain, Nastase, qui peut avec une combativité étonnante le match-ci contre Jauffret, pose une énigme.

Battu par Gottfried aux Internationaux de France, par Borg à Wimbledon, Nastase commence-t-il, à trente et un ans, l'inevitable glissement sur le toboggan ? Ou bien son inconstance dans l'effort — qui ne l'empêcha pas de gagner de grands championnats : Forest-Hill en 1972, Roland-Garros en 1973, Rome-Essen et en 1975 — est-elle devenue une fêlure permanente qui le rend incapable de se « regrouper » jusqu'à la dernière balle ? Ou, encore, gagné par l'effort, il se laisse aller à l'indolence, s'écroule-t-il plus profondément à l'approche de la vie et de ses dollars en donnant dorénavant quelques pichenettes de sa raquette magique dans les lieux et circonstances qui lui plaisent ?

Reste le cas de Dumitru Haradua, le deuxième joueur de simple roumain, « espoir suprême et suprême persée » de son pays puisque la plupart des familles de Tiriac et de Nastase ont « choisi la liberté », notamment Ovidiu, le « tonbeur » de Bertha à Bucarest, aujourd'hui émigré à Omaha (Nebraska). Haradua

était un inconnu complet. N'ayant même pas réussi à franchir les qualifications de Roland-Garros en mai, il vient de s'imposer en deux journées devant un public dense, malgré la pluie intermittente. Ses deux champions en titre, Ilie Nastase et Ion Tiriac, qui ont fait leurs premières armes au stade Progresul de Bucarest, puis sur les courts de Roland-Garros, mènent aujourd'hui aux États-Unis — chacun de son côté — une carrière professionnelle confortable sur les bénéfices de laquelle la Fédération roumaine prélève sa dîme. Il est bien naturel que ces vieux renards considèrent la Coupe Davis comme une représentation obligatoire, sinon comme une politique de dévouement. C'est curieux qu'ils ne mettent pas à défendre les chances de leur pays à l'étranger l'acharnement que nous leur vîmes déployer à Bucarest, devant leur public survolté. Or, si Tiriac, vétéran de trente-neuf ans, ayant repris du service pour le match de double, est à excuser, d'autant plus qu'il fut le meilleur stratège sur le terrain, Nastase, qui peut avec une combativité étonnante le match-ci contre Jauffret, pose une énigme.

Battu par Gottfried aux Internationaux de France, par Borg à Wimbledon, Nastase commence-t-il, à trente et un ans, l'inevitable glissement sur le toboggan ? Ou bien son inconstance dans l'effort — qui ne l'empêcha pas de gagner de grands championnats : Forest-Hill en 1972, Roland-Garros en 1973, Rome-Essen et en 1975 — est-elle devenue une fêlure permanente qui le rend incapable de se « regrouper » jusqu'à la dernière balle ? Ou, encore, gagné par l'effort, il se laisse aller à l'indolence, s'écroule-t-il plus profondément à l'approche de la vie et de ses dollars en donnant dorénavant quelques pichenettes de sa raquette magique dans les lieux et circonstances qui lui plaisent ?

Reste le cas de Dumitru Haradua, le deuxième joueur de simple roumain, « espoir suprême et suprême persée » de son pays puisque la plupart des familles de Tiriac et de Nastase ont « choisi la liberté », notamment Ovidiu, le « tonbeur » de Bertha à Bucarest, aujourd'hui émigré à Omaha (Nebraska). Haradua

## LES RÉSULTATS

### Athlétisme

#### CHAMPIONNATS DE FRANCE

##### MESSEURS

100 m : Lucien Salnte-Rose, 10 sec. 55 centièmes.  
200 m : Joseph Arama, 21 sec. 06.  
400 m : Francis Gonzalez, 46 sec. 30 centièmes.  
800 m : José Marajo, 1 min. 46 sec. 7 centièmes.  
1 500 m : Francis Gonzalez, 3 min. 37 sec. 1/10.  
5 000 m : Jacky Bonberger, 13 min. 46 sec. 5.  
10 000 m : Jean-Pierre Corval, 28 min. 14 sec. 02.  
20 000 m : Luc Baggio, 58 sec. 49 centièmes.  
50 000 m : Philippe Gauthier, 2 min. 42 sec. 2.  
100 m : Lucien Salnte-Rose, 10 sec. 55 centièmes.  
200 m : Joseph Arama, 21 sec. 06.  
400 m : Francis Gonzalez, 46 sec. 30 centièmes.  
800 m : José Marajo, 1 min. 46 sec. 7 centièmes.  
1 500 m : Francis Gonzalez, 3 min. 37 sec. 1/10.  
5 000 m : Jacky Bonberger, 13 min. 46 sec. 5.  
10 000 m : Jean-Pierre Corval, 28 min. 14 sec. 02.  
20 000 m : Luc Baggio, 58 sec. 49 centièmes.  
50 000 m : Philippe Gauthier, 2 min. 42 sec. 2.

##### DAMES

100 m : Annie Allié, 11 sec. 62.  
200 m : Annie Allié, 23 sec. 65.  
400 m : Catherine Delachanal, 53 sec. 62.

### Cyclisme

#### TOUR DE FRANCE

Classement de la vingt et unième étape, Montreuil-Versailles (141,5 km) : 1. Bernard Thévenet (F.-B.), 4 h. 11 min. 22 sec. 2. Henrie Kuiper (P.-B.), 4 h. 11 min. 23 sec. 3. Van Impe (B.-L.), 4 h. 11 min. 24 sec. 4. Galdos (Esp.), 4 h. 11 min. 25 sec. 5. Thurnau (A.-A.), 4 h. 11 min. 26 sec. 6. Laurent (F.), 4 h. 11 min. 27 sec. 7. Zoetemelk (P.-B.), 4 h. 11 min. 28 sec. 8. Merckx (Bel.), 4 h. 11 min. 29 sec. 9. Van Springel (B.-L.), 4 h. 11 min. 30 sec. 10. Malet (F.), 4 h. 11 min. 31 sec.

### Escrime

Les championnats du monde, disputés à Buenos-Aires, ont vu, le 25 juillet, la victoire de la Suède par équipes à l'épée. Les Suédois ont battu en finale les Suisses (5 victoires à 4), qui ont obtenu le titre de la première partie de la vingt-deuxième et dernière étape (8 km contre la montre, individuel, sur les Champs-Élysées). 1. Dietrich Thurnau (R.F.A.), 7 min. 32 sec. 2. Knebelmann (P.-B.), 7 min. 33 sec. 3. Thévenet (F.), 7 min. 34 sec. 4. Merckx (Bel.), 7 min. 35 sec. 5. Van Springel (B.-L.), 7 min. 36 sec. 6. Malet (F.), 7 min. 37 sec. 7. Zoetemelk (P.-B.), 7 min. 38 sec. 8. Laurent (F.), 7 min. 39 sec. 9. Thurnau (A.-A.), 7 min. 40 sec. 10. Galdos (Esp.), 7 min. 41 sec.

### Sports équestres

Thierry Lecour a gagné le Championnat de France de concours complet, disputé les 22 et 24 juillet au haras du Pin (Orne). Jean-Pierre Yvonnet, le champion 1976, a terminé deuxième.

### Tennis

#### COUPE DAVIS

France b. Roumanie 3-2 : 1. Jauffret b. Nastase 6-4, 6-2, 6-4, 6-2 ; 2. Prost b. Tiriac 6-4, 6-2, 6-4, 6-2 ; 3. Jauffret b. Haradua 6-4, 6-2, 6-4, 6-2 ; 4. Nastase b. Prost 6-4, 6-2, 6-4, 6-2.

### Notation

#### CHAMPIONNATS DE FRANCE

##### MESSEURS

100 m : 1. Ercuyer (C.N. Nice), 12 sec. 43.  
200 m : 1. Ercuyer (C.N. Nice), 25 sec. 43.  
400 m : 1. Ercuyer (C.N. Nice), 51 sec. 43.  
800 m : 1. Ercuyer (C.N. Nice), 1 min. 43 sec. 43.  
1 500 m : 1. Ercuyer (C.N. Nice), 3 min. 33 sec. 43.  
5 000 m : 1. Ercuyer (C.N. Nice), 13 min. 33 sec. 43.  
10 000 m : 1. Ercuyer (C.N. Nice), 28 min. 13 sec. 43.  
20 000 m : 1. Ercuyer (C.N. Nice), 58 sec. 43.  
50 000 m : 1. Ercuyer (C.N. Nice), 2 min. 43 sec. 43.

## PARI GAGNÉ !

James HUNT

Antant le champion James Hunt est célèbre, autant l'homme demeure secret. « PARI GAGNÉ ! », un ouvrage écrit par James Hunt, est un extraordinaire document-vérité. Pour la première fois, James Hunt expose sa conception de la vie et de la course. Il se penche sur son passé, il étudie les bulles qu'il a pilotées, il parle en pleine liberté de tous les champions, ses rivaux qu'il côtoie à longueur d'année sur tous les circuits. Il révèle tout sur lui-même, ses qualités comme ses faiblesses.

Avec « PARI GAGNÉ ! », James Hunt va plus vite et plus loin qu'il n'est jamais allé, et nous livre un témoignage humain de premier ordre, rehaussé par des documents photographiques captivants.

Collection SPORTS 2007  
Éditions SOLAR

38 F.T.T.C.

هذه امانة الامل



# CARNET

## SPORTS

### NATATION

APRÈS LES CHAMPIONNATS DE FRANCE

### Les carences traditionnelles demeurent

La Fédération française de natation (FFN) a décidé de retenir huit nageurs et sept nageuses pour les prochains championnats d'Europe qui auront lieu à Jönköping (Suède) du 15 au 21 août. C'est en fin de compte, une délégation plus importante que ne le laissent supposer les résultats des compétitions nationales qui ont pris fin le 24 juillet, à Paris. Si la FFN avait appliqué à la lettre le mode de sélection choisis, l'équipe masculine n'aurait compté que quatre membres, et encore à la condition d'admettre pour Pierre Andraca que les temps réalisés antérieurement seraient pris en considération. La FFN, qui paraît avoir voulu éviter toute dérogation individuelle, a tourné la difficulté en décidant d'engager à Jönköping les deux relais quatre fois 100 mètres et quatre fois 200 mètres nage libre. De ce fait, Lazzaro, Matusic, Petit, Noël et Andraca viennent en renfort de ceux — Rouyer, Combet, Flaque — qui ont satisfait aux minima imposés. Il serait naturellement absurde que, une fois sur place, le rôle des « repeches » se limite

C'en est au point que les grandes confrontations internationales pourraient paraître inopportunes, tant elles menacent d'être révélatrices d'un déclin, si en définitive le contact ne restait la seule possibilité de regarder la réalité en face. C'est la première fois depuis bien longtemps qu'une équipe de France se rendra aux championnats européens sans entretenir aucune ambition logique de remporter au moins une médaille. Il est décidément bien loin le temps où la natation française comptait parmi les meilleures du vieux continent. Passée aussi l'époque où un champion ou une championne d'exception réussissait par son seul mérite, à donner l'illusion. Même l'arbre qui cachait la forêt fait défaut en 1977. S'il n'y avait quelques promesses parmi les jeunes et la perspective de disposer bientôt d'un centre national mis au service d'une politique cohérente enfin acceptée par les pouvoirs publics, le risque serait grand, et à court terme, que la natation française n'existe plus du tout sur le plan international. Le bottiaie Jean Boitoux, champion olympique en 1952 à Helsinki, aujourd'hui entraîneur à Bordeaux, est révélateur : « J'ai proposé de nager désormais entre nous puisque c'est comme ça, et qu'on ne voit pas comment ça changerait ».

FRANÇOIS JANIN.

### LES SIX NOUVEAUX RECORDS DE FRANCE INDIVIDUELS

**MESSEURS**  
200 m. quatre nages : Gilles Flaque, 2 min. 18 sec. 68 (ancien record 2 min. 11 sec. 75) ;  
200 m. papillon : Eric Emonente, 2 min. 9 sec. 29 (2 min. 18 sec.).  
**DAMES**  
400 m. nage libre : Véronique Fernandez, 4 min. 28 sec. 39 (4 min. 28 sec. 27) ;  
800 m. nage libre : Véronique Fernandez, 9 min. 9 sec. 29 (9 min. 14 sec. 87) ;  
200 m. papillon : Patricia Chag, 2 min. 17 sec. 30 (2 min. 19 sec. 50 centimes) ;  
400 m. quatre nages : Patricia Chag, 5 min. 6 sec. 25 (5 min. 9 sec. 32).

aux seuls relais, et tout laisse à penser qu'ils prendront part, chacun dans sa spécialité, et dans la limite de deux représentants par épreuve et par pays, aux compétitions individuelles. L'équipe féminine n'a pas eu droit à un comparable traitement de faveur. Seules les jeunes filles qui ont accompli les performances exigées seront du voyage. Une fois l'an au moins, et le plus souvent à l'occasion des championnats, la possibilité concrète est donnée de juger de la valeur de la natation française. Il s'agit à chaque fois, bien sûr, de comparer son évolution avec celle des autres pays. En 1977, la proximité des championnats d'Europe est une invitation supplémentaire à réagir ainsi. Dans cette perspective, force est de constater que les carences traditionnelles demeurent et que dans certains domaines elles vont même s'aggraver. S'il convient de remarquer que six records de France ont été battus durant les quatre journées durant lesquelles s'est déroulée la compétition, il est vrai qu'un mieux apparaît ici et là, l'écart avec les meilleures nations d'Europe ne diminue en rien, bien au contraire.

### LA SÉLECTION POUR LES CHAMPIONNATS D'EUROPE

**DAMES** — Caroline Carpentier (200 m 4 nages), Patricia Chag (200 papillon et 400 m 4 nages), Véronique Fernandez (400 et 800 libre), Sophie Falandry (400 libre, 200 papillon), Nelly Saque (200 m 4 nages), Sylvie Testus (200 m 4 nages), Isabelle Marmet (400 m 4 nages).  
**MESSEURS** — Bernard Combet (100 m brasse), Gilles Flaque (200 m 4 nages), René Rouyer (100 libre). Relais 4 x 200 libre : Fabien Noël, Pierre Andraca, Marc Lazzaro, Didier Matusic et Gilles Flaque. 4 x 100 libre : Noël, Lazzaro, Matusic, Dominique Petit et René Rouyer.

Commandez directement tous vos livres français  
Librairie  
**DELAMAIN**  
155, rue Saint-Hippolyte,  
75001 PARIS  
Sur simple demande, envoi gratuit de notre bulletin  
« Les livres du mois »

### Naissances

— Philippe Laharrie et Chantal, née Bore-Lacagnola, Kieran et Daphné, ont la joie d'annoncer la naissance de Édouard.  
à Saint-Jean-de-Luz, le jeudi 21 juillet 1977.

### Fiançailles

— Nous sommes fiancés, Hilde Albrecht et Rainer Fatz, aujourd'hui 24 juillet 1977 à Paris.

### Décès

— L'épouse, les enfants, les petits-enfants, la famille, les parents et amis de M. Maurice BÉNICHO, ancien fondé de pouvoir du Crédit agricole de Tignes, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé militaire, croix de guerre 1914-1918, ont la douleur de faire part de son décès, survenu à son domicile parisien, le 18 juillet 1977, dans sa quatre-vingt-neuvième année. Les obsèques ont eu lieu le 20 juillet 1977 au cimetière de Pantin-Parisien, 8, rue Fessart, 75019 Paris.

— Mme Lucien Cailla, née Manach, M. et Mme Francis Partouche, M. Gaston Cailla, tout part du décès subit de M. Lucien CAILLA. Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le jeudi 21 juillet 1977, à Mont-Saint-Aignan, 4, par de la Touques, 76130 Mont-Saint-Aignan.

— M. et Mme Otto Fried, Mme Charles Jeannot, M. et Mme Gabriel Lamotte, M. et Mme Jean Pralant, le docteur et Mme Claude Prieux, M. Olivier Martin-Dechaux, nous prient d'annoncer le décès de M. Roger JOISSON, officier de la Légion d'honneur, avocat au barreau de Paris, survenu le 22 juillet 1977, à Nogent (Var), dans sa quatre-vingt-deuxième année. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

— M. Gérard Larrère de Morel et ses filles.  
Le colonel (E.S.) et Mme Amédée Maurel, M. et Mme Michel Maurel, M. et Mme Françoise Trou, M. et Mme Maurel, M. Jean Larrère de Morel, M. et Mme Bertrand Larrère de Morel, M. et Mme Gilbert de Villiers de la Noue, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à Neuilly, de Mme GÉRARD LARRÈRE DE MOREL, née Claude Maurel. La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 25 juillet, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly. L'inhumation se fera dans la plus stricte intimité à Grimaud (Var). M. fleur, ni couronnes. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Claude Péligny, sa femme, Claire, Anne, Benoît, Nicolas Péligny, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu à son domicile de la rue de la République, 13, le 23 juillet 1977, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, de M. Claude PÉLIGNY. Les obsèques auront lieu le mardi 25 juillet, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly. M. fleur, ni couronnes. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Otto Fried, M. et Mme Gabriel Lamotte, M. et Mme Jean Pralant, le docteur et Mme Claude Prieux, M. Olivier Martin-Dechaux, nous prient d'annoncer le décès de M. Roger JOISSON, officier de la Légion d'honneur, avocat au barreau de Paris, survenu le 22 juillet 1977, à Nogent (Var), dans sa quatre-vingt-deuxième année. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

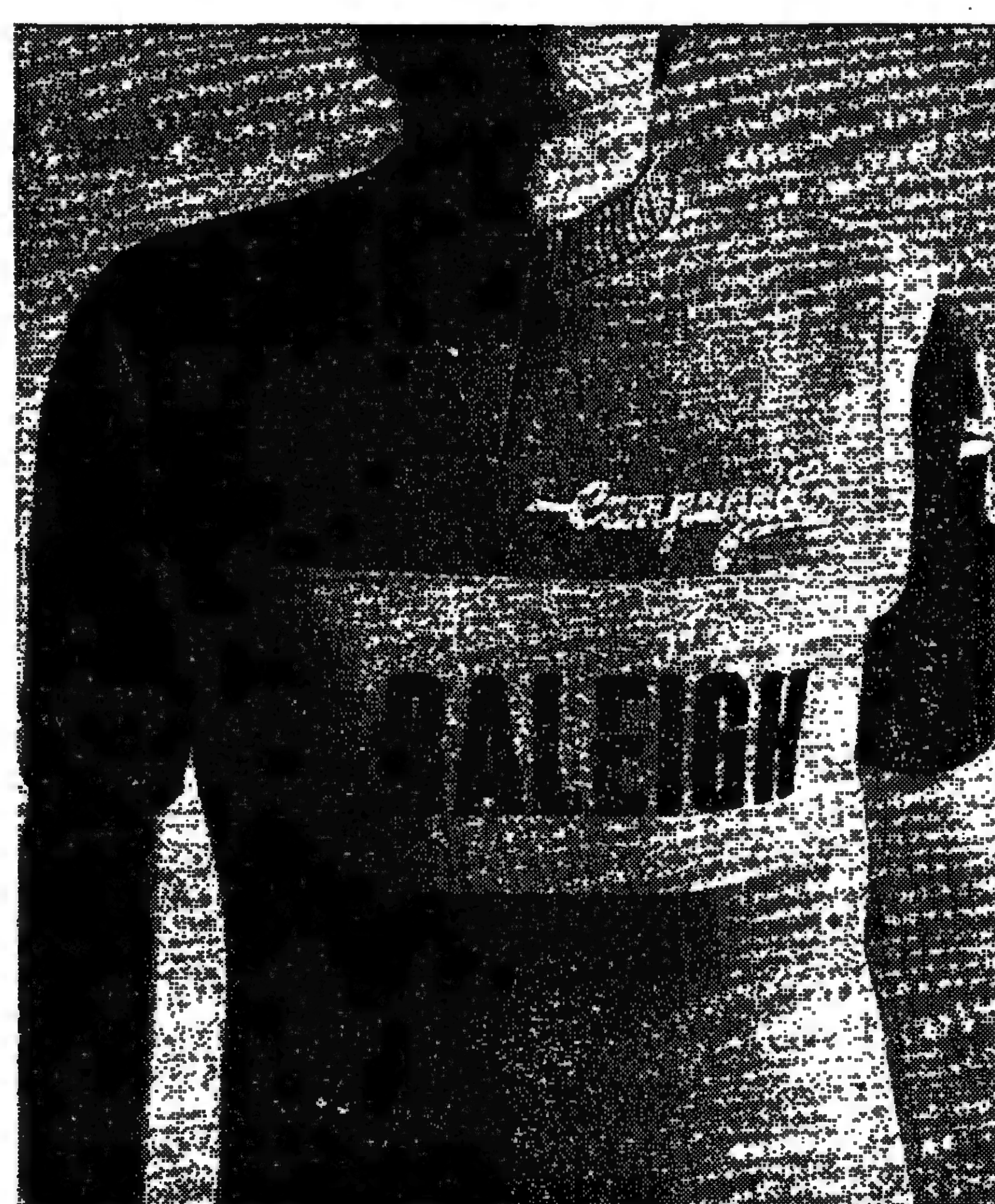
— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

— M. et Mme Pierre ARREZ, née Yvonne Noël, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juillet 1977, à 15 h, de M. Pierre ARREZ, 15 h, métro Bir-Hakeim, Mme Le-

# TI-Raleigh: apprenez à lire le maillot de Thurau et Kuiper.



Vous avez d'abord découvert Dietrich Thurau. En quatorze étapes, dans son maillot jaune, il a conquis la France. Et puis, ce fut le fabuleux suspense dont la mise en scène était assurée par le grand Kuiper. Et toujours à la « une », ce maillot TI-Raleigh.

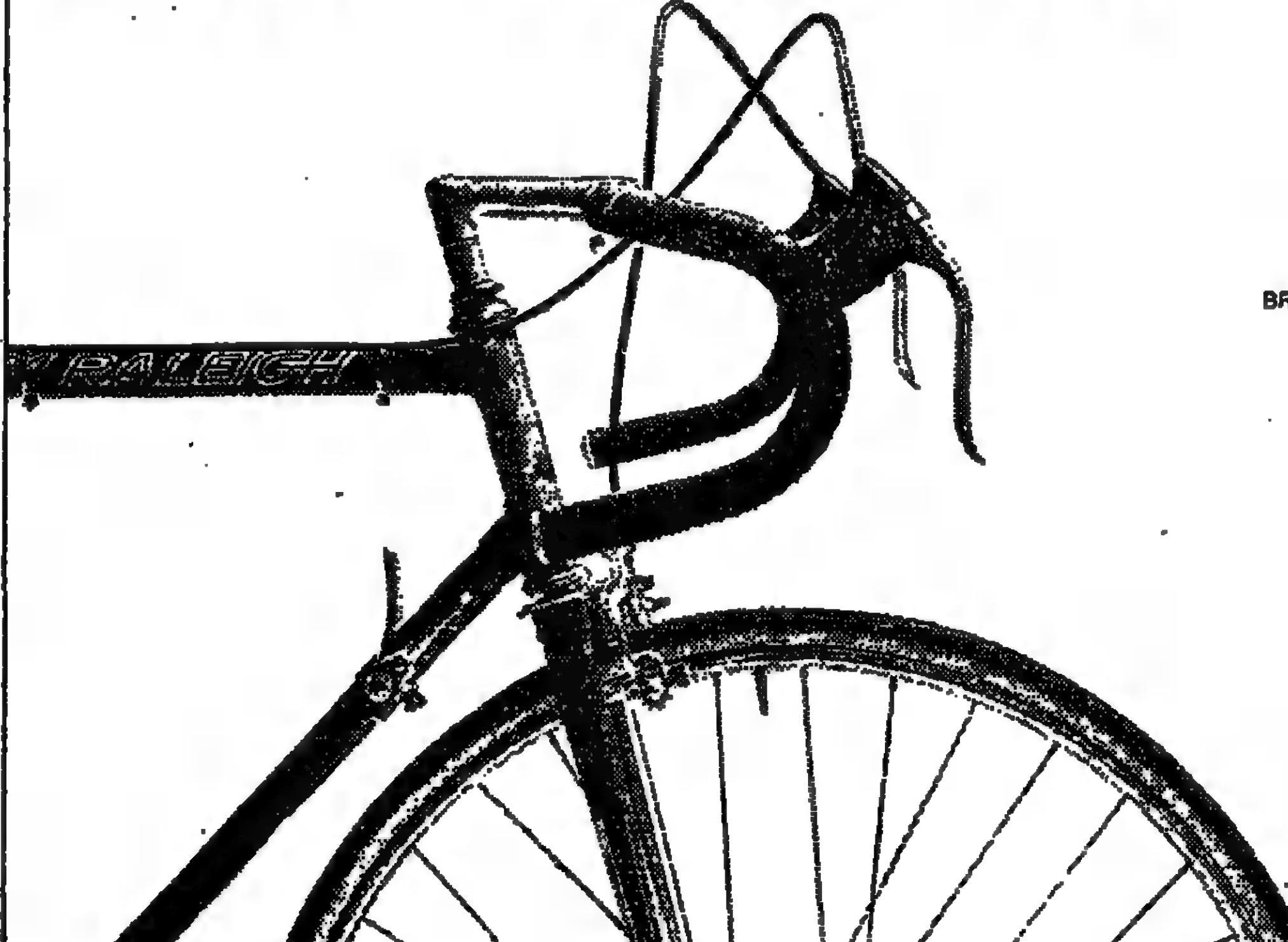
Raleigh, vous connaissez. Le plus grand constructeur mondial de bicyclettes se devait de faire une démonstration fracassante dans le Tour de France. Contrat rempli. Et avec quel brio.

Mais ce TI, sur le maillot associé à Raleigh, qu'est-ce que cela signifie ? Tout simplement les initiales de la 136<sup>e</sup> entreprise mondiale, un groupe britannique : Tube Investments Ltd. Une entreprise qui représente 64 800 personnes dans plus de 150 unités de production : un des leaders mondiaux de l'engineering, du tube industriel, de la machine-outil, de l'électricité industrielle et de l'appareillage ménager. Chiffre d'affaires consolidé : £ 716 millions.

La division TI-Raleigh, dont les bicyclettes et les jouets sont importés en France par Polymark France S.A. (tel. 975.71.93) et distribués par son réseau de 700 concessionnaires, a été heureuse de participer à l'animation de ce Tour de France.



**Tube Investments Limited**  
BRIDGEWATER HOUSE CLEVELAND ROW SAINT JAMES LONDRES SW1A 1QG



Commandez directement tous vos livres français  
Librairie  
**DELAMAIN**  
155, rue Saint-Hippolyte,  
75001 PARIS  
Sur simple demande, envoi gratuit de notre bulletin  
« Les livres du mois »

L.B.P.



# Le Monde

## de L'ÉTÉ

DU COLLÈGE DES JÉSUITES A LA PLACE STANISLAS

## En passant par la Lorraine

La Lorraine est une province qui n'a pas la réputation artistique à laquelle elle pourrait prétendre. C'est la faute de Barres. Il nous a tellement catéchisés avec *Collette Boudiche*, le roman de l'énergie nationale, la terre et les morts que même les plus résolus patriotes hésitent encore aujourd'hui à prendre, sans nécessité, le chemin de l'Est. Et puis, au fond, sa chère Lorraine, il ne l'aimait pas tellement : plus déraciné que tous ses héros, il n'aimait vraiment que Paris, les brasseries du quartier Latin, les couloirs de la Chambre, les rives de l'Oronte, les dames libanaises et quand il parle de la Lorraine (*« Mon âme lorraine »*, disait-il), il en parle

comme d'une veuve, d'une veuve de guerre, cela va de soi, mais n'arrange pas tellement les choses, alors quelle est une épouse comblée, une mère généreuse, véritable « magna pars frugum » et « alma mater » au sens le plus efficacement fécond (c'est-à-dire pas universitaire) de l'expression.

Si vous ne m'en croyez, suivez un moment le cours de la Meurthe ou de la Moselle, promenez-vous pendant quelques heures du côté de Commercy ou de Saint-Mihiel, et si vous connaissez les vallées plus aimables, collines plus gracieuses, blanches et rouges, je vous offre un Tifin pour votre petit Noël.

### Le palais du duc Léopold

La première découverte que l'on fait en Lorraine est celle de sa richesse architecturale, la sculpture étant elle aussi de grand prix (surtout par le bois, les orgues, les stalles), et le Musée des beaux-arts de Nancy, comme l'admirable Musée lor-

rain, réservant la surprise de richesses trop peu connues. Pour l'architecture, on ne pense pas seulement à tout ce que le Moyen Âge a laissé d'excellent ou de superbe à Verdun, Toul, Saint-Nicolas-de-Port, Metz. On pense encore plus au dix-huitième siècle lorrain. Nancy d'abord, la composition à mille autre pareille de la place Royale, de la Carrière et de l'Hémicycle, avec toutes ces églises et chapelles, des toits et donne aux palais une apparence d'Europe centrale, de terre d'Empire, avec ses porches, ses grilles, ses arcs de triomphe d'opéra, mozarrien. Et n'oublions pas la merveilleuse Pépinière, toute bruisante de

grands arbres, de fontaines, de guinguettes, on n'est pas désagréable, le soir, de croquer l'une de ces confiseries sophistiquées que l'on vend dans un magasin des « Basses Fèces », une des plus heureuses créations de Mique, malgré les dégouttantes marmosades qui les défigurent et qu'il faudra bien un jour se décider à supprimer.

Mais Nancy n'est pas le tout ni peut-être le plus beau de la Lorraine. L'architecture civile brille d'un vif éclat à Commercy, avec le beau château construit au début du siècle pour un prince de Vaudémont, au palais épiscopal de Toul, plus encore à celui de Verdun, dont le plan est d'une ingéniosité, d'un brio qui étonnent, même de la part d'un architecte aussi expérimenté que Robert de Cotte. Le chef-d'œuvre, pourtant, c'est l'ensemble et le palais du duc Léopold : la majesté du parti du pavillon central, traité en transparence sur la perspective des jardins, n'esthétisme pas moins que l'élégance de la chapelle et l'extraordinaire fantaisie décorative de l'église Saint-Jacques. Le tout, dû à un architecte de génie qui est également l'auteur du château d'Haroué, et qui a été une des chances de la Lorraine au dix-huitième siècle : Germain Boffrand. Sans Boffrand, Voltaire n'aurait pas pu écrire que l'œuvre qu'on passait de Versailles à Lunéville « on ne croyait presque pas avoir changé de lieu ».

à plus ou moins brève échéance, le patrimoine ne s'effondre sous le poids de son inutile richesse.

Quelques meilleures nouvelles sur le plan culturel et lorrain. Le musée de Nancy présente une exposition Carle Van Loo qui termine ici sa carrière après avoir été à Nice et Clermont-Ferrand. Mais c'est un grand peintre ! Surtout si on le compare à Natoire, dont nous avons eu l'occasion de parler plusieurs fois et qui, malgré ses qualités, sa gentillesse de vieux garçon consciencieux, sonne tout de même un peu creux. Notre Carle, pas du tout. Certes, épique, il n'est pas, et pour la religion ce n'est pas non plus tout à fait ça (quelques son *Vierge de Louis XIII* et sa *Sainte Clotilde*, pas si naïf, très chic, rachètent un peu la fadeur de la *Vierge à l'enfant* du musée de Rouen). Mais il s'en tire fort bien avec la mythologie.

sa *Haute de chasse* est une merveille de charme, de vérité d'observation, un chef-d'œuvre que l'on voudrait voir en permanence au Louvre. Et quel dessinateur, quel portraitiste, aussi à l'aise dans l'apparat (voir son magistral *Soufflot*) que dans le rendu du mineur et du quotidien ! Remercions nos redonneurs de dix-huitième siècle de nous avoir donné cette nouvelle preuve de leur goût et de leur science (excellent catalogue).

Carle Van Loo n'est à Nancy que parce qu'il fut le peintre de Marie Leszczyńska et parce que le Musée des beaux-arts possède une de ses meilleures œuvres. En revanche, dans un autre musée, celui de l'Ecole de Nancy, voilà un homme qui est bien chez lui et qui, avec Emile Gallé, Daum, Vallin, Majorelle, incarne la renaissance artistique de la Lorraine autour de 1900, et c'est Victor Frouvé (1856-1942).

### Un désastre de modernisme

Victor Frouvé avait tous les dons, et son activité s'est exercée dans tous les domaines : la sculpture, la peinture (il fut un excellent portraitiste), le graphisme, la reliure, la marqueterie, le textile, et jusqu'à la broderie et à la dentelle. Longtemps directeur de l'Ecole des beaux-arts et des arts appliqués de Nancy, à laquelle il se dévoua corps et âme, nullement « artiste », tant nourri de sévère popularité et pénétré de respect pour le métier, le travail de l'artisan. Frouvé résume l'ambition de ces hommes généreux et modestes qui mettaient autant de cœur à dessiner un drap, un mouchoir, un service de table qu'à exécuter les grandes commandes décoratives qu'on leur confiait parfois.

Nous le voyons ici (et au musée de Lunéville) dans un aspect à peu près inconnu de son talent : les tableaux et les dessins qu'il rapporta de deux voyages de jeunesse en Tunisie. Si l'influence de Delacroix est évidente, on n'en est pas moins étonné par la sincérité, le feu, la sensibilité nerveuse et tendue de ces dessins de paysages, de cavaliers, par toutes ces scènes salées au vol de villages, de camps, de troupeaux. Sans prétention ni complaisance exotique, Victor Frouvé a été un des grands orientalistes de la fin du siècle et nous voudrions en dire davantage si nous ne devions terminer par une dernière remarque à propos de Nancy.

Il ne s'agit pas de l'ensemble

de la ville, où les tours continuent à pousser comme des champignons, mais de la place Stanislas. Les rues qui partent de l'ensemble d'Emmanuel Hérit sont bordées de maisons modestes, plutôt gentilles, dont les toits, conformément sans doute aux intentions de l'architecte, s'abaissent par rapport au faite des palais. Dans l'une de ces rues, la rue Sainte-Catherine, doit être édifié l'immeuble du conseil général. La première tranche de l'opération a été réalisée : un désastre de modernisme caricatural. Pour la suite et pour limiter les dégâts, on a fait appel à Christian Lacroix (l'architecte du Sénat) : son projet n'est pas mauvais, mais trop ambitieux, trop « palatial », et surtout il fera un contraste choquant avec ce qui a déjà été construit.

Nous n'avons rien contre l'architecture d'accompagnement. Mais il y a tant de la prudence et une grande considération des abords. Ne voudrait-il pas mieux laisser en place les gentilles maisons de la rue Sainte-Catherine et construire ailleurs (cela semble possible) les bâtiments publics dont la ville a besoin ? Autour et dans les perspectives d'un chef-d'œuvre comme la place Stanislas, la sagesse ne doit pas toucher à rien, comme disait Le Corbusier à propos d'Auxerre, qui, soit dit en passant, est en train d'en voir des vertes et des pas mûres. On pourrait y revenir.

ANDRÉ FERMIGIER.

### CORRESPONDANCE

#### Les avantages des Karellis

Après la publication de l'article d'Anne Rey, « Aux Karellis, pavana pour les dialectes défunts » (*le Monde* du 16 juillet), M. Magnin, directeur de la station, s'élève contre ce qu'il nomme « une attaque virulente » contre le type de vacances proposées par ses services.

« Lété aux Karellis », écrit-il notamment, c'est plus de 30 % des familles en séjour pour un prix qui ne représente, pour certaines d'entre elles, pas plus que ce qu'elles auraient dépensé en restant chez elles : moins de 1 000 F la semaine pour un couple avec deux enfants en pension complète (avec jardins d'enfants, nurserie et de multiples activités possibles), pris en charge partiellement par les bons de vacances des caisses d'allocation familiales. »

#### Un exemple de l'esprit rococo

La façade de Saint-Jacques, avec son horloge où batifolent des anges, la barrière romanesque de ses tours qui font penser à Borromini ou aux plus somptueux clochers de Fragne, est peut-être le meilleur exemple qui soit demeuré en France de l'esprit rococo (l'intervention d'Héris y est probable, qui était d'origine autrichienne). L'intérieur n'en est pas moins remarquable, où l'on voit tout ce que les architectes lorrains, très tôt dans le siècle, ont présenté d'arabesques et de rocailles. Et celui-ci, excusez le pédantisme, c'est, en gros, le passage du pilier à la colonne (plus tard, de l'arc à l'entablement). Ceux qui ne l'ont que par l'ouïe et la crypte de Jouasse reprocheront peut-être à cette architecture une élégance trop raisonnable et quelque peu mondaine, mais ils conviendront que l'on ne peut imaginer espaces plus fluides, plus ouverts et lumineux.

Deux édifices sont ici à mettre hors de pair : le collège des Jésuites de Verdun, incroyablement chef-d'œuvre, à peine connu, et si l'on me demandait de désigner une architecture, à l'intérieur de ses principes, parfaite, je crois que c'est un des premiers exemples qui me viendrait à l'esprit. Et l'abbaye des Frémontiers de Font-aux-Mousses, qui, dans son mélange de grâce et d'austérité, d'équilibre monumental et de luxe profane, est un des derniers monuments de l'architecture de l'Ancien Régime. Récemment restaurée, l'abbaye abrite un centre culturel qui semble connaître actuellement quelques difficultés financières. Mais elle est provisoirement à l'abri de l'abandon. Il serait vraiment absurde, décourageant, qu'une telle entreprise, à laquelle ont concouru tant de bonnes volontés, échoue. Et si elle est l'exemple même de ce qui doit être fait si l'on ne veut pas que,

### INSTANTANÉ

#### Quelque part dans l'Atlantique

A mi-chemin d'Ouessant et du Finistère espagnol, à 150 milles de toute côte, à quatre jours des wharfs lusitains de Newhaven, où rôdent des toux-trou d'avant guerre, à trois autres jours de La Corogne dont le yacht-club aux majestés de banque tranquille allait danser le pas double sous nos fatigues, loin de la Bretagne et de la Galice réduites par le même brume à des couronnements de radiophores et des sirènes de cargo, à 100 lieues des marins comblés et des montiques hors de prix, juste après que, le soleil a sonné midi pour nous seuls en rebondissant sur l'horizon du sextant, juste avant que des balcons de 20 mètres courent notre route dans un drôle de froissement, tandis qu'un équipier quittait son durai pour la cité si qu'un autre s'apprêtait à la douce manœuvre inverse, au moment même où on aurait pu se demander pourquoi diable ces factures, ces insomnies et ces potages en sachet, pourquoi ce semblant de guerre sans cause ni gloire, cette polse partout, les familles qu'elles, les leurs de bois impossibles, derrière une vague où le vent de nord, force 7, avait posé une crinière de gouache à la manière des vieux médecins aquarielles, à peine « Fabuleux », c'était son nom, avait-elle salué de l'étrave puis de la hanche une crête de haute qu'on eût dit ultime, comme un drapeau d'un ciel durement gris, il y a eu un endroit que le reconstruit entre mille, la vallée liquide chère à Virgile, le dédale d'orgas dont parle Gracq, la plaine à vaches après l'escarpement, l'accord après la fugue, le paix après la bataille, de la glissade d'enfant sur meule de toin, le speedomètre bloqué à 10 tours, le foc offert au large comme un lit, le vent sur le point de renoncer à ses rages, une coque griffante et une poignée de coque amis soulevés par le même soupir.

Quelque part au creux de la houle atlantique, là où le temps confond la barre de l'écluse et la veine du marbre, il y a ce souvenir de village aussitôt reformé, clostère d'une diessure jamais ouverte. Mieux qu'un endroit, car la mer a lieu plus qu'elle n'a de lieu : un instant, gorgé de bleu roi, de sel et de tendresse, comme l'imagine, l'éternité.

B. POIROT-DELPECH.

FUSILLETON - N° 13

# LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

Maya rapporte à Kholawitski que le professeur Gendreau se doute des trésors que renferme le château, d'où son désir d'y pénétrer. Kholawitski imagine de cacher les objets de valeur et d'inviter ensuite Kholawitski pour le persuader qu'il n'y a rien d'intéressant. Mais le prince lui révèle que le château est banté.

PREMIER. Le départ de Maya, Kholawitski gagna le rez-de-chaussée et appela à mi-voix : Grégoire !

— Qu'est-ce que c'est ? fit le vieux serviteur du fond de la chambre exiguë qu'il occupait à proximité du grand escalier.

— Venez, Grégoire, il y a du travail pour vous.

— Voilà, le temps que je m'habille. Tss ! A cette heure !

— Pressez-vous !

— Voilà, voilà. On n'a pas idée !

Le valet de chambre ne pouvait souffrir Kholawitski, mais il présentait en lui le futur maître et préférait donc ne pas se le mettre à dos. Il s'en tenait en général à une politique de stricte neutralité. Il ne faisait pas part au prince de ses soupçons touchant les manigances du secrétaire, mais il ne fournissait en retour aucune information à Kholawitski.

« Je n'en sais rien ! fit-il, répondait-il lorsque le secrétaire le questionnait. Je ne suis pas chargé d'espionner. »

Kholawitski se serait bien volontiers passé de son aide, mais il ne voulait pas lui laisser croire que quelque chose se « machinait » dans son dos.

« Vous allez m'aider, Grégoire, fit-il. Il va falloir déménager quelques tableaux. »

— Et pourquoi ? Depuis le temps qu'ils sont là, ils peuvent bien y rester.

— Ne discutez pas, Grégoire ! Faites

ce que je vous dis, un point c'est tout ! Et inutile d'en parler au prince. Je dois montrer ces tableaux à quelqu'un. Ils sont très admirés, il faut les remettre en état.

— Ça servira à quoi de rabibocher ces barolages ?

Cependant, il s'était mis à décrocher les tableaux indiqués par Kholawitski. Ils dépassaient non sans mal presque toutes les toiles, à l'exception de quelques-unes, si l'on admet que les tableaux ne valaient pas illusion. Ils roulaient aussi plusieurs toiles et tapisseries.

« Où va-t-on mettre tout ça ? » demanda Grégoire d'une voix étonnée par la poussière.

Kholawitski réfléchit. Il ne s'agissait pas d'avoir à porter trop loin tout ce chargement, mais de trouver à proximité un endroit sûr où l'entreposer. Il se rappela l'existence d'une pièce d'angle appelée la « vieille cuisine ».

Elle était à l'écart des salles principales ; personne n'y mettait jamais les pieds, et elle avait pour elle l'avantage de sa lourde porte de chêne ferrée et fermant à clé.

« Allons-y, fit-il. Nous n'avons qu'à mettre tout cela dans la « vieille cuisine ».

— Dans la « vieille cuisine » ? Pourquoi dans la « vieille cuisine » ?

— Pourquoi pas ? Qu'est-ce que vous avez, Grégoire ?

— C'est que... C'est sale.

— C'est sale partout. Mettons-nous au travail ! Vous avez la clé ?

Il prit sa torche et s'engagea dans un étroit couloir, suivi par le vieux serviteur. Cependant, quand ils se trouvèrent devant la porte, le valet de chambre revint à la charge :

« Pourquoi pas plutôt dans la salle arriérée ? »

— Ouvrez donc, Grégoire ! s'exclama Kholawitski, qui commençait à

avoir des soupçons. Mais l'autre lui tendit les clés :

— Que Monsieur ouvre lui-même.

— Qu'est-ce qui vous prend ?

— Rien. »

Kholawitski tourna l'énorme clé dans la serrure.

« Monsieur ferait mieux de ne pas ouvrir, souffla Grégoire, en proie à une agitation fébrile. »

— Et pourquoi ?

— Elle est... hantée.

— Et ! se dit Kholawitski. Serait-ce la « mauvaise » pièce ?

Il ouvrit la porte. C'était une pièce assez vaste, blanche à la chaux, qui avait effectivement déjà servi de cuisine, car elle conservait fourneau et poêle.

L'air n'était pas confiné, car il manquait plusieurs petites carreaux à la fenêtre. Il fut surpris de trouver là, contre le mur, un banal lit de fer recouvert d'un plaid, et plus loin un lavabo, une armoire... Il semblait que la pièce eût été récemment habitée. De vieux journaux traînaient à terre.

Il voulut entrer, mais Grégoire le retint par le bras et le mit en garde :

« Que Monsieur ne s'approche pas. Cet endroit est impur. »

— Impur ? demanda-t-il avec curiosité. Ça s'y passe-t-il donc, Grégoire ?

— Dieu ne préserve de jamais le savoir ! Tout ce que je peux dire, c'est que, moi qui vous parle, j'y ai vu deux personnes finir misérablement, de peur. Il y aura bientôt quinze ans que monsieur Rudanski, un gascon, disait lui aussi, que les esprits se lui faisaient pas peur et qu'il a voulu y passer la nuit. Au petit matin, je l'ai trouvé assis sous les escaliers, dédoublé de la tête et les cheveux dressés comme les poils d'une brosse. Depuis, personne n'a pu tirer un mot de lui.

« Je vais y passer la nuit, qu'il disait, et nous verrons bien. » Et bien, il l'a passée, la nuit, et on a vu... Maintenant il est chez les fous, à Combi, et garde tout le temps ses mains sur la figure, même qu'il force il lui est venu des abots, à ce qu'on dit. Et le deuxième, c'était le fils d'un cuisinier, le petit Vincent. Lui aussi, il en est sorti complètement idiot, et il en est mort aussitôt après. »

En voilà des sornettes ! Mais peut-être ont-ils eu des visions ?

— Vision ou pas vision, que Monsieur sorte d'ici. Et d'ailleurs, ça n'est pas sorcier de se rendre compte qu'il y a une force impure. Il y a des signes clairs, non ?

— Que voulez-vous dire ?

— J'ai déjà assez parlé. »

Kholawitski leva la lampe, mais il ne remarqua rien de particulier. Les murs blancs semblaient même assez gaie et agréables si l'on pensait à la saleté des autres pièces. Pourtant, il y avait certainement quelque chose d'anormal. A y regarder de plus près, on avait le sentiment qu'il se passait là-dedans quelque chose qui contredisait aux lois de la nature, mais quoi ?

Enfin, Grégoire lui toucha le coude et, sans un mot, lui indiqua d'un doigt furtif une serviette de toilette grise de poussière qui pendait à une vieille patère métallique. Elle tremblait légèrement sans doute sous l'effet du souffle qui tombait de la fenêtre.

Mais ce mouvement était étrange. La serviette ne s'agitait pas librement dans l'air, elle tremblait tout en restant tendue, comme si une main invisible l'edt maintenue par le bas. Ce ne pouvait être l'effet des courants d'air — c'était un mouvement d'une autre espèce.

« Qu'est-ce donc ? » murmura Kholawitski en observant le phénomène.

Le spectacle de cette serviette qui tremblait, tendue, avait quelque chose de répugnant. C'était horrible à voir.

Il surmonta sa répulsion et voulut approcher, mais Grégoire lui saisit le bras :

« Que Monsieur ne s'en mêle pas ! — Allons donc ! Cela doit avoir sa cause. »

— Une cause, pour sûr qu'il y en a une ! grommela le serviteur aux cheveux blancs, en se signant furtivement.

— Et laquelle ?

— Il y en a une. »

Il comprit qu'il n'apprendrait rien d'autre. Aucune force n'aurait pu tirer un mot de plus à Grégoire. D'ailleurs, bien qu'il ne crût pas aux esprits, Kholawitski se sentait, lui aussi, mal à l'aise. Il se mit à rire :

« Bon, bon, calmez-vous, Grégoire. Il n'y a pas de château qui n'ait son fantôme. Tout compte fait, on peut ranger les tableaux ailleurs, quoique l'endroit eût été bien choisi car il ne semble pas y avoir de rats. »

— Parbleu, qu'il n'y a pas de rats. Et il n'en viendra pas, rétorqua-t-il superlativement en fermant la porte. Ils sont plus intelligents que les hommes.

— Il arrive au prince de venir faire un tour ici ?

— Jamais, jamais. »

Il entreprenait tout dans l'un des vestiaires avoisinants. Mais Kholawitski ne put longtemps se défendre de l'horrible sensation — mi-répulsion, mi-épouvante — qui rendait plus éprouvants encore le silence et le vide du château.

(A suivre.)

(C) Copyright Stock et Rita Gombrowicz. Traduction Albert Maille et Hélène Włodarczyk.

مكتبة الأمل



Quelque part dans l'Atlantique



Le Monde

# DE L'ECONOMIE

## L'endettement externe de la France

Le franc français s'est bien « comporté » sur le marché des changes où il n'a pas suivi la baisse du dollar, comme l'ont fait les monnaies malades de l'Europe, livre sterling et lire italienne, sans parler de la peseta. Cependant cette santé est encore pour partie assurée par des moyens artificiels, la France continuant d'emprunter à l'étranger. Le montant de sa dette extérieure continue à faire l'objet de discussions... que les chiffres officiels n'éclaircissent pas toujours.

La plupart des entreprises ont désormais réalisé que, pour obtenir la confiance de leurs bailleurs de fonds (gouvernements et banques), il leur faut présenter une vue aussi claire que possible des documents comptables essentiels (comptes d'exploitation au niveau des flux, bilan et ce qui concerne le patrimoine de créances et de dettes). Cette règle de bon sens ne paraît pas avoir atteint les responsables financiers des grandes entreprises. Les relations financières d'un pays donné avec ses principaux partenaires étrangers relèvent la plupart du temps de la dissimulation, sinon du secret.

Dans la généralité des cas, les seuls chiffres publiés sont relatifs aux flux annuels dont les soldes (aux multiples et plus ou moins subtiles modalités de calcul) sont repris dans l'établissement de la balance commerciale et de la balance des paiements. Cette dernière n'est en fait qu'un « compte de caisse annuel » qui retrace les entrées et sorties de devises, quelles soient à caractère définitif, car correspondant à des paiements commerciaux ayant une contrepartie « réelle », ou provisoire si elles découlent d'opérations financières (octroi de prêts ou recours à l'emprunt) à dénouement ultérieur. Quant au chiffre des réserves officielles (le seul, sans doute, qui ait une certaine signification aux yeux du grand public), il donne la valeur du stock de liquidités internationales immédiatement disponibles sans que l'on sache comment ce stock a été constitué. La situation n'est pourtant pas exactement de même nature selon qu'il résulte d'une accumulation antérieure d'excédents ou d'une politique intensive d'endettement. Même et surtout si celle-ci a été menée de façon à maintenir la valeur de l'unité monétaire nationale sur le marché des changes à un niveau artificiellement élevé.

Aucun financier digne de ce nom

n'accepterait de porter un jugement sur la santé d'une entreprise au seul vu du montant de ses disponibilités en banque et du relevé annuel de son compte de caisse. Et l'on voudrait se contenter de cela lorsqu'il s'agit d'un État ! Il est assez significatif de constater que les États-Unis sont le seul pays à publier régulièrement un bilan, d'ailleurs impar-

fait, de leurs avoirs et créances, d'une part, de leurs dettes, d'autre part, vis-à-vis de l'étranger.

### L'arme des faibles se retourne contre eux

Je ne partage pas ce sentiment, et pense que de tels moyens risquent à long terme de se retourner contre ceux qui croient habile de les pratiquer. Le fait que les mouvements apparents, au niveau des chiffres publiés, puissent ne pas correspondre à la situation économique réelle entretient un climat permanent de doute, climat qui constitue en lui-même un facteur incitatif à la spéculation. Le raisonnement serait-elle purement accidentelle et transitoire, le moindre déséquilibre de la balance commerciale, la moindre diminution des réserves officielles, peuvent provoquer, fautive d'une connaissance précise par les agents économiques de l'importance relative de tels mouvements, des phénomènes massifs d'attaque contre la monnaie nationale.

Il est vrai qu'à l'inverse l'endettement externe peut permettre de masquer pendant un certain temps une vraie détérioration des équilibres fondamentaux. Mais faut-il se féliciter sans réserves de la possibilité de « fuite en avant » ainsi ouverte par l'habillage des statistiques ? Les révéls peuvent en être très décevants.

Je suis persuadé que mieux vaudrait la plupart du temps faire connaître officiellement le montant et la composition des créances sur l'étranger d'une part, des dettes vis-à-vis de l'étranger d'autre part. Ainsi se rendrait-on compte que la position « externe » d'un pays donné est souvent moins catastrophique que certains ne le laissent entendre, mais aussi moins idyllique que d'autres ne le prétendent. Ainsi l'opinion publique prendrait-elle plus clairement conscience des enjeux, et serait-elle plus facilement convaincue des efforts à fournir pour satisfaire à la dure contrainte de l'équi-

libre externe. La rigueur ne peut se demander que dans la clarté. C'est bien d'une explication de ce type que relève, me semble-t-il, la situation actuelle de la France. Pour autant qu'on puisse savoir (et après compilation des balances de paiement successives), le solde cumulé des déficits de la balance des opérations courantes depuis 1967 (date à laquelle M. de Laet, alors sous-gouverneur de la Banque de France, déclarait que nous avions plus de dette nette des créances sur l'étranger de 18 milliards de dollars) est donc relativement rassurant et traduit l'existence d'une trésorerie assez favorable.

L'évolution récente n'est cependant pas sans quelques nuances. D'une part, les trois quarts des réserves françaises sont constituées d'or, dont la « mobilisation » éventuelle peut ne pas aller sans quelques problèmes. Mais il faut surtout prendre en compte les deux éléments suivants :

a) Le déficit des opérations courantes a été, en 1974 et en 1976, de 6 milliards

de dollars. Si, faute d'un rétablissement de l'équilibre extérieur dans les deux ans qui viennent, on continuait d'engendrer des déficits des paiements courants et en sorties à hauteur d'environ 20 milliards de dollars, la situation de trésorerie deviendrait rapidement très tendue. La marge de jeu du futur gouvernement, quel qu'il soit, sera donc à cet égard réduite.

b) Cet endettement net est à court terme, les mouvements de capitaux à long terme ayant été depuis une dizaine d'années à peu près équilibrés en entrées et en sorties, à hauteur d'environ 20 milliards de dollars. Il faut d'ailleurs noter que plus de la moitié des « recettes » en mouvements de capitaux correspondent à des investissements directs en provenance de l'étranger, mais à des emprunts sur le marché international, souscrits notamment depuis 1974. La dette brute de la France, au sens strict du terme, est donc de 26 à 30 milliards de dollars (16 milliards d'endettement à court terme, plus 10 à 15 milliards d'emprunts à moyen et long terme).

Certes, il ressort de ce qui précède qu'une part très importante de cet endettement brut est couverte par des créances sur l'étranger, ce qui est à l'évidence un élément favorable. Certes, on peut prétendre, à juste titre, qu'en période normale l'endettement à court terme, correspondant au financement de transactions courantes, est automatiquement renouvelé d'année en année, constitué pour une part de « leads and lags », il peut s'avérer être une source de financement assez instable dans les moments difficiles. Il ne faut pas oublier en contrepartie qu'une telle structure, globalement équilibrée, expose certainement de nombreuses entreprises et vraisemblablement notre pays tout entier à un risque de change non négligeable (les créances étant probablement en France pour la majeure partie, et les dettes en devises), au risque de non-solvabilité de certains États sur lesquels nous avons des engagements, et enfin à celui de « transformation » de ressources à court terme en créances à moyen et long terme, risque déjà sensible au niveau de l'appareil bancaire « engagé » sur le marché de l'euro-dollar pour au moins 4 à 5 milliards de dollars. Faute de publications statistiques précises, il est difficile d'aller beaucoup plus loin dans l'analyse. Une fois de plus, ne vaudrait-il pas mieux que toute la lumière soit faite sur des questions aussi décisives pour l'avenir de notre pays, afin que chacun comprenne mieux les contraintes qui en résultent ?

(\*) Maître de conférences à l'école polytechnique.

par JEAN PEYRELEVADE (\*)

### ÉTRANGER

## INDUSTRIE CHINOISE : Un « nouveau départ » difficile

Le retour au pouvoir de M. Teng Hsiao-ping devrait accentuer la ligne en faveur d'une industrialisation plus rapide de la Chine. L'état dans lequel se trouve l'appareil productif est loin d'être satisfaisant.

Pékin. — L'industrie chinoise prend un nouveau départ. C'est du moins ce qu'affirme quotidiennement la presse pékinoise, citant de mois en mois d'impresionnantes pourcentages d'augmentation de production et de débâlage de la « spirale des forces productives » consécutives à la chute de la « bande des quatre ». Quels changements se sont effectivement produits dans les usines chinoises depuis la crise d'octobre 1976 ? Comment se caractérise le climat nouveau qui y règne ? La visite en quelques semaines de plusieurs établissements industriels, à Pékin même et en province, permet de se faire une image un peu concrète de la situation réelle.

L'exemple le plus remarquable de changement est offert par l'usine de tracteurs de Nanchang où des succès s'en suivent et de troubles divers ont entraîné au cours des trois dernières années un total de vingt et un mois d'arrêts de travail. Personne, à ce propos, ne prononce le mot de « grève », mais plutôt ceux de « désordre », de « sabotage ». La thèse officielle veut qu'une « petite poignée » d'individus ait littéralement empêché les ouvriers de travailler, aussi bien sinon plus souvent en coupant, par exemple, l'alimentation des stelliers en électricité qu'en les incitant à quitter leurs postes de travail.

### « Oser diriger »

Les mêmes ateliers offrent aujourd'hui l'image d'un ordre parfait, sinon d'une activité fébrile. Chaque ouvrier est penché sur sa machine, mais parfois pour exécuter des opérations — comme le tournage de pièces de formes — sans aucune aide de tracteurs. Dans l'atelier de montage, les pièces diverses s'empilent en quantités modestes le long de la chaîne, mais aucun tracteur n'est en cours de construction. Ce n'est pas le bon moment du mois, paraît-il. « Vous seriez venus quelques jours plus tôt ou dans trois semaines, vous auriez pu voir les tracteurs sortir à la queue leu leu ». Sott. Il demeure que l'usine est loin de réaliser une production continue.

A l'opposé si l'on peut dire, de cette première image, voici l'usine textile n° 3 de Sian, qui bourdonne comme une ruche. Les objectifs du plan y ont tou-

jours été atteints sauf, nous dit-on, en 1976. « En raison de l'influence de la « bande des quatre ». Indiscutablement, c'est une usine qui tourne. On y fait les trois huit et la pause déjeuner ne dépasse pas la demi-heure, y compris dans les ateliers de tissage où le vacarme assourdissant épuise les nerfs. Qu'y a-t-il de changé, ici, depuis octobre ?

« Les responsables d'atelier », nous répond-on, qui avaient été dérangés par les critiques que leur étaient adressées du temps des « quatre », osent maintenant diriger.

— En fait, cela veut dire ?

— Que les règlements oubliés ou non observés sont à nouveau en vigueur. Par exemple, que les ouvriers viennent une demi-heure plus tôt et restent une heure plus tard pour assurer le nettoyage et la mise en ordre des postes à chaque changement d'équipe.

— Sont-ils payés pour cette heure supplémentaire de travail ?

— Non, nous voulons que les ouvriers observent cette discipline de façon consciente.

Ailleurs, on nous affirme que les heures supplémentaires ne sont pas non plus payées, exception faite seulement de celles qui sont accomplies pendant les jours fériés de vacances nationales — fête de printemps, 1<sup>er</sup> mai, 1<sup>er</sup> octobre.

On rencontre un peu moins de rigueur, mais beaucoup plus d'incertitudes à l'usine de Pékin. C'est une vieille entreprise, créée trente ans avant la libération, mais qui s'est considérablement développée depuis. Avec trente mille ouvriers et employés, une production annuelle de 1 million de tonnes d'acier et autant de fonte, elle représente dans la sidérurgie chinoise une unité de taille « moyenne ». La « bande des quatre » n'a eu ici aucune influence, nous affirme-t-on, et le travail n'a jamais été perturbé. Depuis huit ans, la production s'est même accrue d'année en année de 14 % en moyenne.

Est-ce l'âge de l'entreprise qui veut cela ? Bien que les installations les plus importantes datent, en fait, d'une quinzaine d'années à peine, les conditions de sécurité de travail sont terribles. Des hommes empiétant d'un pas aléatoire les coulées d'acier en fusion et nous avons même vu un manoeuvre, armé d'un balai, passer entre deux gerbes d'étré-celles presque sous un convertisseur, au

moment où celui-ci était vidé de son contenu. Les responsables que nous avons interrogés à ce sujet prétendent ne pas avoir en tête des statistiques sur les accidents du travail dans l'établissement.

A part cela, le combinat ne fonctionne pas tout à fait sans à-coups. Au début de mars, la pénurie de charbon — jointaine conséquence, paraît-il, du tremblement de terre de Tangshan — a contraint à stopper l'un des quatre hauts fourneaux. On se plaint d'un équipement encore insuffisant, de la variété des produits qui laisse à désirer, des déchets qui au paravent encore mal à éliminer, comme en témoignent,

vail d'une localité, d'une province à l'autre. Il y aura sans doute un peu moins de « bricolage génial » en comptant sur les propres forces et un peu plus de coordination. Parallèlement, les organes centraux, les ministères, en particulier, sont invités à sérieusement réexaminer leurs méthodes de travail.

Au niveau des entreprises elles-mêmes, l'accent est mis, surtout, sur le renforcement des équipes de direction. Non pas en effectifs, au contraire, car M. Yu Chiu-li a lui-même fixé à 18 le maximum que ne doit pas dépasser la proportion du « personnel non productif » dans chaque unité. Renforce-

### De notre correspondant

ent autres, les abondantes fumées de couleurs diverses qui coiffent le paysage.

Plus significative, sans doute, est la franchise avec laquelle les responsables de l'établissement avouent ne pas très bien savoir encore comment résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés. Pressés de questions sur leurs projets, ils admettent sans difficulté que « les problèmes spécifiques devront se résoudre un à un », que savoir comment doubler la production d'ici à 1980 — objectif fix par le plan — constitue également un « gros problème », que les « mesures concrètes » à prendre à la suite de la récente conférence nationale sur l'industrie font encore l'objet d'un « examen ».

Est-ce à dire que tout n'est encore qu'incertitude pour l'industrie chinoise ? Non, car quelques grandes orientations se dessinent assez clairement.

Au niveau national d'abord, une réorganisation est annoncée reprenant d'ailleurs un schéma antérieur en vigueur, regroupant les provinces et régions autonomes en six grandes régions administratives constituant « des systèmes économiques de niveaux différents, ayant chacun leur propres caractéristiques, indépendants l'un de l'autre ». Cette réforme, annoncée en ces termes à la conférence nationale sur l'industrie par le vice-premier ministre M. Yu Chiu-li, ne sera réalisée que « progressivement », car elle va entraîner la mise en place d'organes et de réseaux de direction entièrement nouveaux. Mais elle devrait permettre une utilisation plus rationnelle des ressources du pays grâce à une meilleure répartition du tra-

vail d'une localité, d'une province à l'autre. Il y aura sans doute un peu moins de « bricolage génial » en comptant sur les propres forces et un peu plus de coordination. Parallèlement, les organes centraux, les ministères, en particulier, sont invités à sérieusement réexaminer leurs méthodes de travail.

Au niveau des entreprises elles-mêmes, l'accent est mis, surtout, sur le renforcement des équipes de direction. Non pas en effectifs, au contraire, car M. Yu Chiu-li a lui-même fixé à 18 le maximum que ne doit pas dépasser la proportion du « personnel non productif » dans chaque unité. Renforce-

### Salaires et stimulants

Il est acquis d'autre part qu'un effort doit être consenti pour améliorer les conditions de vie des travailleurs. M. Yu Chiu-li a déclaré que la « question des salaires » — qui bien que divisée en huit échelons — restent dans l'ensemble très bas — allait faire l'objet de « réunions spéciales... en vue de l'examen et de la régulation ». Là, cependant, se manifestent d'assez sérieux notements. Dans une usine seulement parmi celles que nous avons visitées récemment, une augmentation des salaires les plus bas était prévue pour le second semestre de cette année. Ailleurs, on déclare que le problème dépend des autorités centrales et que l'on manque encore de directives des échelons de la hiérarchie de Changchun et de Hangchow signalant des arrêts de travail consécutifs à des discussions apparemment difficiles sur l'ensemble de la question des rétributions, c'est-à-dire des salaires comme d'habitude « stimulants maté-

### Une marge de manœuvre hypothétique

EN vertu de la stratégie qu'il avait conçue au mois de septembre dernier, le premier ministre espérait sans doute qu'à partir de l'été 1977 sa marge de manœuvre s'élargirait et que, les élections approchant, il pourrait, si besoin était, prendre des mesures de soutien de l'économie de plus en plus importantes, sans compromettre pour autant le rétablissement des « grands équilibres » auquel le plan qu'il porte son nom vise en priorité.

Ce qui se passe, en réalité, est quelque peu différent de ce schéma idéal. Le gouvernement, poussé par les circonstances, vient bien de décider une nouvelle aide aux P.M.E. sous forme d'une rallonge pour les crédits à court terme accordés aux exportateurs et sous forme de prêts supplémentaires du Crédit agricole pour des travaux d'équipement divers intéressant les collectivités locales. Mais on peut se demander si la conjoncture nationale et internationale lui donne la liberté accrue sur laquelle il comptait pour agir, sans risquer rapidement de perdre le contrôle de la situation.

D'un côté, les progrès réalisés ont été moins importants que prévu. Même si la balance commerciale s'est redressée, le déficit pour le premier semestre « encore » est considérable (6 milliards de francs). Les baisses de prix, auxquelles le gouvernement a consenti, et qui ont fait progresser l'indice au cours des derniers mois à un rythme annuel supérieur à 12 %, n'ont pourtant pas été suffisantes pour assainir la situation en profondeur ni dans le secteur public, dont le déficit avoisinerait 30 milliards de francs (contre 25 milliards en 1976), ni dans le secteur privé, où maintes entreprises n'ont pas retrouvé une capacité bénéficiaire normale.

D'un autre côté, comme le souligne le rapport de l'O.C.D.E. sur les « perspectives économiques » pour les prochains mois, le rythme de croissance à toutes échelles, en France, comme dans les autres pays européens, a été trop faible pour laisser espérer fil-croie une simple stabilisation du chômage à son niveau (élevé) actuel. De mesures « ponctuelles » en mesures « ponctuelles », le gouvernement ne va-t-il pas être entraîné à pratiquer, sans le dire, une politique de relance globale dont les premiers effets seraient probablement de compromettre la stabilité retrouvée du franc et donc d'accroître l'inflation ?

On dira que la baisse du dollar, que la monnaie française n'a pas suivie, laisse à cette dernière la fameuse marge dont a besoin M. Barra. Mais si le franc repartait le terrain qu'il vient de gagner sur le dollar, cela aurait pour conséquence de creuser dangereusement l'écart avec le deutschemark et, donc, de renchérir le coût de nos principales importations industrielles.

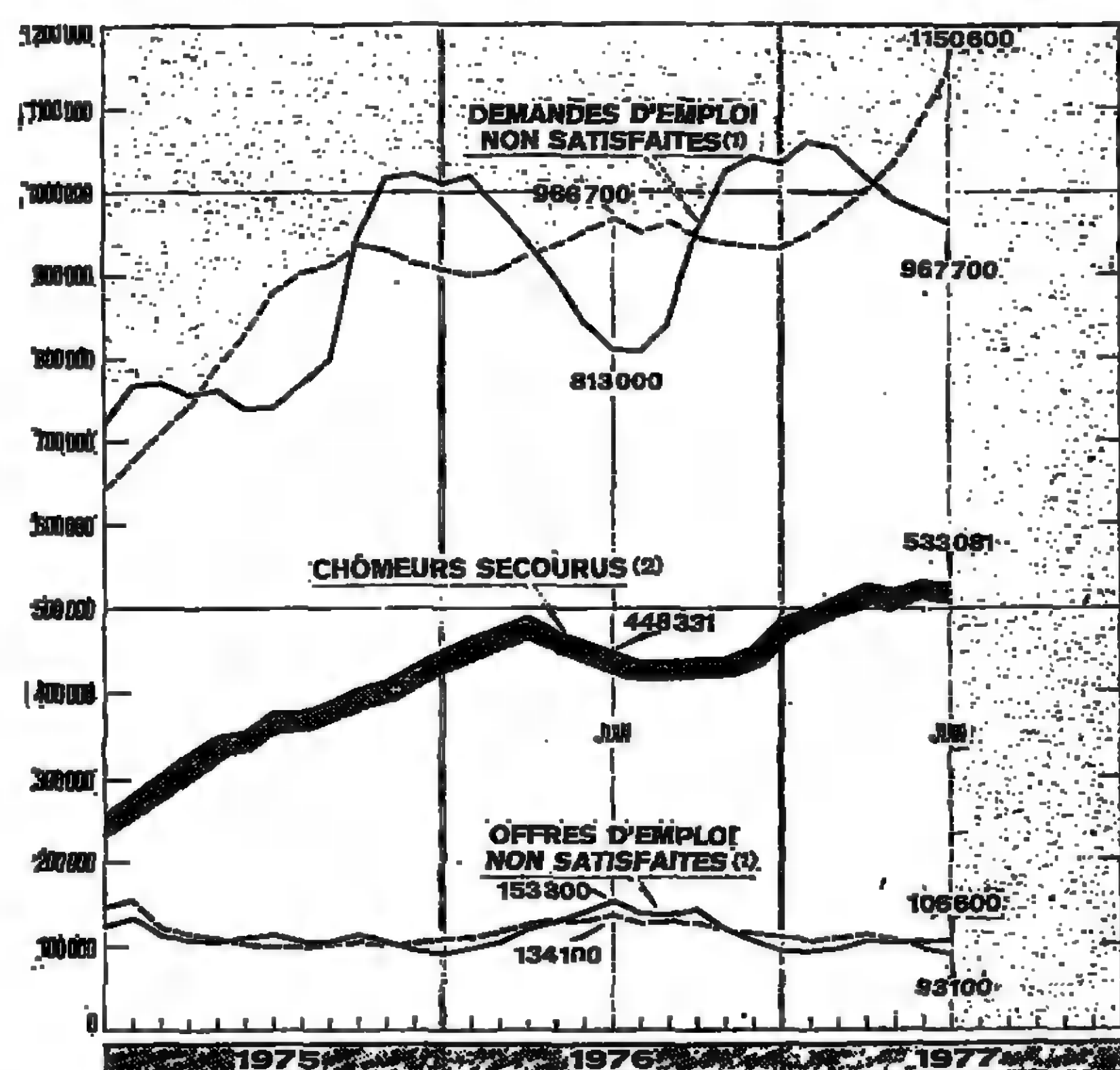
ALAIN JACOB.

Witold Ambrowicz



## EMPLOI

## Chômage record en données corrigées



(1) en données observées — après correction des variations saisonnières  
(2) d'après les statistiques publiées par l'INEDIC (caisses d'assurance chômage complètes)

« L'annonce de l'entrée en application des mesures pour l'emploi a conduit bon nombre d'entreprises à attendre le mois de juillet pour procéder à des embauches de jeunes et bénéficier pour celles-ci de l'exonération des charges sociales » : pour la délégation à l'emploi, cet attentisme explique en partie la forte dégradation de la situation de l'emploi au mois de juin, en données corrigées des variations saisonnières. On a enregistré 1 030 700 demandes non satisfaites — chiffre record, contre 986 700 en juin 1976 (+ 4,51 %) et 967 700 en mai 1977 (+ 19 %). Officiellement, on note aussi que les premières entrées de jeunes sur le marché du travail apparaissent « plus précoces » en juin 1977 qu'en juin 1976 (53 400, contre 44 800, soit + 17 %). En données brutes, on enregistre, en revanche, une légère baisse : 537 700 en juin, contre 574 100 en mai (- 6,3 %).

Les offres restent, elles, à un niveau très bas : 106 600 en juin, contre 153 900 en mai (données corrigées) ; 106 100 en juin, contre 105 100 en mai (données observées) : là encore, les chefs d'entreprise paraissent avoir attendu l'entrée en vigueur des mesures gouvernementales. Enfin, la délégation à l'emploi estime que « l'activité du marché du travail est plus forte que l'année dernière » : 220 500 placements ou annulations et 212 100 inscriptions en juin, contre respectivement 208 800 et 173 500 en juin 1976.

## Exporter la "maîtrise industrielle" permet aussi de créer des emplois en France

Le chômage, dans les pays européens, serait-il dû au fait qu'on a aidé les pays à bas salaires à équiper des usines dont la production est exportée aujourd'hui... en Europe ? C'est là une analyse à courte vue...

PARCE qu'ils ont peur pour l'emploi, les Français sont tentés par le protectionnisme sous toutes ses formes.

Ce qui vient de l'extérieur est considéré comme dangereux. À tort ou à raison, de ceux qui préconisent aujourd'hui, de contribuer au développement des pays nés.

Or ce développement est une entreprise à laquelle nous nous devons de participer parce qu'il y a de l'influence de la France, et particulièrement de son économie, et que, de surcroît, c'est l'un des moyens de créer des dizaines de milliers d'emplois dans un délai rapproché.

Dans le monde, de nombreux pays sont en train de s'équiper en entreprises industrielles. À l'est de l'Iran, les deux tiers de l'humanité de moins de vingt-cinq ans s'apprêtent à faire irruption dans la vie active. Alors que nous nous résignons à une petite croissance, la Corée du Sud, la Malaisie, les Philippines, et, ailleurs, le Brésil, l'Algérie et bien d'autres ne rêvent que de croissance à 10 % l'an.

Que nous le voulions ou non, des nouveaux venus sont décidés à saisir la chance que leur donne une certaine redistribution des ressources grâce à l'évolution des prix des matières premières et de l'énergie.

### La poésie de l'action politique

Dans une première étape, les pays en développement imaginent de vastes projets. La magie du gigantisme est une des formes de poésie de l'action politique. La croissance n'est pas ressentie comme une nécessité quotidienne mais comme la grande aventure de la nation.

Pour mettre en œuvre des plans ambitieux, les nouveaux présidents à la puissance industrielle font appel à des fournisseurs d'équipements occidentaux ou de l'Europe de l'Est. Des résultats positifs ont déjà été enregistrés, mais le progrès industriel est loin de correspondre à l'ampleur des investissements réalisés. Pourquoi ?

Parce que, pour faire fonctionner une entreprise et des usines, il ne suffit pas d'avoir un plan et des machines ; il ne suffit pas non plus d'avoir des hommes formés à la seule technique en cause. Il faut un ensemble complexe de connaissances techniques et d'organisation, de savoir-faire, dont la mise en œuvre combinée permet une véritable maîtrise industrielle.

Parce que les pays en cause ont cherché, par souci d'indépendance bien compréhensible, à s'adresser à des fournisseurs d'équipements en espérant qu'ils

construisaient des usines, qu'ils les traitaient en activité et que très rapidement les nationaux prendraient le relais, sans se rendre compte que les fournisseurs d'équipements ne sont pas ceux qui savent faire tourner les usines. Un fabricant de haut fourneau n'est pas un sidérurgiste capable de le faire fonctionner huit mille sept cent soixante heures par an.

Parce que les entreprises des pays fournisseurs n'avaient pas elles-mêmes une réelle habitude de la promotion de la maîtrise industrielle dans des pays sans grand passé industriel, dotés d'un main-d'œuvre à former rapidement, et extraordinairement pressés de rattraper un retard de quelques siècles.

Comment peut-on essayer de corriger ces inconvénients ?

Déjà, en 1938, le roi Ibn Saoud disait : « Que nos amis occidentaux, dont l'avis est précieux, ne se méprennent pas sur le sens de mes paroles... Je

par SILVÈRE SEURAT  
et MICHEL DRANCOURT (\*)

desire qu'ils viennent ici en professeurs, et non en maîtres. » Et, plus récemment, le responsable d'un projet d'un milliard de dollars nous confiait : « J'ai le désir de réunir autour de cette industrie naissante en mon pays une équipe incarnant le plus haut niveau d'expertise mondiale, mais j'ai aussi le devoir d'invoquer cette équipe à transmettre, dans les plus brefs délais, son expérience à mes compatriotes ».

La vraie demande apparaît ainsi. Elle s'articule autour de la capacité déployée par nos meilleures industries, allées subtil de comportements individuels et en groupe, mettant en œuvre une gamme continue de connaissances et d'expériences aussi bien techniques que de gestion, une gamme continue de technologies.

À l'évidence, le fournisseur privilégié de maîtrise industrielle, l'industriel naturel, est celui qui la possède, donc, par définition, un industriel d'un pays développé de même métier que l'industriel du pays en développement, un homologue confirmé parce que plus ancien. Seul il détient son savoir tous les éléments de la maîtrise. Seul il dispose d'usines analogues, de modèles d'organisation et de formation et de capacités d'accueil.

Est-il prêt pour autant à aborder ce nouveau marché ? Non, il est le mieux préparé pour le faire, ce qui ne signifie pas qu'il soit suffisamment préparé. On ne vend pas sa « manière d'être » aussi facilement qu'un produit de grande consommation. Et une réflexion profonde devra intervenir au sein des entreprises attirées par ces nouveaux marchés, portant aussi bien sur les avantages qu'elles en espèrent que sur les moyens à mettre en œuvre. Mieux connaître les attentes du marché, identifier les hommes « exportables », les préparer à cette nouvelle tâche, prévoir leur remplacement, définir sérieusement les champs de compétence, proposer un catalogue de prestations, étudier les prix de vente, organiser les réseaux commerciaux, telles sont les étapes inévitables que devra parcourir le candidat à cette nouvelle forme d'exportation.

## CONJONCTURE

## Baisse du dollar et compétitivité de l'industrie américaine

Le dollar n'a cessé depuis plus de trois semaines de s'affaiblir vis-à-vis des monnaies les plus fortes, en particulier le D.M. et le yen. Cette nouvelle situation est inquiétante, compte tenu de la réaction qui existe entre la parité du dollar et l'inflation mondiale. On peut, en effet, soutenir qu'une dépréciation soutenue de la monnaie américaine correspond dans le moyen terme à une accélération de la croissance des prix mondiaux et inversement, les causes de cette liaison étant multiples :

■ La spéculation à la baisse du dollar se traduit par la vente de cette devise

de circulation sur ce marché (c'est-à-dire une augmentation de la part des euro-dollars créés par des prêts interbancaires) puisque le secteur privé s'est délesté d'un montant de dollars au bénéfice des banques centrales.

On peut encore ajouter que la faiblesse du dollar a tendance à encourager la consommation mondiale puisque le nombre de matières premières, et notamment le pétrole, ont leurs prix exprimés en dollars et qu'il en va de même pour de nombreuses factures. Ainsi, pour la France, la dépréciation de 1 % de la monnaie américaine s'accompagne-t-elle d'une économie de

compétitivité, mesurée par leur part dans les exportations mondiales de produits manufacturés, s'est sensiblement améliorée depuis 1972, avec un léger ralentissement en 1976. Cette part s'élevait à 19,2 % en 1972, 19,5 % en 1973, 20,3 % en 1974, 21,3 % en 1975 et 20,5 % en 1976.

Sur la base des échanges avec les pays industrialisés pris dans leur ensemble, il n'y aurait donc aucune raison pour que le dollar se déprécie et toute appréciation des monnaies fortes peut, en conséquence, être considérée comme une aide fournie par les pays concurrencés aux États-Unis pour supporter le poids de l'ajustement de leur balance commerciale aux besoins d'énergie américains.

La baisse du dollar, si elle est profitable aux États-Unis, est en relative opposition avec la rôle prépondérant que joue toujours cette monnaie dans le système monétaire international. Le dollar est toujours le principal moyen de réserves internationales, le principal moyen d'intervention des banques centrales sur les marchés, des échanges et, enfin, le principal moyen de règlement, ce qu'illustre le tableau ci-dessous.

À entendre les Américains et les experts de l'O.C.D.E. le déficit de la balance commerciale des États-Unis soutient la relance de l'économie mondiale, facilite l'ajustement des déséquilibres des balances des autres pays entraînés par la crise du pétrole et pourvoit au recyclage des pétrodollars. Ils font remarquer aussi que la balance américaine des invisibles est en surplus contrairement à la plupart des pays industrialisés.

Il reste cependant que vis-à-vis de chacun de ses principaux partenaires économiques que sont le Canada, le Japon et l'Allemagne fédérale, les États-Unis présentent des déficits commerciaux tels que la spéculation à la baisse du dollar, en faveur notamment du yen et du deutschemark, est inévitable (le déficit avec le Japon s'élevait à 6,5 milliards de dollars en 1976 et 7 milliards au premier trimestre 1977 en taux annuel).

BERNARD HUGONNIER,  
économiste du B.I.P.E. (Bureau d'Informations et de Prévisions Économiques).

(1) Cet argument vaut également pour le marché des euro-obligations libellées en dollars.

## BALANCE COMMERCIALE DES ÉTATS-UNIS PAR ZONES

	OPEP	Autres pays (a et b)	(a) Pays industrialisés	(b) Pays en voie de développ.	TOTAL
1971.....	- 1	- 1	- 3	2	- 2,3
1972.....	- 1,5	- 5	- 6	1	- 6,4
1973.....	- 4	- 5	- 1,5	5,5	- 0,5
1974.....	- 17,5	- 12	- 10,5	8,5	- 20
1975.....	- 21	- 11,5	- 10,5	6,0	- 36,5

Source : Trésor américain.

par le secteur privé aux banques centrales en échanges d'autres monnaies. Cela a deux effets : d'une part, gonfler la masse monétaire dans les pays extérieurs aux États-Unis, ce qui, par le biais d'une augmentation du revenu nominal, entraîne des pressions inflationnistes ; d'autre part, promouvoir la croissance des réserves internationales qui facilite une relance de l'inflation (le décalage entre ces deux phénomènes s'établissant entre douze et dix-huit mois).

■ Les banques centrales détentrices de nouvelles réserves en dollar placent ces derniers en achetant des bons du trésor américain.

■ Sur le marché de l'eurodollar on constate deux phénomènes d'une part, une augmentation de la demande de nouveaux prêts puisque les remboursements sont d'autant moins élevés que le change du dollar est faible (1) ; d'autre part, une accélération de la vitesse

de 600 millions de francs sur la facture pétrolière.

La faiblesse du dollar est-elle justifiée ? Le déficit de la balance commerciale des États-Unis connaît à l'heure actuelle des sommets jamais égalés (28 milliards de dollars au premier trimestre 1977 en taux annuel). Mais, font remarquer les Américains, si on considère les résultats des échanges avec, d'un côté, les pays de l'OPEP et, d'un autre, les autres pays, on s'aperçoit que ce déficit n'est que le reflet de l'accroissement considérable des importations américaines de pétrole, et non pas le résultat d'une perte de compétitivité de l'industrie américaine. Les importations de pétrole des États-Unis sont, en effet, passées de 6,45 milliards de barils par jour en 1973 à 9,38 milliards au premier trimestre 1977, alors que, dans le même temps, le prix du baril augmentait de 38 %, conduisant à un accroissement de la valeur des importations de pétrole de 525 %. Les États-Unis ajoutent que leur

### PRÉPONDERANCE DU DOLLAR DANS LE SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Pourcentage de réserves officielles mondiales détenues sous forme de dollar (1)	35,8	48,4	48,2	49,5	46,4	44,2	—
Pourcentage des euro-dollars dans le marché des euro-devises (2).....	81	76	78	72	77	78	73
Pourcentage des obligations internationales émises en dollar (2).....	78,4	85,5	82,6	87,4	82,5	81,4	82,4

Sources : (1) F.M.I.  
(2) Morgan Guaranty Trust.  
Non disponible

## HABITAT

## Des chances nouvelles pour l'industrie du bâtiment

À la quasi-stabilisation de la demande de logements neufs en France pendant les prochaines années, et les exigences de qualité de plus en plus souvent formulées par les candidats au logement, offrent à l'industrie une chance de participer très activement à la mutation de l'habitat qui semble vouloir se dessiner. C'est ce qu'affirment les économistes du groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, dans une étude publiée dans leur dernière lettre trimestrielle.

Les à-coups conjoncturels constatés ces dernières années — notamment le boom inflationniste des années 1972 et 1973 — rendent délicates toutes prévisions à moyen terme sur le nombre des logements qui seront construits. Un examen du marché — stocks, demande de remplacement — et de l'évolution démographique, amène les experts de S.G.P.M. à retenir pour la France l'hypothèse d'une courbe de construction annuelle se situant au gré des fluctuations conjoncturelles entre 450 000 et 500 000 logements par an, et sans doute plus près de 450 000, alors que l'extrapolation de la ligne de tendance est conduite à prévoir une moyenne de

quelque 570 000 logements par an durant la période 1976-1982.

À quelque chose malheur est bon. Cette quasi-stagnation, qui n'est pas propre à la France, devrait permettre, toutes choses égales par ailleurs, une « économie » de 14 milliards, dont une partie au moins devrait pouvoir être consacrée à l'accomplissement du mouvement vers la qualité. « Mais au-delà des éléments de confort, c'est la conception globale de l'habitat qu'il faut repenser. »

Lourde tâche puisqu'on a constaté qu'à un côté est rejetée une certaine manière de construire, symbolisée par les barres alignées le long d'un chemin de crue, ou par le perchage de blocs ou de façades préfabriquées uniformes, manière de construire qui représente dans l'esprit de beaucoup « l'industrialisation des bâtiments » ; et que, d'un autre côté, la rareté de la main-d'œuvre qualifiée, la révolution du travail sur chantier, excluent un retour à une sorte d'artisanat : on ne peut pas construire « comme avant », sans à un prix prohibitif, pour des constructions exceptionnelles. Ce qui amène les économistes de S.G.P.M. à affirmer : « Dans l'habitat comme en tout autre domaine, il faut optimiser. »

L'industrie peut jouer un rôle dans cette mutation en créant des matériaux nouveaux ou des composants de bâtiments (blocs-portes ou fenêtres, escalier, etc.). Ce qui nécessiterait probablement une augmentation de la part des produits industriels dans le prix des logements. Au-delà, concluent les auteurs de l'étude, « l'industrie peut aussi contribuer à l'évolution de l'habitat en développant, dans toute la mesure du possible, les bienfaits du « calcul économique ». De plus en plus, l'acheteur se préoccupe du prix du logement en englobant pris d'achat et coût d'entretien. Les hypothèses mises au point par l'industrie de l'isolation pour optimiser la dépense affaiblissent à cet équipement (calcul de l'équivalent rentable d'isolation) sur un exemple caractéristique à cet égard : elles pourraient sans nul doute être transposées à d'autres domaines. »

### JOURNÉE D'ÉTUDE ESLSA GÉRER DIFFÉREMENT LES CADRES DANS L'ENTREPRISE : POURQUOI ? COMMENT ?

Pour recevoir le compte rendu, joindre un chèque de 80 F établi à l'ordre de :  
B.D.E.-ESLSA  
1, r. Bougainville 75007 Paris  
Tél. : 351-74-10.

(\*) Respectivement président de Syntex Organisation et Formation, et vice-président délégué de l'Institut de l'Entreprise.

مكتبة الأصل



# EN ILE-DE-FRANCE

## LA BATAILLE POUR LES ESPACES VERTS

A propos de  
LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION  
DES LOCAUX COLLECTIFS RÉSIDENTIELS

### Des lieux où vivre ensemble

LES habitants des grands ensembles se plaignent souvent de ne pas disposer de lieux où se rencontrer, pas de place publique, pas de cafés dans ces nouveaux immeubles. Les locaux collectifs résidentiels créés voici dix-sept ans avaient pour objet de répondre à ce besoin. Après de nombreux tâtonnements juridiques, une nouvelle réglementation devrait permettre aux locaux collectifs de remplir véritablement leur mission.

Les locaux collectifs résidentiels (L.C.R.), ces mètres carrés offerts aux associations d'habitants dans les ensembles de logements, sont des locaux collectifs dans les groupes de logements H.L.M. de plus de deux cents logements. Par ailleurs, ces locaux seront désormais livrés aménagés à leurs bénéficiaires. La nouvelle réglementation du 28 avril 1977, publiée au Journal officiel du 24 juin, met fin à une longue mise au point juridique.

Créés en 1960, les premiers « mètres carrés sociaux » devaient permettre de favoriser la naissance d'une vie collective dans les grands ensembles anonymes qui poussaient un peu partout dans les banlieues. Pour chaque tranche de cent logements, 30 mètres carrés étaient ainsi offerts aux habitants. Rendus obligatoires en 1965 (un mètre carré par logement), ils devenaient facultatifs en 1968. La nouvelle réglementation technique qui entra alors en vigueur se contenta, en effet, de conseiller leur réalisation.

En 1971, la réglementation se fait plus précise, mais les locaux collectifs résidentiels ne sont toujours pas obligatoires en dépit de la circulaire du 15 décembre 1971, qui reconnaît : « Parmi les équipements collectifs dont les ensembles d'habitation doivent être dotés, les équipements socio-culturels ont une importance particulière : leur présence est, en effet, l'une des conditions du développement de la vie sociale. Les locaux collectifs résidentiels sont une base privilégiée pour exercer la fonction d'accueil et favoriser la naissance de la vie de groupe. » Les organismes constructeurs qui « doivent prévoir la réalisation systématique des L.C.R. » n'y sont cependant pas contraints. La réglementation de 1971 se contente de les y encourager financièrement en intégrant dans la détermination des prix de

revient des logements H.L.M. une majoration de la surface habitable d'une superficie de 0,75 mètre carré par logement si les locaux collectifs sont réalisés.

En 1977, constatant que ces recommandations n'avaient pas été suivies d'effet, puisque les L.C.R. n'existent que dans 30 à 40 % des ensembles d'habitation où ils seraient nécessaires et que, d'autre part, les L.C.R. sont parfois inutilisables en raison d'une absence d'aménagement et d'une qualité médiocre, le ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire a décidé de remédier à cet état de choses.

Les L.C.R. sont désormais obligatoires dans toutes les opérations H.L.M. de plus de deux cents logements et dans toutes les zones d'aménagement concerté (ZAC), quelle que soit leur importance. Leur réalisation n'est que recommandée dans les ensembles H.L.M. de plus de cinquante logements et dans tout ensemble immobilier, quel que soit son mode de financement. D'autre part, les L.C.R. seront livrés équipés et aménagés aux habitants des immeubles ; enfin les occupants d'un groupe d'habitation seront informés des possibilités que leur offrent ces locaux.

Une enquête réalisée en 1970, sur l'initiative de la Caisse nationale d'allocation familiale, sur cent cinquante ensembles, avait prouvé que les L.C.R. étaient « activement et efficacement utilisés », dès lors qu'un certain nombre de conditions étaient réunies. Les habitants des grands ensembles qui se voyaient parfois offrir des locaux inutilisables en raison de leur médiocrité ne verront que des avantages à une telle réforme et pourront commencer à pratiquer cette démocratie associative dont ils ressentent le besoin.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

### TÉMOIGNAGES

#### Rendez-nous le Champ-de-Mars

M. Hugues Monod, de Paris, nous écrit :

Je voudrais poser une question à nos édiles parisiens. Qu'entendent-ils par « espace vert » ? Est-ce un jardin où les gens peuvent se reposer, flâner, où les enfants peuvent jouer sans crainte de voir leur ballon rouler sous une voiture, faire du vélo sans se faire renverser, courir librement ? Je crois que non. L'espace vert est bien vert, mais il n'est pas fait pour le public, et ces réservations désignées ne sont que des îlots de verdure au milieu d'un désert de béton. Les parcs de Paris : le Champ-de-Mars.

Je ne suis pas seul à m'insurger contre l'aspect actuel de ce magnifique parc : les riverains sont écœurés, les touristes ironiques, les pelouses sont entourées de barrières dites « de sécurité », de façon à en interdire l'accès, et pour décourager le ténérisme qui voudrait photographier la tour Eiffel de face on installe, du matin au soir, des jets d'arrosage qui arrosent un peu le gazon, mais surtout les allées qui sont transformées en marécages. Si, par précaution, vous regardez où vous mettez les pieds, vous risquez fort d'être douché par le jet tournant

qui passe juste au-dessus de vous à ce moment. Il est pratiquement impossible d'aller de l'avenue de la Bourdonnais à l'avenue de Suffren autrement que par les grandes avenues transversales dont les trottoirs et l'asphalte sont bien souvent ruisselants. Qu'on ne vienne pas nous dire de surcroît que l'eau est chère, rare, et qu'il faut l'économiser. Quel déluge chaque jour ! Quand le gazon qu'à la campagne on décongeait fortement l'arrosage aux heures chaudes de la journée. Il est vrai qu'on est à Paris.

Les cars ont beau déposer les étrangers au pied de la Tour, ils vont se promener plus loin puis qu'on ne leur laisse aucune liberté. Je sais bien qu'il y a des exécs : les papiers gras par dizaines, les papiers de football qui rament le gazon, les bosquets transformés en lieux d'aisances ; mais de là à empêcher les gens de profiter d'un des rares endroits encore plaisants de la capitale, il y a de quoi transformer en grincheux les plus paisibles, ce qui est fait.

Il y a vingt ans, des centaines d'enfants jouaient chaque jour au ballon sur le Champ-de-Mars, qui se portait fort bien. L'évolution urbaine fait qu'il n'y a presque plus d'enfants et il semble que le Champ-de-Mars se porte mal !

#### Une autre « Vallée-aux-Loups »

Après l'article consacré aux espaces verts dans le *Haut-de-Seine* (le Monde daté 24-25 mai), nous avons reçu de M. Jean-François Merle, maire adjoint de Châtigny-Malabry (Hauts-de-Seine), cette précision :

Vous avez mentionné l'ouverture du parc départemental de la Vallée-aux-Loups comme figure parmi les réalisations de l'assemblée départementale.

En fait, si l'achat des terrains devant former ce parc a été entamé il y a plusieurs années, tandis que le domaine de Châteaubriand était légué en viager au département par le ministre de l'Équipement, Mme Le Savoureux, rien n'a été entrepris pour l'aménagement, l'entretien et l'ouverture des terrains situés hors de la propriété de Châteaubriand, lesquels servent, à l'occasion, de dépôt d'ordures sauvages.

La municipalité de Châtigny-Malabry et les élus de gauche au conseil général sont intervenus à maintes reprises auprès de l'assemblée départementale pour que les crédits nécessaires à l'ouverture rapide de cette partie du parc soient dégagés, ce qui permettrait d'offrir aux habitants

de la région parisienne un nouvel espace de détente et de loisirs. Une campagne de pétitions, à l'initiative de la municipalité, a recueilli plus de cinq cents signatures de « deux » demi-journées. Nous sommes malheureusement obligés de constater que nous n'avons pas encore été suivis sur ce point (...)

### DANS LES HUIT DÉPARTEMENTS

#### Brancusi hors les murs

L'ATELIER du sculpteur Brancusi que l'on a reconstruit sur la place Beaubourg, au pied du Centre Georges-Pompidou (le Monde du 15 juillet), a suscité une polémique. Le ministre de la Culture, M. Jacques Krieger, député U.D.R. de Paris, avait évoqué auprès du ministre de la culture et de l'environnement, le député, a été classé en zone d'édification à ce qui fait qu'aucun permis de construire ne peut y être demandé pour y édifier un quelcon-

que bâtiment. Or, voici qu'on y voit apparaître « ce que l'on appelle l'atelier Brancusi », un édifice peu élégant et qui semble destiné à abriter des expositions temporaires. Le Centre Georges-Pompidou n'est-il pas suffisamment vaste, demandait en substance M. Krieger, pour qu'il soit nécessaire d'accompagner des manifestations d'art de prestige ? Réponse embarrassée du ministre de la culture dans le *Journal officiel* du 15 juillet : il écrit notamment : « L'atelier Brancusi qui se compose d'une structure métallique légère, installée sans fondation, constitue un équipement dont la durée sera limitée à vingt-cinq ans maximum... S'agissant d'une occupation temporaire, la construction n'est soumise à aucune autorisation de construire, et l'autorisation d'installation de l'atelier Brancusi a été délivrée par le préfet de Paris dans les conditions prévues par le code de l'urbanisme. »

L'implémentation de l'atelier Brancusi était soumise cependant à l'autorisation du ministre chargé des monuments historiques au titre de la protection des abords de l'église Saint-Merri, édifice classé. Cette autorisation a également été donnée par lettre du 27 janvier 1977.

### EQUIPEMENT

#### TRANSPORTS

#### Le nouvel accord des Bermudes devrait permettre une baisse des tarifs aériens transatlantiques

Washington (A.F.P.). — Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont signé, samedi 23 juillet, aux Bermudes un accord sur les liaisons transatlantiques qui remplace le texte élaboré en 1946. Une baisse des tarifs aériens sur l'Atlantique est attendue. Les deux pays se sont accordés sur une meilleure organisation des vols qui devrait permettre d'augmenter le taux de remplissage (actuellement de 60 % sur ces liaisons), donc de rendre possible une baisse du prix. La compagnie aérienne britannique British Airways a annoncé dès le lendemain une réduction de 17 % du prix du billet aller-retour Londres-New-York à partir du 1<sup>er</sup> septembre prochain. Un porte-parole a précisé que cette réduction avait été décidée pour concurrencer la compagnie de charters britannique Laker, dont la navette aérienne (skytrain) à bon marché entrera en service entre Londres et New-York à la fin du mois de septembre.

L'accord, signé aux Bermudes par M. Brock Adams, secrétaire américain aux transports, et par M. Patrick Shovelton, secrétaire adjoint au commerce britannique, est destiné à offrir « un service aérien international sûr, adéquat et efficace », a affirmé le président Carter dans un communiqué. Le texte prévoit l'ouverture de nouvelles lignes entre la Grande-Bretagne et les États-Unis par les compagnies américaines et les compagnies britanniques.

Quatre-vingt-quatorze infractions en Manche. — Quatre-vingt-quatorze infractions à la nouvelle réglementation de la circulation des navires dans la Manche (le Monde du 16 juillet) ont été verbalisées en une semaine, déclarent les autorités maritimes de Cherbourg, qui font ce commentaire : la grande majorité des bâtiments empruntant le pas de Calais appliquent correctement les nouvelles règles ; le nombre des contrevenants a considérablement diminué depuis que la surveillance est renforcée.

Un Fonds européen d'immobilisation des péniches. — La Commission européenne a approuvé l'institution d'un Fonds européen d'immobilisation de la navigation intérieure, auquel participent certains États membres de la C.E.E. et la Suisse. Ce fonds a pour objectif de financer les immobilisations temporaires de trente mille péniches actuellement en circulation sur les fleuves et canaux européens quand l'offre de transport par eau dépasse la demande. Les entreprises de transport fluvial devront verser une cotisation obligatoire en fonction du tonnage ou de la puissance du moteur. — (A.F.P.)

une usine de fourrure synthétique à Lourdes-du-Blanc-Sablon, localité située à 1500 kilomètres de Montréal dans la zone de chasse des bêtes phoques. L'usine coûtera 3,5 millions de dollars récents par une souscription mondiale et fournira du travail à quatre cents pêcheurs qui s'engageront à ne plus tuer de bêtes phoques.

#### Environnement

Une usine pour sauver les bêtes phoques. — L'écologiste suisse Fritz Weber et le ministre de l'Industrie du Québec se sont mis d'accord pour installer

### TOURISME

#### La situation du Palais de la Méditerranée à Nice

Les employés obtiennent une saisie-arrêt sur les biens de la société

M. Hugues, vice-président du tribunal de grande instance de Nice, statuant en référé, a fait droit, par une ordonnance rendue lundi 25 juillet, aux demandes de saisie-arrêt et de saisie conservatoire sur les deniers et les biens du palais de la Méditerranée, qu'avaient présentées les employés de jeux de l'établissement, pour obtenir le paiement du solde de leurs salaires de juin.

Un huissier devait se présenter, ce lundi, à 15 heures, au Palais de la Méditerranée, pour l'ouverture des coffres et la saisie des meubles meublants « jusqu'à concurrence des sommes dues, soit 675 000 F. Les nouveaux responsables du Casino n'ont pas versé, le 15 juillet, au personnel des jeux — normalement payé sur les pourboires laissés par la clientèle — qu'un acompte de 40 % en invoquant une situation financière difficile.

De notre correspondant régional

Nice. — Les syndicats des employés des jeux C.G.T. et F.O. avaient rencontré le maire de Nice, M. Jacques Médecin, secrétaire d'Etat au tourisme, samedi 23 juillet, pour lui demander quelles mesures il comptait prendre afin de maintenir en activité le Palais de la Méditerranée (le Monde du 23 juillet). M. Médecin leur avait indiqué qu'il intervenait auprès de la direction actuelle du casino pour qu'elle dépose sans retard une demande de renouvellement de son autorisation des jeux.

Le maire de Nice avait d'autre part démenti les propos que le syndicat des hôteliers lui avait attribués à propos d'un réaménagement immédiat du Palais de la Méditerranée en suite de controverses et d'expositions. (1). M. Médecin a précisé à ses interlocuteurs qu'il avait tout simplement fait faire une étude sommaire par un architecte pour restaurer le palais, en transférant notamment les jeux du

premier étage au rez-de-sous-sous, et je ferai tout ce que je peux pour que le casino ne ferme pas. A promis M. Médecin, qui s'est toutefois interdit de s'immiscer dans la gestion d'une société privée.

Au terme de cette entrevue, le personnel du Palais auquel étaient joints des employés de deux hôtels de la promenade des Anglais, le Royal et le West End, sur lesquels pèse une menace de fermeture (liée à la reconstruction immobilière de l'ensemble qu'ils forment avec le palais) a défilé de la mairie au siège du syndicat F.O. des employés de jeux.

GUY PORTE.

(1) M. Maura, président du syndicat des hôteliers, nous a indiqué qu'il a communiqué par deux fois au lendemain de l'entrevue d'une délégation des hôteliers avec M. Médecin, avant d'être publié avec l'accord du maire de Nice.

### STRUCTURE

#### et compétitivité ricaine

Le marché immobilier de la zone de la gare d'Orléans, à Paris, est en pleine effervescence. Les promoteurs immobiliers se disputent les terrains situés entre la gare et le boulevard de la Chapelle. Les prix sont élevés, les transactions nombreuses. Les investisseurs cherchent à profiter de la situation pour réaliser de bonnes affaires.

I ZONES

Zone	Superficie (ha)	Valeur (F)
1	100	100 000 000
2	200	200 000 000
3	300	300 000 000
4	400	400 000 000
5	500	500 000 000

Le marché immobilier de la zone de la gare d'Orléans, à Paris, est en pleine effervescence. Les promoteurs immobiliers se disputent les terrains situés entre la gare et le boulevard de la Chapelle. Les prix sont élevés, les transactions nombreuses. Les investisseurs cherchent à profiter de la situation pour réaliser de bonnes affaires.

RÉPONSE AU DOLLAR  
EXTREME MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Monnaie	1971	1972	1973	1974
Dollar	100	100	100	100
Franc	6,55	6,55	6,55	6,55
Mark	3,36	3,36	3,36	3,36
Yen	360	360	360	360

### HABITAT

#### nouvelles pour l'industrie du bâtiment

Le marché du bâtiment est en pleine effervescence. Les promoteurs immobiliers se disputent les terrains situés entre la gare et le boulevard de la Chapelle. Les prix sont élevés, les transactions nombreuses. Les investisseurs cherchent à profiter de la situation pour réaliser de bonnes affaires.

SEA

Zone	Superficie (ha)	Valeur (F)
1	100	100 000 000
2	200	200 000 000
3	300	300 000 000
4	400	400 000 000
5	500	500 000 000











## ARTS ET SPECTACLES

## LA MORT DE JEAN SALUSSE Cinéma

Ce que les journalistes appelaient un roman-fleuve, l'interminable roman-fleuve de l'Opéra vient de s'achever, momentanément, sur un chapitre tragique, par le suicide de Jean Salusse, président du conseil d'administration de la Réunion

des théâtres lyriques nationaux (R.T.L.N.) et directeur de la Casse des monuments historiques (« Le Monde » daté 24-25 juillet). Il faut au moins rappeler qu'un autre chapitre de cette histoire s'était conclu par la mort d'un homme, René Nicolay,

qu'une crise cardiaque, provoquée par sa lutte épuisante pour empêcher — déjà — la fermeture de l'Opéra, avait foudroyé, en 1971. Le palais des rêves est aussi une machine à broyer les hommes.

## Avant un dernier effort de conciliation

D'autres diront ce que fut la carrière de cet ancien élève de l'École nationale d'administration, maître des requêtes au Conseil d'Etat, dont l'action a marqué la Casse des monuments historiques, mais on s'attachera surtout à son rôle de président du conseil d'administration de l'Opéra où il faut chercher l'origine du drame.

C'est le 11 décembre 1974 qu'il avait été nommé à ce poste, succédant à M. Hourcade, ayant atteint la limite d'âge. Un mois après, M. Viguerie, directeur des services administratifs et financiers de la R.T.L.N., démissionnait en raison du refus de M. Rolf Liebermann, administrateur de l'Opéra, d'appliquer le plan de réforme de la gestion qu'il avait proposé.

Il faut ici brièvement rappeler la structure de la R.T.L.N. C'est un établissement public à caractère industriel et commercial, comprenant deux théâtres : l'Opéra et l'Opéra-Studio. Le président du conseil d'administration assure la direction de l'établissement, aidé par un directeur des services administratifs et financiers, placé sous son autorité. Mais l'administrateur de chacun des deux théâtres assure la gestion et la direction de l'ensemble des services propres au théâtre dont il a la charge (J.O. du 2 janvier 1975).

Il y a donc deux autorités, dont la première s'exerce sur un domaine plus vaste qu'un domaine donné (l'Opéra), mais étant donnée l'énorme disproportion de budget et d'activité

entre l'Opéra et l'Opéra-Studio, on aboutit obligatoirement à une dyarchie, à l'Opéra, qui risque de tourner en conflit d'autorité. La démission de M. Viguerie, théoriquement attaché à la R.T.L.N., mais travaillant en réalité à 90 % pour le palais Garnier, en fournissait la preuve.

Jean Salusse n'étant pas homme à se contenter de donner la parole au cours des conseils d'administration, remplaçant lui-même M. Viguerie pendant quelque temps pour analyser la crise et proposer un plan de réforme de l'Opéra, il proposait au conseil (« Le Monde » du 25 juin 1975), en pleine grève des machinistes, un véritable discours-programme (révision des conventions collectives, prospective immobilière et technique, politique de diffusion, politique professionnelle et sociale) entièrement approuvé par M. Jean Macheu, directeur de la musique au secrétariat de la culture, programme préfigurant les accords de juillet 1976. En même temps, le conseil d'administration exigeait que le personnel assume les fonctions régalières de l'établissement, à l'Opéra bénéficiant de l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 10 %, ce qui mettait fin à la grève.

Quelques temps après, M. Bloch-Lainé était chargé d'une mission de réflexion sur la R.T.L.N. par le ministère des finances, et le mandat de M. Liebermann prolongé jusqu'en 1980.

En mars 1976, à nouveau les nuages s'amoncelèrent avec la grève des machinistes, qui oblige à annuler le gala offert par le président de la République, coïncidant avec une augmentation prévisionnelle du budget 1976 de 32 millions de francs (en tout, 128 828 000 francs, soit plus du double du chiffre de 1975).

On connaît la suite : la lettre de M. Ohlrac, alors premier ministre, les négociations menées au pas de charge sous la menace d'une liquidation définitive de l'Opéra, le succès de Jean Salusse sauvant en extrême les accords en promettant aux danseurs révoqués l'attribution de corps de ballet, contre l'avis de M. Liebermann (« Le Monde » daté 26 mai, 1<sup>er</sup> et 23 juin, 8, 10 et 11 juillet 1976).

Pour le président du conseil d'administration, il s'agissait de savoir si, maintenant, ce qu'était l'Académie nationale de musique au dix-septième siècle peut devenir une institution nationale de l'art lyrique et chorégraphique correspondant à une unité de la société moderne avec ses règles logiques, rationnelles, raisonnables de fonctionnement et non plus cette absence de règles qui la caractérisait jusqu'alors.

La tension semblait retomber et M. Liebermann se conformait à un budget amputé de 3 millions de francs, qui devait être reconstruit avec les augmentations inévitables dues à l'inflation jusqu'en 1980. Mais le climat de ses relations avec Jean Salusse ne cessait de se détériorer. Le conseil d'administration du 1<sup>er</sup> mars dernier faisait apparaître une situation bloquée, dans le domaine de la danse notamment où l'administrateur protestait contre toute dérogation à l'application des règles de son contrat.

M. Liebermann s'ingéniait par ailleurs du rapport de M. Bloch-

Lainé, déposé en janvier chez le premier ministre, et dont il rendait responsable le président du conseil d'administration. Des bruits concordants indiquaient qu'il souhaitait le non-renouvellement du mandat de Jean Salusse le 11 décembre prochain. Dans une interview au Point (le 9 mai), après avoir rendu hommage au précédent directeur, celui-ci, « un homme d'exception qui m'a laissé toute liberté de gouverner le navire », déclarait au sujet de sa propre succession : « Si on engage un Français, plus capable de tout l'apport juridique créé pour moi : conseil d'administration, président, etc. »

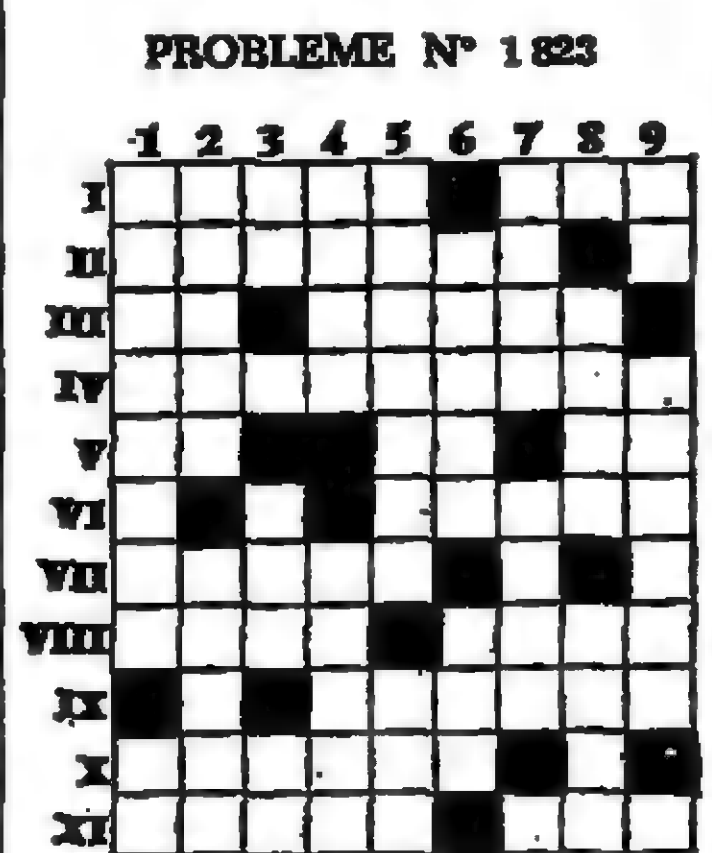
Le 13 juillet dernier, le comité d'entreprise de la R.T.L.N. prenait position sur la réorganisation de l'Opéra en exigeant, au contraire, le maintien du conseil d'administration et de son président.

Le même jour, une note émanant des bureaux de M. Liebermann, parvenue au ministère de la culture, elle accusait Jean Salusse de cumul, « selon un système méthodiquement appliqué », les notes de frais qui lui sont versés au cours de ses voyages incessants par les différents organismes dont il s'occupe : la Casse des monuments historiques, la R.T.L.N., l'Association des centres culturels, le Centre de recherche et de création artistiques, le Conseil international des monuments historiques et des sites.

A cela, Jean Salusse répondait que « tous ces voyages se succèdent de façon logique et sans recoupement », — ce qui est exact, — « à l'exception d'un voyage Paris-Salon-Paris (576 F) » que tous les autres voyages peuvent expliquer, et qui justifiait de façon détaillée tous les remboursements de frais réalisés par les différents organismes.

## AUJOURD'HUI

## MOTS CROISÉS



## HORIZONTALEMENT

I. Avec lui, on a beau jeu ; Corps gras. — II. La vue de la brasse suffit à le faire fondre. — III. Abréviation ; Egalément. — IV. S'évaluent en tas ou en masses. — V. Désigne un chef chapeau ; Signe musical ; Symbole chimique. — VI. Massif. — VII. Donné un accompagnement flûté ; — VIII. Fit un travail attachant ; Soufflé. — IX. Vaches ou simple ; — XI. Se fait traîner ; Suite de points et de traits.

## VERTICALEMENT

I. Creuse de profonde fosse que le temps ne parvient pas toujours à combler ; Trou normand. — II. Laisse passer certaines choses ; Vieilles on ne peut plus intéressées. — III. Conjonction ; On y taille de nombreuses bavettes ; Frit ; Le Veau. — IV. Remorquer ; Plus en place. — V. Localité de France ; Orientation. — VI. On y voit rouge ; Redouté. — VII. Culture archaïque ; Gambetta, pour ses intimes. — VIII. Début d'un plein récit ; Pour ainsi dire interdit.

## Solution du problème n° 1232

## Horizontalement

I. Monnaie. — II. Union ; Nil. — III. Radis ; Tri. — IV. Sésia. — V. Trieste. — VI. Test ; RP. — VII. Soignée. — VIII. Lear ; SS. — IX. Brassière. — X. Bal ; Ut. — XI. Berceuse.

## Verticalement

I. Mur ; T ; Abbé. — II. Onegres ; Ra. — III. A ; Nid ; Isolais. — IV. Noisettes. — V. Antilles ; Tasse. — VI. St ; Irad. — VII. Entiers. — VIII. Ira ; Ferra. — IX. Fil ; Sère.

GUY BROUTY.

## MÉTÉOROLOGIE

## SITUATION LE 25 JUILLET A 0 h G.M.T.



## PRÉVISIONS POUR LE 26-27 DÉBUT DE MATINÉE



## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 24 juillet 1977 :

## UN DÉCRET :

● Modifiant le décret n° 88-928 du 24 octobre 1983 relatif à l'attribution de primes de service aux personnels des établissements nationaux de bienfaisance, des hôpitaux psychiatriques autonomes et des instituts nationaux de jeunes sourds et de jeunes aveugles.

## UN ARRÊTÉ :

● Portant interdiction de la vente de certaines espèces de gibier de montagne.

## Formation

● Le Centre de formation des journalistes précise que ses bureaux sont installés à l'École de la Presse, 10, rue de la Harpe, Paris-5<sup>e</sup>, pour les inscriptions à l'examen d'admission, tous les jours, sauf le samedi, de 9 heures à 18 heures et de 14 heures à 18 heures, jusqu'au vendredi 2 septembre inclus. L'examen se déroulera les 7 et 8 septembre.

## « New Mexico », de Sam Peckinpah

Sorti en 1961 dans son pays d'origine, mais seulement cet été sur les écrans parisiens, *The Deadly Companions* (curieusement traduit « pour sa distribution française », en *New Mexico*) est un film en partie raté que Sam Peckinpah rend lui-même au profit du plus célèbre Coupé de feu dans la série, réalisé la même année. Un film, en effet, où la tentation épiques le dispute encore à celle du désenchantement et où les thèmes chers au futur auteur de *Major Dundee* (fatalité de l'échec, présence cachée, en tous, de la violence) se côtoient sans parvenir tout à fait à s'associer.

De l'arrivée du héros blond dans une noire taverne mexicaine jusqu'à son départ vers un horizon pacifié en compagnie de l'âme sœur, l'héroïne est celui de la traditionnelle balade, avec happy end ; le drame éclate et se résout sous l'impulsion d'une loi du talion appliquée au plus juste : l'ancien officier nordiste (Brian Keith), qui porte au front, soigneusement dissimulé sous un chapeau, les cicatrices que lui a infligées un déserteur sudiste, retrouve son bourreau pour le marquer à son tour. Ici, cependant, la ven-

geance frappe à la tête : la décapitée est un scalp. Et cette sauvagerie, qui note le combat dans la bonte, promet d'ambles le héros dans des pratiques inviolables, héritées des mœurs indiennes.

Peckinpah accumule, ensuite, et comme à plaisir, ces situations doubles et ces types contradictoires : l'héroïne vertueuse et prostituée (Maureen O'Hara) ; l'amour rédempteur et contre nature — car accablé par la mort accidentelle de l'enfant ; la vengeance comme idéal ; mais une vengeance ruseuse comme ultime raison de vivre et à laquelle il n'y a, finalement, aucune gloire à renoncer. Faut-il préciser que le héros, secrètement blessé, laisse généralement échapper son revolver au moment de tirer ?

A cette métaphore trop claire, Peckinpah devait prêter ensuite celle du combattant à la vue basse (Coupé de feu dans la série) ou du hors-la-loi vieillissant (le héros sourd) ; dans *New Mexico* on assiste au développement des schémas romanesques. Sans plus.

ANNE REY.

★ Voir les films nouveaux.

## LES RENCONTRES DU FILM 9,5 MM A ALBI

Lorsqu'en 1970, quelques cinéastes amateurs d'Albi décidèrent d'organiser dans leur ville un Festival International du film 9,5, le projet fut jugé insolite, très audacieux et, en tout cas, « démesuré », dans le cadre d'une petite cité provinciale du Midi.

La décision fut cependant maintenue et la première « rencontre » eut lieu en 1971, avec la participation de cinq nations. Le but était atteint, non seulement le Festival existait mais la présence de cinéastes étrangers lui donnait la dimension internationale souhaitée par ses fondateurs.

Depuis 1971, un jong et précieux chemin a été parcouru, les organis-

ateurs ont enrichi leur expérience et étendu leurs relations. C'est ainsi que pour le VII<sup>e</sup> Festival qui va se dérouler du 30 juillet au 3 août, Albi accueillera l'élite des cinéastes amateurs de dix-sept nations (quatre étaient représentées en 1976).

Trente films seront soumis à l'appréciation d'un jury présidé par M. Armand Fanig, producteur de cinéma et de télévision. La plupart de ces réalisations sont d'une exceptionnelle qualité. S'y ajouteront des extraits de chefs-d'œuvre du « muet » ou des premiers « sonores », prêtés par les archives du Centre national de la cinématographie.

ANDRÉ FABRE.

## L'ANIMATION CULTUELLE DES MONUMENTS HISTORIQUES

Jean Salusse avait été nommé directeur de la Casse des Monuments historiques en 1967. Il y occupait alors une fonction temporaire et s'était tout particulièrement intéressé au développement de l'utilisation culturelle des monuments historiques. C'est à ce titre qu'il contribua au soutien des festivals d'été et d'automne et participa à la création de la Fondation des centres culturels et de séjours qu'il anima, très activement, notamment pour le sauvetage d'Anc-et-Senans, des abbayes de Senanque, de Fontenay, de Roquetaillade, monuments que la Casse a aidés à restaurer en état en même temps qu'elle a contribué à trouver des activités pour les années et les faire vivre.

A Paris, Jean Salusse s'était particulièrement intéressé au soutien du festival du Marais et, comme son activité culturelle générale de l'animation, sa fonction à la Casse était devenue permanente. Il fut nommé représentant français à l'Unesco, organisme international qui pour la sauvegarde et la restauration des monuments historiques. Récemment, Jean Salusse était revenu d'un voyage en Canada où il avait établi des échanges sur la recherche en matière de restauration des monuments historiques.

## M. MICHEL D'ORNANO : une remarquable efficacité.

M. Michel D'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a déclaré samedi 23 juillet, dans un communiqué :

« Je tiens à rendre hommage à ce haut fonctionnaire de grande envergure qui dirigeait depuis dix ans, avec une remarquable efficacité, la Casse nationale des monuments historiques, à laquelle il avait su donner un nouveau dynamisme. Le gouvernement l'avait aussi chargé de présider la Réunion des théâtres lyriques nationaux ; mission délicate dont il s'était acquitté avec beaucoup de perspicacité et de compréhension, en alliant un goût sûr la musique à un sens très droit du service public. Ma tristesse se double de la peine de voir disparaître l'un de ceux qui ont le plus activement contribué au redynamisme du théâtre lyrique français. »

## M. MARCEL LANDOWSKI : un drame pour l'art lyrique.

M. Marcel Landowski, directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris, nous a dit au téléphone son immense peine et pour l'homme qu'il aimait et pour la musique, car un tel drame ne peut être que du mal à l'art lyrique, auquel lui-même se dévouait de tout son cœur, comme Rolf Liebermann, avec le talent que l'on sait.

## ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent brousser leur journal chez les dépositaires.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux trop éloignés d'une agglomération d'être assurés de recevoir le Monde, nous proposons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :  
Quinze jours ..... 22 F  
Trois semaines ..... 30 F  
Un mois ..... 38 F  
Un mois et demi ..... 47 F  
Deux mois ..... 54 F

ÉTRANGER (vols normaux) :  
Quinze jours ..... 37 F  
Trois semaines ..... 52 F  
Un mois ..... 69 F  
Un mois et demi ..... 84 F  
Deux mois ..... 99 F

## RÉPONSE (vols) :

Quinze jours ..... 46 F  
Trois semaines ..... 65 F  
Un mois ..... 83 F  
Un mois et demi ..... 102 F  
Deux mois ..... 120 F

Dans ces tarifs sont compris les frais de distribution et d'abonnement, le montant des numéros demandés et l'envoi des journaux. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous adresser les chèques ou les chèques de banque correspondant aux sommes en moins avant leur départ, en indiquant les noms et adresses de nos lecteurs et de nos dépositaires.

مكتبات الأصيل



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,08
Double insertion	34,00	38,89
"Placards encadrés"	40,00	43,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,08

REPRODUCTION INTERDITE

emploi international

emploi international

emploi international

### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique de la République Algérienne Démocratique et Populaire recrute pour les Universités et les Établissements d'enseignement supérieur algériens des professeurs, maîtres de conférences et maîtres assistants dans les disciplines suivantes :

- Mathématiques
- Physique
- Biologie
- Sciences de l'ingénieur
- Psychologie
- Sociologie
- Droit
- et Sciences économiques

Les candidats doivent être titulaires d'un doctorat de 3<sup>e</sup> cycle ou d'un titre équivalent.

Les demandes accompagnées d'un curriculum vitae détaillé doivent être adressées au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Sous-direction du personnel, 1, rue Bachir-Aïttr - Alger

### LESIEUR-AFRIQUE DAKAR

#### Concevoir, assurer l'évolution de notre structure humaine

Vivre à Dakar les 3 à 5 prochaines années. Y faire un métier passionnant qui contribue au développement du pays. Ceci en appartenant à un groupe alimentaire de tout premier plan avec la perspective d'y poursuivre éventuellement à terme sa carrière, quoi de plus motivant pour vous ?

Vous qui avez 35 ans au moins, qui connaissez déjà l'Afrique et l'aimez. Vous que l'expérience professionnelle a amené à traiter en milieu industriel, les problèmes liés à la fonction personnel : organisation et gestion, appréciation et rémunération, recrutement et formation ...

Lesieur-Afrique Dakar (560 pers.) crée pour vous immédiatement, auprès de son Directeur Général, le poste de responsable de la gestion et de la formation de son encadrement.

Les consultants du cabinet de recrutement SIRCA étudieront votre adéquation à ce poste. Ils vous donneront à vous et à votre épouse si elle le souhaite, les renseignements relatifs aux conditions de vie, professionnelle et privée, que vous trouverez à Dakar. Ecrivez leur sous référence 77125 M.

**Sirca**  
33, rue Galilée 75116 Paris

Hambros Bank London, requires an experienced French speaking banker with an English background to promote new business. A thorough knowledge of and contacts with the French and Belgium Banking Community is important. Age 30 min. The job will be based in London with frequent visits to France and Belgium. Reporting to a Director, this is a challenging opportunity for the individual to build a reputation as an international banker. Salary by negotiation. Apply in English to: Mark Watson, Personnel Director, Hambros Bank Limited, 4, GECOSULT, 25, r. Gambetta, 92400 BOULOGNE, qui trans.

Société française établie à Singapour recherche pour ses opérations au S.E.A. UN CHEF DE PROJET

— Base en Malaisie;  
— Responsable de nos opérations offshore;  
— Positionnement stratégique. Form. ingén. électronique. Expérience dans poste similaire appréciée, après par. C.V. et résumé à envoyer à: GECOSULT, 25, r. Gambetta, 92400 BOULOGNE, qui trans.

BUREAU D'ETUDES à vocation internationale. Siège social Paris, recherche pour séjour à l'étranger INGENIEUR-PROJETEUR AUTOMOTRICE

Cet ingénieur diplômé, s'exprimant en anglais se verra confier des responsabilités qui nécessitent une expérience dans ce domaine d'une dizaine d'années au minimum. Les personnes intéressées sont invitées à prendre un premier contact en écrit, (joindre C.V. et indiquer der. rémunérat. annuelle, sous référence 87170) L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS, qui tr.

L'UNE DES PLUS GRANDES ENTREPRISES D'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE exerçant des activités commerciales et industrielles dans plusieurs pays recherche

DEUX CHEFS COMPTABLES Titulaires du D.E.C.S. complet et ayant acquis une solide expérience de leur métier, de préférence dans une affaire commerciale et industrielle dans le même pays géographique. Age souhaité : 35 ans minimum. Les situations offertes comportent des possibilités d'accroissement de postes supérieurs et, dès le départ, de bon niveau, tant en ce qui concerne le salaire que les avantages sociaux, privation en particulier. Envoyé C.V. détaillé et photo à: L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS Cedex 02.

Entreprise T.P. recherche AGENT COMPTABLE et ADMINISTRATIF pour un important chantier SUD MAROCAIN

responsabilité établissement de la comptabilité et gestion administrative. Poste pouvant convenir à JEUNE DIPLOME possédant solide formation comptable ou à COMPTABLE CONFIRME (déplacements déplacements souhaitables). Adresser dossier de candidature, avec C.V. très détaillé, photo et présentations à: Service du Personnel: Entreprise A. DODIN, 43 bis, rue d'Haupoul, 75019 PARIS.

United Nations relief and works agency for Palestine refugees requires accountants / auditors with excellent knowledge of English for work in the middle east. For further details write to director of personnel, unrwpa temporary headquarters (vienna office) oberrease 200, A-1040 VIENNA.

### RECRUTEMENT D'ENSEIGNANTS pour le MAROC

Le Royaume du Maroc offre des postes d'enseignants de mathématique (enseignement secondaire 2ème cycle) pour la rentrée scolaire 1977.

PEUVENT FAIRE ACTE DE CANDIDATURE les candidats justifiant de l'un des titres suivants :

- Licence - Maîtrise Doctorat 3ème cycle - ingénieur (formation poussée en mathématiques).
- ou tout diplôme reconnu équivalent.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur demande accompagnée d'une copie de leur diplôme et d'un curriculum vitae à l'AMBASSADE DU MAROC, 5, rue le Tasse Paris 16ème - Tél. 870.69.35

Pour de plus amples renseignements, une commission se tiendra à leur disposition au Siège de l'Ambassade du 25 au 28 juillet 1977.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ PÉTROLIÈRE recherche pour compléter son équipe UN JEUNE INGÉNIEUR TUNISIEN

venant d'une école nationale d'ingénieurs ou grande école, débutant ou possédant une expérience professionnelle récente. Spécialisé dans l'électrotechnique, il aura à s'occuper dans une équipe d'un important service technique qui assure l'entretien d'installations de : — pompage de pétrole, — production d'électricité HT-BT et de vapeur, — télécommunications, — protection cathodique. Le candidat devra être déchargé des obligations militaires.

Il résidera dans la région de SFAX et pourra être fréquemment appelé à travailler dans la SUB TUNISIENNE.

CONDITIONS DE REMUNERATION ATTRACTIVES

Adresser C.V. détaillé, avec photo sous le n° 21.983 à: CONTESSER Publ., 30, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

Importante Entreprise T.P. recherche pour une de ses entreprises en AFRIQUE FRANCOPHONE

### RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Le candidat retenu sera chargé de l'animation d'un groupe de 10 à 15 personnes et aura pour tâches principales : — prévision et gestion de trésorerie ; — coordination des travaux comptables et comptables ; — préparation et établissement du bilan ; — gestion du personnel local.

Formation supérieure D.E.C.S. ou équivalent, 30 ans au moins et ayant déjà 5 ans d'expérience fonctionnelle équivalente.

Adresser C.V. et présentations, sous n° 13433 M. à: GEM PUBLICITE 142, rue Montmartre, 75002 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ INGENIEURS CONSEILS Sanitaire Ouest recherche pour RESIDENCE A ALGER

### INGÉNIEUR CONFIRME HYDRAULIQUE URBAINE

— 5 ans expérience en alimentation en eau potable et assainissement agglomérations. — Rémunération élevée. — Logement assuré.

Env. C.V. détaillé, présentations, lettre manuscrite SAPEGE, 70, rue des Suisses, 92000 NANTERRE

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

### Compagnie Française de Prospection Sismique

Filière d'un très important Groupe Américain dont le domaine d'activité est centré sur le secteur de la RECHERCHE PÉTROLIÈRE recrute pour sa Direction d'ALGERIE

### UN DIRECTEUR

Agé de 35 ans minimum, expérimenté dans le domaine de la Géophysique. Le candidat aura acquis une expérience au niveau de la Direction de Succursale de la Société implantée à l'étranger. Il apportera la preuve de sa réussite professionnelle. La nationalité française n'est pas exigée, cependant le candidat devra parler couramment le Français et l'Anglais.

Date de prise de fonction souhaitée : 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1977. Les entretiens préliminaires auront lieu, dans le mois d'AOUT, au Siège Social de la Société, dans les Alpes-Maritimes.

Adresser C.V. détaillé, photo récente et rémunération actuelle à la Direction du Personnel de la C.F.P.S. - 13, rue SOFIA, LYONVILLE - 06500 VALBOISSE. Les dossiers des candidatures seront traités confidentiellement.

Importante Société Pétrolière région de SFAX recherche pour compléter son équipe

### UN JEUNE INGÉNIEUR TUNISIEN

Venant d'une école nationale d'ingénieurs ou grande école, débutant ou possédant une expérience professionnelle récente et déchargé des obligations militaires.

Il aura à se spécialiser dans : — le domaine de l'hydraulique des fluides, — les installations de pompage et de compression avec leurs moyens de contrôle de régulation et leurs dispositifs de mesure, — la comptabilité du pétrole brut transporté, — les problèmes techniques et de gestion du personnel d'un important service d'exploitation.

Rémunération attractive. — Logement assuré

Adresser C.V. détaillé, avec photo sous le n° 21.983 à: CONTESSER Publ., 30, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

Importante Entreprise Nationale de Travaux routiers recherche pour l'Arabie Saoudite

### GEO-TECHNICIEN

Laboratoire routier, connaissant exécutés bitumeux et bétons hydrauliques. Bonnes connaissances anglaises indispensables. 3 ans expérience minimum, techniques et relations avec clients nécessaires.

Envoyer avec références et présentations sous n° 3701 à: Y. LICHOU S.A. 10, rue de Louvois, 75003 Paris Cedex 02, qui trans.

## Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde information-professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parues dans "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, ce service est aussi destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir. Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de l'offre dans leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

### bon de commande à découper

#### Le Monde information-professions

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

- |   |  |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples. | <input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales.   |
| <input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicité. | <input type="checkbox"/> Direction commerciale vente.                          |
| <input type="checkbox"/> Informatique.                            | <input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.       |
| <input type="checkbox"/> Production entretien.                    | <input type="checkbox"/> Banques - Assurances.                                 |
| <input type="checkbox"/> Hygiène.                                 | <input type="checkbox"/> Professions médicales et paramédicales.               |
| <input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche.        | <input type="checkbox"/> Secrétariat de direction, traductions, documentation. |
| <input type="checkbox"/> Direction financière et administrative.  | <input type="checkbox"/> Cadres débutants.                                     |
| <input type="checkbox"/> Comptabilité.                            |  |

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

Nombre de fonctions	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
12 semaines	30	22	112	145	122	250	234	239	282	204	326	339	355	369	380
20 semaines	60	134	185	254	288	381	405	452	494	532	595	594	622	642	670
32 semaines	118	230	336	456	536	618	700	772	842	912	972	1038	1094	1156	1184

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandées.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.70.05, ou écrire :

"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : \_\_\_\_\_ OU SOCIÉTÉ : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_ TEL : \_\_\_\_\_

Joindre le règlement par chèque bancaire à l'ordre du "Monde" ou chèque postal (CCP 4207-23 Paris) - ÉTRANGER envoi aérien : + 1 F par fonction et par semaine.

26 JUILLET 77



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placeurs encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,29
	70,00	80,08

# ANNONCES CLASSEES

LA LIGNE	LA LIGNE T.C.
100,00	105,76
"Placeurs encadrés" 2 col. et +	34,00
DEMANDES D'EMPLOI	39,00
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	40,00
	45,76
LA LIGNE T.C.	32,00

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## GRUPE INDUSTRIEL DE TOUT PREMIER PLAN

recherche

### ingénieur système

De formation supérieure, ayant 2 années d'expérience en matière de bases de données et de temps réel.

- Il devra connaître :
  - le matériel IBM 370/168 sous ASP ;
  - le logiciel assembleur 360/370 ;
  - la connaissance approfondie IMS/VS sous MVS/JES 3.

Large perspectives d'évolution au sein du Groupe.

Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions sous référence BREK (à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil  
EMPLOIS et CARRIÈRES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

## SOCIÉTÉ D'ASSISTANCE

RECHERCHE POUR FAIRE PARTIE DE SON ÉQUIPE DIRIGEANTE

### UN JURISTE

(DOCTEUR EN DROIT OU AVOCAT)

ayant 4 à 5 ans d'expérience professionnelle de préférence dans une Compagnie d'Assurances.

Disponible rapidement, le candidat aura un rôle de conseil auprès des autres responsables.

Lieu de travail : CENTRE DE PARIS.

Revue n° 22.057. CONTEXTE Publicité — 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE

(C.A. : 85 millions)

recherche

### CADRE

#### CONTROLE DE GESTION

Sous l'autorité d'un Directeur il sera chargé de :

- l'établissement des budgets ;
- l'analyse des tableaux de bord ;
- l'analyse économique et études d'investissement.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur ayant une expérience de 2 ou 3 ans dans ce secteur d'activité.

Appointements prévus : 80.000 F/an.

Avantages sociaux des grandes sociétés.

Même si vous êtes actuellement en vacances, vous pouvez présenter votre candidature.

Adresser C.V., manuscrit détaillé et photo avec prétentions actuelles au n° 21.548 à CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

Le filiale d'un grand groupe industriel Français

recherche

### INGÉNIEUR

#### d'études

(90.000 F-)

Responsable du développement d'un nouveau produit.

Formation Physique-Chimie (EPC) ou EMI.

Capable de faire la synthèse de données scientifiques diversifiées (électronique, informatique, ...).

Expérience industrielle, env. 3 années.

Inventif, esprit concret, de synthèse.

Anglais aisé.

Lieu de travail : Banlieue sud de Paris.

Envoyer C.V., photo et salaire actuel au :

Cabinet Claude Vitar, rue Marengo-75001 PARIS

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ

QUARTIER BOURSE

recherche

Pour son Service du Personnel

(3 PERSONNES)

### UNE COLLABORATRICE

EXPÉRIMENTÉE

Capable d'assurer

secrétariat et tenue des dossiers.

Pouvant aider à la poste.

Traite bonne dactylo.

ordre, méthode et discrétion indispensables.

RESTAURANT D'ENTREPRISE

AVANTAGES SOCIAUX

ECRIRE AVEC C.V., PHOTO ET PRÉTENTIONS.

N° 378 M. REGIE-PRESSE

85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Le filiale d'un grand groupe industriel Français

recherche

### MATRA INFORMATIQUE

recherche pour son département utilisateurs

INGÉNIEURS

#### TECHNICO-COMMERCIAUX

— ils assistent techniquement les ingénieurs commerciaux dans l'analyse des applications des clients.

— ils ont la responsabilité de la mise en exploitation des équipements (multiclients) et du suivi des utilisateurs.

Ces postes conviendront à des ingénieurs, même débutants, ayant acquis des connaissances en informatique et, si possible, en techniques de transmission.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à J.L. DUHAMEL référence DEU 01

18, rue de Châtillon 75014 Paris

## UN IMPT GROUPE FINANCIER FRANÇAIS

AYANT DES FILIALES DANS LE MONDE ENTIER

SES SERVICES CENTRAUX A PARIS

UN CADRE SPÉCIALISÉ

### JURISTE INTERNATIONAL

Formation : droit international privé.

Expérience : cabinet d'avocats d'affaires français ou britanniques.

Age minimum 30 ans.

Envoyer C.V. détaillé à n° 21985 CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS qui transmettra.

## GRUPE INTERNATIONAL

recherche

Pour son établissement français, dont le siège est à PARIS.

### ATTACHÉ COMMERCIAL

DYNAMIQUE

— Ayant expérience technique-commerciale des produits industriels spécialement polymères renforcés.

— Nombreux déplacements en FRANCE.

— Certaine connaissance de l'ANGLAIS courant écrit et parlé.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 73550 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

## SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Leader dans sa technique — Plusieurs filiales étrangères (Europe, États-Unis)

recherche

Pour CONTROLE FINANCIER INTERNE

France et Étranger

### CADRE DE HAUT NIVEAU

Formation souhaitée : E.S.S.E.C., H.E.C., D.E.C.S., Expertise Comptable, ou équivalent.

Age minimum 27 ans. Expérience de quelques années dans cabinet d'audit serait appréciée.

Anglais courant indispensable. Allemand souhaité.

Base : Paris, proche banlieue Ouest.

Discret absolu.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous la réf. 6.597 à PUBLIFANTEL, 20, rue Richer, 75441 PARIS. Codes 00, qui transmettra.

## SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

EN PLEINE EXPANSION recherche

### UN INGÉNIEUR

possédant au minimum une année d'expérience dans l'emploi et la programmation de microprocesseur INTEL 8086 A.

Lieu de travail proche banlieue/ouest.

SALAIRE ÉLEVÉ

Adres. C.V. détaillé et prétentions au n° 700.961 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75012 Paris qui transmettra.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE RECHES

cherche :

### ASSISTANTE CHEF DE PUBLICITÉ

(et possible connaissance du marché Petites Annonces)

Pour proposition par voies, annonceurs sur Paris et Région Parisienne, par téléphone et suivi de mailing. La candidate devra avoir le goût du contact, être dynamique, avoir une bonne élocution et présentation.

— Lieu de travail : quartier Bourse.

— Bon salaire.

— Avantages sociaux.

Envoyer C.V., photo et prét. sous le n° 378 M à : REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

## GRUPE INTERNATIONAL D'ENGINEERING

ET DE CONSTRUCTION

recherche

### POUR SON DÉPARTEMENT ENGINEERING

- Un Ingénieur diplômé, 5 ans minimum d'expérience en Conditionnement d'air, chauffage, ventilation, capable d'assurer études, conception, exécution, devis estimatif, Libre rapidement.

Adres. currie, vitte, lettre manuscrite et photo à :

G.S.C., 32, boulevard Berthier, — 75017 PARIS

## SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

recherche

pour sa succursale de PARIS

### CONTROLLER

Dynamique, capable de prendre en charge la comptabilité générale, le contrôle budgétaire et le reporting anglo-saxon.

- Formation supérieure niveau D.E.C.S.
- Expérience comptable multinationale appréciée.
- Anglais lu et parlé.
- Age souhaité : 25 ans minimum.

Envoyer C.V. et prétentions n° T 07507 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

## COMPAGNIE AMÉRICAINE

recherche

### TELEXISTE

Expérimenté

Bon anglais écrit.

Libéré des obligations militaires.

Se présenter de 10 heures à 17 heures tous les jours au 96, av. d'Iéna. — 75016 PARIS (4<sup>e</sup> étage).

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ

ACCUMULATEURS INDUSTRIELS

recherche

### ASSISTANT

de service technico-commercial

niveau V, échelon 2.

Formation bac technique

base électrique. Expérience professionnelle. Charge des relations avec constructeurs.

Rédaction des offres. Suivi des études et réalisations.

Déplacements courts durée.

Véhicule personnel, place stable. Avantages sociaux.

Env. C.V. et prétentions à :

85, rue de Bercy, PARIS-12

coor. réf. : O.K. 63. T. 345-60-20.

Société exportatrice Paris, construct. usines en mal, recherche

## CHIEF

DE VENTES

PERIODIQUES

(PARIS)

Envoyer C.V. + photo n° 21 984

CONTEXTE PUBLICITE

20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>.

Important Éditeur PARIS rech.

CORRECTEURS

pour ses signaux sociaux

CORRECTEURS

Longue expérience. Ret. exigées.

Libre de suite ou rapidement.

Env. C.V. et photo à :

5, rue de Valenciennes, 75427 Paris-19

PROGRAMMEUR

Codé 05-V5

sur IBM 370/135-155

4 à 5 ans d'exp. minimum.

14, rue de Valenciennes, 75427 Paris-19

MARKET

Inter. ban. 30 Paris rech.

EDUCATEUR SPÉCIALISÉ

EDUCATEUR PR ENCADREMENT

EDUCATEUR MONTICOLE

Pour 1<sup>er</sup> cycle : professeur

histoire, géo. cycle ; prof. anglais, maths, physique-chimie. Expér. pédagog. obligat.

14, rue de Valenciennes, 75427 Paris-19

Négociation TERRAINS

min. garanti 2.500 + 10 possib.

10.000 et +. Avantages sociaux.

voiture indispensable.

Se présenter avec C.V., D.I.M.S.

35, rue de Courcelles, Paris-8<sup>e</sup>

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

D'ASSURANCES

recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR

même débutant.

Envoyer C.V. et photo à :

24, av. de la Gare-Armée

75017 PARIS.

Recherches

ÉTUDIANTS

avec bac G2 et G1

pour la période

des vacances.

ou contrats temporaires.

Se présenter tous les jours, le

matin, 1<sup>er</sup> étage, 17, rue du

Docteur-Lancereux, Paris-6.

Important fabricant français

de réducteurs, moto-réducteurs,

variéteurs de vitesses,

recherche

pour la vente de ses produits

pour Paris et sa région.

AGENTS TECHNIQUE-

COMMERCIAUX

Exigences : bonne formation

technique et commerciale ; pré-

férence à candidats déjà

introduits. Salaire : fixe +

participation. + frais kilométr.

Env. C.V. détaillé

et n° 700.961 M REGIE-PRESSE

85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

CAISSE RÉGIONALE

D'ASSURANCE MALADIE

D'ILLES-DE-FRANCE

recherche pour

son CENTRE DE

FORMATION PROFESSIONN.

UN FORMATEUR

licencié en Droit, justifiant d'une

expérience pédagogique.

Salaire annuel brut de début

31.200 FRANCS

— Avantages sociaux.

— Restaurant d'entreprise.







## JUSTICE

## FAITS ET JUGEMENTS

## Sursis à statuer pour la plainte en ingérence de Troyes.

La chambre correctionnelle de la cour d'appel de Reims vient de statuer sur la recevabilité de la plainte pour délits d'ingérence déposée le 8 mars 1977 par M. Pierre Jolly, maraîcher et ancien conseiller municipal de Troyes (Aube). Cette plainte vise M. Camille Deont, ancien adjoint au maire de Troyes, et le maire lui-même, M. Robert Galley, pour complicité (de *Le Monde* du 23 juin).

La chambre d'accusation n'a pas déclaré irrecevable la constitution de partie civile de M. Jolly, comme le demandait le parquet, qui avait fait appel d'une décision de Mlle Marie-France Gérard, juge d'instruction, par laquelle elle se déclarait incompétente. Elle a en revanche franchi sur l'interprétation à donner en la circonstance de l'article 681 du code de procédure pénale, sur les moyens d'incrimination des élus municipaux pour crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions. Cet article dispose qu'en de tels cas « le procureur général ou le procureur de la République, après avoir fait appel de la chambre criminelle de la cour de cassation qui (...) désigne la chambre d'accusation qui pourra être chargée de l'instruction ».

La chambre d'accusation de Reims a surseisi à statuer jusqu'à la décision de la chambre criminelle. Le procureur général a aussitôt formé un pourvoi, qui sera examiné par la Cour de cassation. Derrière cette bataille juridique sur la recevabilité de la plainte de M. Jolly et l'interprétation de l'article 681 du code de procédure pénale se profile le problème de la contestation éventuelle par des citoyens de la régularité de la gestion municipale.

Il s'agit, en effet, de savoir si des plaigants qui s'estiment lésés en tant que contribuables peuvent saisir directement la justice ou s'il appartient au seul ministère public de prendre éventuellement l'initiative de telles poursuites. Il ne s'agit pas de simples considérations de procédure, en l'espèce, le plaigant conteste la régularité des activités menées par un conseiller municipal, au double titre de chef d'entreprise et d' élu chargé d'équipements et services fournis par sa firme.

## Nouvel attentat contre le cabinet d'un avocat parisien.

Une bombe de fabrication artisanale déposée devant la porte de M. Guy Delagrègne, 18, rue Soufflot à Paris (5<sup>e</sup>), a explosé vers minuit, dans la nuit du dimanche 24 au lundi 25 juillet. La déflagration n'a causé que peu de dégâts. Les policiers de la brigade criminelle ont découvert sur la pelée les restes de deux cartouches de camping-gaz. Des débris de même nature avaient été retrouvés lors de plusieurs des huit précédents attentats commis contre des avocats parisiens. Ces actes n'ont jamais été ni revendiqués ni expliqués.

## CORRESPONDANCE

## La responsabilité de M. Nelissen dans l'incarcération à Alger de deux ingénieurs stéphanois

Cité dans nos éditions datées du 12-13 juin dans un article intitulé « La Cour de sûreté de l'Etat est indirectement saisie de la situation des deux ingénieurs stéphanois incarcérés à Alger », nous avons reçu de M. Jean Nelissen, incriminé par un magistrat de la Cour de sûreté de l'Etat d'intelligence avec une puissance étrangère, la lettre suivante :

1) M. Nelissen ne formalisait avoir joué un rôle sol-disant « trouble » dans l'arrestation des deux ingénieurs français Pellé et Chauvart, qui ont été condamnés par la Cour de sûreté de l'Etat algérien à dix et trois ans de prison pour espionnage économique ;

2) Les déclarations que M. Nelissen avait faites à l'air pour ne pas être accusés de faire pour des personnes physiques déjà impliquées dans cette affaire, soit plus généralement pour différents États concernés ;

3) M. Nelissen n'a eu cherché à obtenir une récompense de quiconque pour des services qu'il aurait rendus à la sécurité militaire algérienne ;

4) Il émet enfin le plus grand doute sur le fait que les commentaires rapportés dans l'article mentionné proviendraient réellement de « certains milieux d'Alger ».

En réalité, M. Nelissen a la conviction que l'on veut lui faire porter le chapeau à propos d'un marché de plusieurs millions d'anciens francs pour l'aménagement du port d'Annaba en Algérie, et qui a échoué à la France pour des raisons étrangères à celles qui sont prétendument invoquées.

## Un avocat procureur à Hazebrouck.

Point final pour l'affaire Ceccaldi, du nom de magistrat marseillais qui avait refusé, le 12 mai 1976, de rejoindre le poste de procureur de la République à Hazebrouck. Par décret du président de la République, publié au *Journal officiel* du 24 juillet, M. Jean Buchet, avocat, ancien bâtonnier, docteur en droit, est nommé à ce poste et en remplacement de M. Ceccaldi, dont la nomination a été rapportée.

Le 11 mai 1976, M. Gaston Deferre, maire de Marseille, avait affirmé, dans le *Procès-verbal*, que la nomination (publiée au *Journal officiel* du 9 mai) comme procureur à Hazebrouck de M. Etienne Ceccaldi, substitut, résultait de ce qu'il avait voulu « faire scier la tête » sur les ententes pétrolières.

Une polémique commençait qui allait durer sept mois : déclarations croisées de M. Ceccaldi et de M. Lecannet, qui était alors garde des sceaux ; réactions extraordinaires du Syndicat de la magistrature — dont est membre le magistrat de Marseille ; appel à la grève — qui a effectivement eu lieu après que des poursuites disciplinaires eurent été engagées contre M. Ceccaldi. La commission de discipline du parquet sanctionne pour la forme : une simple « réprimande » notifiée le 30 août pour « manquement à l'obligation de réserve », le refus de poste ne constituant pas une faute. Enfin, le *Journal officiel* du 21 septembre 1976 rapporte la nomination de M. Ceccaldi. Hazebrouck reste privé de procureur. La solution est trouvée : la magistrature a demandé le secours du barreau.

Pris le 5 mai 1968 à Donat, M. Jean Buchet, inscrit au barreau de cette ville en 1944, en a été le bâtonnier en 1967-1968. Maître de conférences agrégé de la faculté de droit et des sciences économiques de Lille, M. Buchet a dispensé des cours de droit du travail et de droit pénal.

## Un dirigeant du CIO-UNATI incarcéré.

Après le vol d'un millier de dossiers de contentieux à la Caisse patronale de retraite des communistes de Lyon, le 21 juillet, M. François Admetta, âgé de quarante-sept ans, secrétaire départemental du CIO-UNATI du Rhône, a été interpellé le 22 juillet et inculpé de vol de dossiers. Placé sous mandat de dépôt, M. Admetta devrait être jugé le 5 août. Les militants du CIO-UNATI ont vivement réagi à cette arrestation. Une manifestation d'entre eux ont manifesté dans la soirée devant la prison Saint-Paul de Lyon et réclamé la libération de leur secrétaire départemental en faisant sauter des pétards.

Vers 1 h. 30, ce samedi 23 juillet, un engin explosif, d'autre part, explosé devant le tribunal d'instance de Villeurbanne, endommageant plusieurs bureaux et faisant voler des vitres en éclats. Le bureau national du CIO-UNATI a démenti, le même jour, dans un communiqué, être à l'origine de cet attentat.

## Troisième demande d'extradition visant M. Apalategui.

Le parquet d'Alger-Provence vient de recevoir les documents relatifs à l'une des demandes d'extradition formulées par le gouvernement espagnol contre un militant basque, M. Michel-Angel Apalategui, actuellement incarcéré à Marseille (le *Monde* des 20-21 juillet). Ce dossier concerne une tentative d'assassinat commise le 14 décembre 1974 contre un membre de la Guardia Civil, à Béziers.

A ces documents étaient joints deux reliefs : une troisième affaire, l'enlèvement de M. Javier de Ybarra, industriel espagnol, retrouvé mort le 20 juin dernier. Le gouvernement espagnol a déposé une nouvelle demande d'extradition à propos de ce dernier dossier. Mais la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Alger-Provence attend toujours les documents relatifs à la séquestration de José-Luis Arrazola en juin 1975 et la séquestration suivie d'assassinat, le 3 avril 1976, du ressortissant espagnol Berzandi.

Les défenseurs du militant basque avaient, pour ce dernier cas, demandé la mise en liberté de droit de leur client, mais la chambre d'accusation avait jugé cette demande irrecevable le 20 juillet (le *Monde* du 22 juillet).

Elle doit à nouveau se réunir l'un des prochains mardis (jour où elle siège normalement) pour examiner ces deux demandes d'extradition. — (Corresp.)

● Accident aérien au Chili. — Un avion DO-4 des forces aériennes chiliennes s'est écrasé dans la soirée du 24 juillet au sud du pays. Il y avait à bord quatre personnes à bord ; quarante-trois seulement auraient survécu. — (A.F.P.)

## Protestations contre M. Jacques Médecin.

Les journalistes de FR 3 Anvers et la fédération communiste du Pray-de-Dôme protestent contre les propos tenus par M. Jacques Médecin, secrétaire d'Etat au tourisme, après la mort d'un ressortissant portugais à Font-de-Château (le *Monde* du 22 juillet). La section de Clermont-Ferrand du syndicat national des journalistes (S.N.J.) a émis une protestation collective au nom de M. Médecin qui a mis en cause l'intégrité professionnelle des journalistes en insinuant que l'information était déformée sous prétexte que l'affaire de Font-de-Château n'avait pas connu la même publicité que les meurtres du général de Gaulle, alors que cet accident a été largement relayé dans les journaux télévisés régionaux.

De son côté, la fédération communiste rappelle que ses militants « ont été dans cette affaire, les victimes d'une agression » et dénonce « les propos mensongers, calomnieux et diffamatoires de M. Médecin, qui a osé bon de relancer ainsi l'exploitation politique de ce fait divers ». « Pour nous, conclut le P.C., nous nous refusons d'entrer dans une polémique d'un aussi bas niveau ».

## 232 kilos de haschisch saisis dans le Var.

Dans la villa « Pourcasse » à La Garde-Freinet (Var) la police a saisi, dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 juillet, 232 kilos de haschisch (183 kilos dans le grenier de la maison et 49 kilos dans la coffre d'une voiture stationnée dans la cour).

Le commissaire Gréco, chef adjoint du S.R.P., de Marseille, a indiqué que la villa avait été louée, récemment, par plusieurs hommes, dont M. Alberto Steis, l'un des trafiquants arrêtés près de Sainte-Maxime (Var) le 5 juillet dernier (le *Monde* daté 5 juillet) dans la villa « Les Marolles » en même temps que Marie-Christine von Opel.

La police observe le minimum le plus complet sur les circonstances de l'opération.

## MODE

## LES COLLECTIONS D'HIVER

## Cardin joue la province

Pierre Cardin a choisi l'aéroport de Lyon-Macdonald, et en petit work de chinchilla. Les robes, pour leur part, sont présentées en peleries sur des jupes de même forme, longues ou courtes.

Dans le cadre de sa nouvelle politique de présentation au public et de sa recherche d'une clientèle plus étendue, le couturier décline avec intelligence le volume de ses vêtements. Sa collection « pèlerin » se compose, en effet, de capes, de berthes à volants, de demi-manteaux, de robes-bouffes confondues aux épaules ou à la taille — à superposer sur des collants ou des jambières et tombant jusqu'aux genoux ou aux mollets.

Tout se joue à la hauteur des épaules et des manches, qui perdent leur coup d'œil contrastant, et les blouses « up » et flutes, en forme de mouchoir plié, parfois asymétriques, sur des jupes à fronces. D'autres, simples boyaux de jersey, se drapant sur le buste avec une fente en hauteur pour passer les bras.

A ces documents étaient joints deux reliefs : une troisième affaire, l'enlèvement de M. Javier de Ybarra, industriel espagnol, retrouvé mort le 20 juin dernier. Le gouvernement espagnol a déposé une nouvelle demande d'extradition à propos de ce dernier dossier. Mais la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Alger-Provence attend toujours les documents relatifs à la séquestration de José-Luis Arrazola en juin 1975 et la séquestration suivie d'assassinat, le 3 avril 1976, du ressortissant espagnol Berzandi.

Les défenseurs du militant basque avaient, pour ce dernier cas, demandé la mise en liberté de droit de leur client, mais la chambre d'accusation avait jugé cette demande irrecevable le 20 juillet (le *Monde* du 22 juillet).

Elle doit à nouveau se réunir l'un des prochains mardis (jour où elle siège normalement) pour examiner ces deux demandes d'extradition. — (Corresp.)

● Accident aérien au Chili. — Un avion DO-4 des forces aériennes chiliennes s'est écrasé dans la soirée du 24 juillet au sud du pays. Il y avait à bord quatre personnes à bord ; quarante-trois seulement auraient survécu. — (A.F.P.)

● Accident aérien au Chili. — Un avion DO-4 des forces aériennes chiliennes s'est écrasé dans la soirée du 24 juillet au sud du pays. Il y avait à bord quatre personnes à bord ; quarante-trois seulement auraient survécu. — (A.F.P.)

● Accident aérien au Chili. — Un avion DO-4 des forces aériennes chiliennes s'est écrasé dans la soirée du 24 juillet au sud du pays. Il y avait à bord quatre personnes à bord ; quarante-trois seulement auraient survécu. — (A.F.P.)

## LA VIE ÉCONOMIQUE

## ACCIDENTS DU TRAVAIL

## Selon la direction d'Usinor 1976 a été la meilleure année pour la sécurité du travail

L'année 1976 a marqué une nouvelle progression dans la lutte contre les accidents du travail à Usinor. Selon le rapport relatif à 1976-1977 publié par la direction, c'est la meilleure année enregistrée depuis la fondation de la société : le taux de fréquence correspondant au nombre d'accidents ayant entraîné un arrêt de travail d'au moins une journée pour mille personnes est descendu de 43,65 en 1967 à 42,02. Le taux de gravité ayant représenté une incapacité temporaire en journées rapportées à 1 000 heures de travail est ramené à 3,75 en 1976 par rapport à 5 en 1973. Cependant, le « motif de stabilité » dans les deux usines modernes de Dunkerque et de Longwy a provoqué deux

accidents mortels, et cela malgré les efforts financiers (86 millions de francs) menés pour l'amélioration de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail.

Comparant les résultats obtenus dans l'ensemble de la sidérurgie, la direction estime qu'Usinor est une « locomotive » en matière de sécurité, puisque le taux d'accidents est de 24 % moins élevé qu'ailleurs. Dans ses statistiques, elle refuse de prendre en compte les accidents intervenus dans des chantiers dirigés par des entreprises extérieures, avec une organisation et un personnel étrangers à la société. Les problèmes posés par de tels accidents préoccupent néanmoins Usinor, qui s'efforce d'inciter ces entreprises extérieures à mener elles-mêmes auprès de leur propre personnel des actions de prévention efficaces.

Le dernier accident mortel à Usinor remonte au 16 novembre 1976 : un ouvrier soudeur a fait une chute de 2 mètres depuis le sommet du haut fourneau n° 3, à Dunkerque, alors qu'il venait d'ouvrir la porte d'un ascenseur pour échapper aux vapeurs nocives par l'accumulation de la fumée en fusion (le *Monde* du 15 novembre). C'était le quatrième-dernier accident mortel survenu sur le site d'Usinor-Dunkerque depuis la création de l'usine. Le précédent avait eu lieu, le 3 juin 1976, à Pacé (n° 1). Dans les deux cas, comme dans la plupart des accidents mortels signalés dans l'ensemble des sidérurgies et chantiers appartenant à Usinor, les victimes étaient employées par des entreprises de travail temporaire.

## EMPLOI

## PRÈS DE QUATRE CENTS SALARIÉS SONT LICENCIÉS À LONGWY

Une partie des ouvriers des hauts fourneaux de la Compagnie Industrielle Châtillon - Châtillon (C.I.C.C.) à Longwy (Meurthe-et-Moselle) ont reçu leur lettre de licenciement le samedi 23 juillet. L'usine de Longwy est l'une des principales usines de production de la C.I.C.C., résultant de la fusion, sous l'égide du groupe Paribas, de la Société des hauts fourneaux de Châtillon, des Forges de Châtillon-Commentry-Blache et des Acieries et Tréfileries de Neuves-Maisons-Châtillon.

Près de sept cents départs volontaires ont déjà été enregistrés. L'usine de Longwy est l'une des principales usines de production de la C.I.C.C., résultant de la fusion, sous l'égide du groupe Paribas, de la Société des hauts fourneaux de Châtillon, des Forges de Châtillon-Commentry-Blache et des Acieries et Tréfileries de Neuves-Maisons-Châtillon.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

Par arrêté du premier ministre, paru au *Journal officiel* du 23 juillet, M. Lecannet, ancien ministre d'Etat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, placé en retraite, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

## LIP : LA C.F.D.T. SUGGÈRE LA VENTE DE L'ENTREPRISE PAR ACTIONS

Pour empêcher un éventuel démantèlement commandé par le syndicat pour lundi 25 juillet, le personnel de Lip a renforcé le dispositif de sécurité mis en place après la récente mise hors de service d'un transformateur et de diverses installations. Selon la C.F.D.T., une entreprise de camionnage aurait été contactée. A l'intérieur des ateliers, les portes ont été soudées, et de l'huile a été répandue sur le sol pour entraver l'action de démantelateurs.

Le Père dominicain, Jean Raguenet, responsable C.F.D.T., a déclaré dimanche soir que son parti n'est pas prêt à se battre pour la vente de l'entreprise, mais qu'il est prêt à la nation, « c'est un appel international » pour que l'ensemble des Français et des étrangers intéressés par l'action des « Lip » puissent racheter les actifs de l'entreprise, de façon à donner à l'usine la possibilité de redémarrer. M. Jean Raguenet ignore toutefois si le rachat permettra de créer une entreprise de type coopératif ou autogestionnaire. « Ce qui compte, a-t-il dit, c'est qu'il y a des travailleurs qui veulent que leur lutte en faveur de la nation, et surtout un grand intérêt tant en France qu'à l'étranger. Alors pourquoi ne pas leur permettre aujourd'hui de s'exprimer, ne serait-ce que sur le plan industriel ? »

De son côté, le nouveau maître socialiste de Besançon, M. Robert Schmitt, négocie actuellement le rachat des immeubles de Lip. Cependant, les ouvriers de Palente, qui continuent la production et la vente de montres, seront mardi et mercredi à Paris.

## LE TRAVAIL A REPRISE LUNDI MATIN À L'USINE D'EMBOÛTELLAGE D'ÉVIAN

(De notre correspondant régional.)

Lyon. — Le travail a repris lundi matin 25 juillet à 5 h. 30, à l'entreprise d'emboûtillage de la Société des eaux d'Évian à Amphion (Haute-Savoie). La deuxième équipe devait, en principe, également se présenter à l'usine à la relève de 15 heures. A l'appel de la C.G.T., et de la C.F.D.T., les grévistes (cent cinquante des mille deux cents salariés) avaient ratifié vendredi la décision de leurs délégués syndicaux après une réunion de la commission de conciliation à Amey, en présence du directeur régional du travail et de la main-d'œuvre.

Après dix heures de discussions, les deux parties étaient arrivées à un compromis, la direction acceptant de ramener les syndicats sous réserve de la levée des pleurets de grève pendant les négociations (le *Monde* daté 24-25 juillet). Cependant, le litige principal, l'application des accords salariaux de 1963, suspendus en vertu du plan Barre — est loin d'être réglé. — (Intérim.)



(Ouvrage de MARCO.)

LEPAGE-SCHIAPARELLI : ensemble de crépeau à manteau-cape en cardé, orné de volant rose, en jersey double face noir et tweed de Vénos, avec chemisier imprimé de dessins de monnaie sur une étoffe de nouveauté. Le manteau-cape est en tulle noir.

VERNET : manteau de manteau à ampleur profilée, ajusté en deux boutons de Pétilant sur le buste, à emmanchure basse et godets ronds dans le dos. Forté avec un bonnet noir et des bottes droites en daim noir et vapore à talon bas.

CARDIN : robe de chambre en crêpe de soie imprimée de Boudal dans des tons de bourgeois et de bleu, à haut en plécin, entièrement plissé comme la jupe au genou.

مكتبة الأصيل



VIE ÉCONOMIQUE

ACCIDENTS DU TRAVAIL

selon la direction d'Usinor  
76 a été la meilleure année  
pour la sécurité du travail

En 1976, la direction d'Usinor a enregistré 76 accidents du travail, soit la meilleure année pour la sécurité du travail. Ce chiffre, qui représente une diminution de 10 % par rapport à 1975, est le résultat d'une politique de prévention rigoureuse et d'une amélioration constante des conditions de travail.

**EMPLOI**  
DE QUATRE CENTS  
SALARIES  
JOURNÉES À LONGHUY

La direction d'Usinor a annoncé la création de quatre cents emplois supplémentaires à Longhuy, dans le département de la Moselle. Cette mesure vise à renforcer la production et à améliorer les conditions de travail des salariés.

CONFLITS  
ET REVENDICATIONS

La direction d'Usinor a déclaré que les conflits et revendications des salariés ne sont pas prioritaires par rapport à la sécurité du travail et à la production.

LA C.F.T. C.F.T.

La C.F.T. (Confédération Française du Travail) a exprimé ses réserves sur la politique de la direction d'Usinor.

La direction d'Usinor a répondu que sa politique est basée sur la sécurité et la production, et qu'elle ne peut pas être remise en question.

La direction d'Usinor a déclaré que les revendications des salariés doivent être traitées dans le cadre de la loi et de la réglementation en vigueur.

La direction d'Usinor a annoncé que les conditions de travail vont continuer à s'améliorer dans les prochaines années.

La direction d'Usinor a déclaré que les accidents du travail ont diminué de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

La direction d'Usinor a annoncé que les conditions de travail vont continuer à s'améliorer dans les prochaines années.

La direction d'Usinor a déclaré que les accidents du travail ont diminué de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

La direction d'Usinor a annoncé que les conditions de travail vont continuer à s'améliorer dans les prochaines années.

La direction d'Usinor a déclaré que les accidents du travail ont diminué de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

La direction d'Usinor a annoncé que les conditions de travail vont continuer à s'améliorer dans les prochaines années.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Participation à la relance et relance de la participation

(Suite de la première page.)  
Ainsi, le recours aux moyens traditionnels de financement des investissements est actuellement bloqué : un autofinancement plus important ne peut être imaginé aujourd'hui, sauf à accentuer la hausse des bénéfices, ce qui est contraire à la politique de relance. L'investissement ne peut donc être financé que par la Bourse, aux incertitudes des chefs d'entreprise et à l'affaiblissement de l'esprit d'entreprise dans la population.  
L'investissement que nous voulons favoriser par une diminution d'impôt sur le revenu se réaliserait sous forme d'achat d'actions nouvelles, c'est-à-dire par augmentation du capital des entreprises.  
Nous mesurons les objections qui peuvent être opposées à notre projet fiscal ; elles sont, nous semble-t-il, de trois ordres.  
1) Dans un pays dominé par un recours permanent à l'Etat, par la toute-puissance du ministère des finances, par le goût prononcé pour augmenter l'emprise du politique sur la vie économique et sociale, parler de diminution des recettes fiscales apparaît comme un péché capital. En réalité, il faut dépasser la vision comptable et se placer dans une perspective dynamique. Les recettes fiscales auxquelles l'Etat renoncera auront un effet multiplicateur, car il y a un lien direct entre la diminution de recettes et l'investissement réalisé. Soit, par exemple, un ménage sans enfant ayant un revenu mensuel de 5 000 francs. Une diminution d'impôt de 1 000 F serait accordée en contrepartie d'un investissement de 4 000 francs, ou encore, une diminution de 1 500 francs permettrait un investissement de 6 000 francs : on constate dans ce cas un effet multiplicateur de 4. Autre exemple : pour 8 000 francs mensuels et trois parts de quotient familial, l'effet multiplicateur serait de 3,8.  
A l'échelle du pays, une réduction d'impôt de 5 milliards de francs aurait pour contrepartie un investissement supplémentaire d'environ 20 milliards. Or 20 milliards représentent 20 % de l'investissement productif privé national annuel ; d'autre part, les investissements publics de relance avaient atteint 22 milliards de francs en 1975.  
De plus, les investissements supplémentaires entraîneront des rentrées fiscales pour l'Etat : recettes de T.V.A., impôt sur les salaires et les autres revenus obtenus grâce au supplément de croissance économique procuré par ces investissements. Il est essentiel de prendre en compte cet effet inducteur de développement, ce qu'on oublie la conception purement comptable des finances publiques.  
2) Mais ne risque-t-on pas de renforcer l'inégalité des patrimoines en faveur des titulaires de très hauts revenus ou des fraudeurs ? En réalité, rien n'empêche de poser des verrous : a) il nous semble souhaitable de plafonner cette possibilité à un certain montant ; nous proposons un ordre de grandeur de 5 000 francs par part de quotient familial pour cette possibilité de déduction ; b) le pourcentage du revenu qui pourrait être consacré à ce type de placement serait limité. Pourquoi un pourcentage ? L'avantage serait d'éviter de favoriser les catégories sociales dont les revenus sont mal connus, qui pourraient déclarer des revenus modestes et simultanément faire apparaître une capacité d'épargne élevée et bénéficier de la réduction d'impôt.  
Je crois que moyennant ces précautions notre projet devrait contribuer à une meilleure égalisation des patrimoines et encourager la constitution d'un patrimoine par les ménages de condition moyenne, voire modeste.  
En outre, le pourcentage ou le plafond précédemment indiqué pourrait être modulé en fonction de la conjoncture de notre économie, selon que l'on constaterait une insuffisance ou, au contraire, une tendance à un excès d'investissement productif.  
3) Un tel dispositif ne risque-t-il pas de favoriser la spéculation ? Pour éviter, il convient de prévoir soit un temps suffisant au cours duquel les actions ne pourraient pas être vendues, soit, si elles le sont pour des raisons personnelles, la réintégration dégressive, selon le délai de détention, du profit de la vente dans le revenu imposable. On peut même ajouter que notre dispositif ne serait pas incompatible avec une imposition du capital, à la condition bien entendu que cette imposition du capital ne soit pas décourageante pour ceux qui veulent investir et qu'elle soit moins défavorable pour les patrimoines provenant de cet effort personnel par rapport à ceux qui proviennent du seul héritage.

**Savoir perdre pour gagner davantage !**  
1) Dans un pays dominé par un recours permanent à l'Etat, par la toute-puissance du ministère des finances, par le goût prononcé pour augmenter l'emprise du politique sur la vie économique et sociale, parler de diminution des recettes fiscales apparaît comme un péché capital. En réalité, il faut dépasser la vision comptable et se placer dans une perspective dynamique. Les recettes fiscales auxquelles l'Etat renoncera auront un effet multiplicateur, car il y a un lien direct entre la diminution de recettes et l'investissement réalisé. Soit, par exemple, un ménage sans enfant ayant un revenu mensuel de 5 000 francs. Une diminution d'impôt de 1 000 F serait accordée en contrepartie d'un investissement de 4 000 francs, ou encore, une diminution de 1 500 francs permettrait un investissement de 6 000 francs : on constate dans ce cas un effet multiplicateur de 4. Autre exemple : pour 8 000 francs mensuels et trois parts de quotient familial, l'effet multiplicateur serait de 3,8.  
A l'échelle du pays, une réduction d'impôt de 5 milliards de francs aurait pour contrepartie un investissement supplémentaire d'environ 20 milliards. Or 20 milliards représentent 20 % de l'investissement productif privé national annuel ; d'autre part, les investissements publics de relance avaient atteint 22 milliards de francs en 1975.  
De plus, les investissements supplémentaires entraîneront des rentrées fiscales pour l'Etat : recettes de T.V.A., impôt sur les salaires et les autres revenus obtenus grâce au supplément de croissance économique procuré par ces investissements. Il est essentiel de prendre en compte cet effet inducteur de développement, ce qu'on oublie la conception purement comptable des finances publiques.  
2) Mais ne risque-t-on pas de renforcer l'inégalité des patrimoines en faveur des titulaires de très hauts revenus ou des fraudeurs ? En réalité, rien n'empêche de poser des verrous : a) il nous semble souhaitable de plafonner cette possibilité à un certain montant ; nous proposons un ordre de grandeur de 5 000 francs par part de quotient familial pour cette possibilité de déduction ; b) le pourcentage du revenu qui pourrait être consacré à ce type de placement serait limité. Pourquoi un pourcentage ? L'avantage serait d'éviter de favoriser les catégories sociales dont les revenus sont mal connus, qui pourraient déclarer des revenus modestes et simultanément faire apparaître une capacité d'épargne élevée et bénéficier de la réduction d'impôt.  
Je crois que moyennant ces précautions notre projet devrait contribuer à une meilleure égalisation des patrimoines et encourager la constitution d'un patrimoine par les ménages de condition moyenne, voire modeste.  
En outre, le pourcentage ou le plafond précédemment indiqué pourrait être modulé en fonction de la conjoncture de notre économie, selon que l'on constaterait une insuffisance ou, au contraire, une tendance à un excès d'investissement productif.  
3) Un tel dispositif ne risque-t-il pas de favoriser la spéculation ? Pour éviter, il convient de prévoir soit un temps suffisant au cours duquel les actions ne pourraient pas être vendues, soit, si elles le sont pour des raisons personnelles, la réintégration dégressive, selon le délai de détention, du profit de la vente dans le revenu imposable. On peut même ajouter que notre dispositif ne serait pas incompatible avec une imposition du capital, à la condition bien entendu que cette imposition du capital ne soit pas décourageante pour ceux qui veulent investir et qu'elle soit moins défavorable pour les patrimoines provenant de cet effort personnel par rapport à ceux qui proviennent du seul héritage.

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE L'ACTION COOPÉRATIVE  
APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le Ministère du Développement Rural et de l'Action Coopérative lance pour le compte de la SONAGRI, Société Nationale dont le siège est à Cotonou, B.P. 1252, République Populaire du Bénin, le 15 août 1977, un appel d'offres international ouvert à la concurrence de toutes personnes morales ou physiques pour la fourniture et le montage à Bobo, de trois lots de matériel pour l'équipement d'une machine destinée à la production de farine alimentaire d'une capacité d'augmentation de 120 tonnes/jour.  
Lot n° 1 - Équipements mécaniques.  
Lot n° 2 - Équipements électriques.  
Lot n° 3 - Bâtiements métalliques.  
L'avis d'appel d'offres détaillé sera publié dans le numéro du 22 juillet 1977 du quotidien "L'ESPÉRANCE" - B.P. 1210 - Cotonou, République Populaire du Bénin.  
Cet avis détaillé peut être remis gratuitement ou expédié par voie postale aérienne avec accusé de réception à toute personne qui en fera la demande au Directeur Général de la SONAGRI - B.P. 1252 - Cotonou, République Populaire du Bénin, dès la parution du présent avis.  
Cet unique avis s'adresse également à tous constructeurs étrangers représentés ou non en France.

PROCÉDURE DE CONCORDAT POUR LES BANQUES ET LES CAISSES D'ÉPARGNE

CANTON DE GENÈVE (SUISSE)

Sursis concordataire et appel aux créanciers

(art. 37, Loi sur les banques ; art. 296 et 300 L.P. ; art. 5, Ordonnance concernant la procédure de concordat pour les banques et les caisses d'épargne).  
Débitrice : LECLERC & Cie, en liquidation, à Genève, 2, bd du Théâtre (anciennement : De L'Harpe, Leclerc & Cie).  
Les dispositions suivantes de l'arrêt rendu le 13 juillet 1977 par la première section de la Cour de justice civile doivent être publiées :  
Un sursis concordataire de six mois est accordé à LECLERC & Cie, en liquidation, en application des art. 37 de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne ; art. 294 L.P. et art. premier de l'Ordonnance du Tribunal fédéral concernant la procédure de concordat pour les banques et les caisses d'épargne.  
Les effets du sursis portent du 6 mai 1977.  
Sont désignés en qualité d'administrateurs-commissaires : FIDUCIAIRE COOPERS & LYBRAND S.A. à Genève ; M. Fritz VONAESCH, avocat à Genève ; M. Michel FERT, banquier à Confignon.  
Il est interdit à LECLERC & Cie, en liquidation, de faire des paiements à ses créanciers et de disposer de ses biens, de quelque manière que ce soit, sans l'assentiment des commissaires.  
Adresse pour les productions : COOPERS & LYBRAND S.A., 40, rue du Marché, Case postale 515, 1211 GENEVE 3.  
Délai de production : 19 août 1977.  
Productions des créanciers : les créances inscrites dans les livres de la banque, y compris celles qui résultent de titres au porteur, seront réputées produites, mais, en l'absence de production, ne seront comptées que pour le montant inscrit. Tous les créanciers n'en sont pas moins invités à produire leurs créances auprès des administrateurs-commissaires, en joignant tous les justificatifs. Les créances non produites et non portées sur les livres ne seront pas prises en considération pour la suite de la procédure.  
Genève, le 20 juillet 1977.  
Les administrateurs-commissaires : COOPERS & LYBRAND S.A., M. Fritz VONAESCH, M. Michel FERT.

LE PLUS HAUT NIVEAU DE VOTRE CARRIÈRE

Pour le préparer ou l'assumer, nous vous proposons le plus haut niveau des techniques d'expression et de communication.  
INSTITUT D'EXPRESSION ORALE  
28, rue de la République, 69001 LYON  
Tél : 776-59-03  
Nous recevons courtoisement vos demandes de 10 h à 21 h.  
Les cours commencent en juillet-août.

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS  
Vos télégrammes, vos messages. Nous les télétransmettons. Vos correspondants nous répondent par télex, sans aucun délai.  
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'EXPERT COMPTABLE  
Ancien diplôme d'Etat  
Ancien titre d'Etat  
Demandes le nouveau guide gratuit numéro 495  
SOLUS PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION  
École privée fondée en 1873  
couverte au diplôme pédagogique de l'Etat  
4, rue des Petites-Champs 75008 PARIS CRP 12

RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES  
DÉPARTEMENT DES ROUTES PUBLIQUES

Bureau du secrétaire  
Manille

AVIS DE PRÉQUALIFICATION

1. — Le gouvernement des Philippines (Département des routes publiques) invite les entrepreneurs intéressés à soumettre les documents de préqualification concernant le projet d'appel d'offres pour la construction d'environ 600 kilomètres de routes nationales et secondaires et de 155 kilomètres de routes de moindre importance, situées dans les îles de Panay, Negros, Cebu et Mindanao et dans la région de Legaspi de l'île de Luzon.  
2. — Le préqualification est ouverte aux entrepreneurs domiciliés dans les pays membres de la Banque mondiale et en Suède.  
3. — Les travaux seront l'objet d'un contrat de concession. L'estimation préliminaire du coût total des travaux publics pour les projets est de 700 millions de pesos. On s'attend à ce que la valeur de chaque contrat varie de 20 à 70 millions de pesos.  
4. — Il est prévu que les documents d'appel d'offres seront distribués aux entrepreneurs préqualifiés entre décembre 1977 et février 1978 et que les travaux débuteront vers octobre ou novembre 1978.  
5. — Des informations plus détaillées sur l'étendue des travaux seront contenues dans les documents de préqualification.  
6. — Tout entrepreneur possédant l'expérience convenable et souhaitant être préqualifié pour une partie quelconque des travaux doit envoyer son nom et son adresse, pour le 15 août 1977 au plus tard, à l'adresse suivante :  
The Honorable Secretary, Department of Public Highways, 2nd Street, Fort Area, Manila, Philippines. (Attention : The Executive Director, Bids Projects Office), qui fournira aux entrepreneurs intéressés les documents de préqualification.  
Signé : BALTAZAR AQUINO, Secrétaire.

THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE SUDAN  
Roads and Bridges Public Corporation

NOTICE TO CONTRACTORS FOR PREQUALIFICATION

Tenders will be invited during October 1977 for the construction of a trunk road of approximately 210 km length from Nyala via Kala to Zalingi in the Southern Darfur Province in the Democratic Republic of the Sudan. The work will be financed by the Government of the Sudan and a loan provided jointly by the Kreditanstalt für Wiederaufbau, Saudi Fund for Development and Islamic Development Bank.  
The Roads and Bridges Public Corporation consequently requests international road construction contractors who may be interested in the execution of these works to furnish the information required on the "Contractors' Prequalification Questionnaire" which may be obtained from the Roads and Bridges Public Corporation or from the Consultant, Contractors who in the opinion of the Roads and Bridges Public Corporation are qualified to undertake work of such magnitude will subsequently be invited to collect tender documents during November 1977 for submission of tenders at the end of January 1978. The construction work includes earthworks, base course, bituminous surface treatment, approx. 3000 km. in bridges, culverts and other incidental works.  
Interested Contractors should submit their Prequalification Data to the Director General, Roads and Bridges Public Corporation and the Consultant's office in a sealed envelope marked "Prequalification Nyala-Kala-Zalingi Road" as early as possible and not later than September 15, 1977.  
"Contractors' Prequalification Questionnaire" may be obtained from the  
Director General - Roads and Bridges Public Corporation  
P.O. Box 736 - Khartoum/Sudan  
or from the consultant's office at the  
Rhein-Strasse Ingenieur-Gesellschaft mbH - Burgwal 5  
D-4600 Dortmund 1/West Germany

Avis financiers des sociétés

This announcement appears as a matter of record only

SONATRACH

US DOLLARS 15,000,000 Five Year Term Loan

Managed by

BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE

ARAB BANK FOR INVESTMENT AND FOREIGN TRADE

ARAB BANK LIMITED

UNION DES BANQUES ARABES ET EUROPÉENNES - U.B.A.E. - Société Anonyme

UBAF ARAB AMERICAN BANK

Provided by

Arab Bank for Investment and Foreign Trade Arab Bank Limited

Arab International Bank Banque Intercontinentale Arabe

Banque Libanaise pour le Commerce (France) Société Générale

Union des Banques Arabes et Européennes UBAF Arab American Bank

- U.B.A.E. - Société Anonyme

Agent

BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE

July 1977



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## AFFAIRES

### L'étrange affaire de la Française Ericsson Un trop long silence

Un an après son passage dans l'orbite du groupe Thomson (1), la Société française des téléphones Ericsson (S.F.T.E.) fait à nouveau parler d'elle. La « Thomsonisation », comme l'appellent les syndicalistes, ne va pas sans heurts. Le climat social s'est assombri. La politique de l'emploi (la S.F.T.E. compte 9 500 salariés) est, apparemment, la cause principale de cette détérioration de l'ambiance. Non seulement les embauches sont supprimées depuis le milieu de 1976, mais les nouveaux dirigeants de la société sont décidés à « dégraisser » les effectifs.

En un an, il y a déjà eu, selon les syndicats, 335 départs volontaires et 140 mises à la retraite anticipée. Le 5 mai, au cours de la réunion du comité d'entreprise de l'établissement de Colombes, la direction annonce 165 licenciements pour motif économique. Quarante jours plus tard, ce chiffre passe à 197. L'inspection du travail, estimant que la procédure légale n'est pas respectée, demande alors à la direction de réunir une nouvelle fois le comité d'entreprise pour lui demander son avis. Le 5 juillet, nouvelle lettre de la S.F.T.E. à l'inspection du travail pour redemander l'autorisation de procéder non plus aux 197, mais aux 165 licenciements initiaux et en prévision.

Réuni à y a quelques jours, le comité d'entreprise a estimé qu'il n'avait pas les éléments nécessaires pour donner son avis. Il a engagé une bataille juridique en assignant en référé la direction de la Française des téléphones Ericsson. Il demande que les licenciements soient suspendus en attendant le rapport d'un expert nommé par le juge sur les comptes et la situation de l'entreprise.

De telles escarmouches entre direction et syndicats sont monnaie courante dans les entreprises. Mais, dans le cas de la Française des téléphones Ericsson, force est de constater que l'indignation des syndicats peut se

concevoir. Voilà une entreprise qui a affiché pendant des années des bénéfices en constante progression (20 millions de francs en 1975) et qui exerce son activité dans un secteur qui bénéficie d'une action prioritaire de la part du gouvernement (100 milliards de francs doivent être investis dans les télécommunications en cinq ans). Comment expliquer qu'il faille procéder aujourd'hui à des centaines de suppressions d'emplois ?

En lisant le rapport annuel sur l'exercice 1976, le personnel a appris que la société n'était pas aussi prospère qu'on avait bien voulu le dire. Le bilan et les comptes de 1976 se soldent par une perte nette de 84 millions de francs. Un déficit dû à des « changements de méthode comptable », à des « modifications des règles de facturation des matériels livrés », aux P.T.T., etc. Toutes explications peu compréhensibles pour le commun des mortels et pour les salariés qui ne comprennent pas que, « car des jeux d'écriture comptables, une entreprise prospère se transforme en un gouffre de pertes ».

Sans doute les salariés de la Française des téléphones Ericsson ainsi que les petits actionnaires de la société seraient-ils moins amers s'ils avaient bénéficié d'une information claire et complète. Or depuis un an, ils n'ont été informés de la marche de la société et de ses problèmes que par de rares et laconiques communiqués. Nous avons expliqué en février dernier (le Monde du 22 février 1977) cette « étrange affaire Ericsson », sur laquelle chacun des protagonistes semble vouloir faire silence. Et pourtant ! Le rapport élaboré par les enquêteurs de la Commission des opérations de Bourse (C.O.B.) ne laisserait aucun doute.

Les comptes de la Française des téléphones Ericsson pour les années 1973, 1974, 1975 n'étaient pas « sincères », et les bénéfices auraient été

artificiellement « gonflés ». La perte annoncée pour 1976 s'explique donc par la nécessité de « réajuster » les comptes.

Au cours des derniers mois, le rapport de la C.O.B. a été soumis à tous les intéressés pour qu'ils fassent part de leurs observations. Celles-ci enregistrées, le collège de la Commission des opérations de Bourse doit se réunir dans les prochains jours afin de décider des suites à donner. D'aucuns estiment, à la lecture du rapport, que le dossier doit être transmis à la justice pour « présentation de faux bilan » et infraction à l'article 341 de la loi du 25 juillet 1966, qui stipule que toute modification dans les règles comptables doit être signalée, la société devant alors présenter son bilan selon les anciennes et les nouvelles normes. L'article 439 punit les présidents, administrateurs et directeurs généraux qui ont enfreint cette règle d'une amende de 3 000 à 40 000 F.

Il n'est pas impossible cependant que le collège décide de s'en tenir à un simple communiqué justifiant les anciens dirigeants d'Ericsson-France. Les intérêts en jeu, la qualité des protagonistes, le règlement amiable à intervenir entre Thomson et Ericsson peuvent faire pencher la majorité du collège dans cette voie. Les tenants du libéralisme, qu'il soit « avancé » ou « organisé », ont l'occasion de faire la preuve qu'il n'y a pas deux poids deux mesures.

J.-M. QUATREPOINT.

(1) Thomson a racheté en juillet 1976 les 18 % que la C.G.E. détenait dans la Française Ericsson, et a acquis depuis, par le biais d'une offre publique d'échange, 29 % supplémentaires (cédés par l'essentiel par Ericsson-Suède).

### LE CONGLOMERAT AMÉRICAIN GULF AND WESTERN INDUSTRIES AURAIT FAUSIFIÉ LA PRÉSENTATION DE SES COMPTES

New-York. — Le groupe américain Gulf and Western Industries (3,4 milliards de dollars de chiffre d'affaires, 200 millions de dollars de bénéfices en 1976), qui exerce ses activités dans des secteurs aussi divers que l'automobile, l'immobilier, l'industrie du papier, le sucre, le cinéma (Paramount Pictures) et l'édition, aurait délibérément « faussé » la présentation de ses comptes ces dernières années. Selon le New-York Times qui a commencé dimanche 24 juillet la publication d'une enquête sur le conglomérat, le but de telles falsifications était de faire apparaître une croissance annuelle continue de 15 %, tout en dissimulant, certaines années, plusieurs millions de dollars de bénéfices.

Le New-York Times croit également savoir que Gulf and Western aurait contourné aux lois fiscales et que certains dirigeants de la société auraient reçu des « enveloppes » dissimulées sous des postes variés dans les comptes du conglomérat.

La Securities and Exchange Commission (SEC) mène, depuis dix-huit mois, une enquête sur les opérations financières et fiscales de Gulf and Western Industries. — (A.F.P.)

● Rhône-Poulenc vend son usine de polystyrène de Ribécourt (Oise) à C.I.F.-Chimie. — Les négociations engagées depuis le début du printemps par Rhône-Poulenc avec C.I.F.-Chimie en vue de lui revendre son usine de polystyrène-masse de Ribécourt (Oise) d'une capacité de 45 000 t/an viennent d'aboutir. Cette cession, qui prendra effet au 1<sup>er</sup> juillet, ne concerne pas les fabrications de polystyrène expansible de Rhône-Poulenc. Elle fera de la firme d'Etat le premier producteur français de polystyrène-masse (135 000 t/an). Le polystyrène-masse, rappelez-le, est un thermoplastique utilisé dans diverses fabrications (pare-chocs de voitures, gobelets, etc.).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Société anonyme au capital de 407 163 200 francs  
Siège social : 7, place du Chancelier-Adenauer, à Paris-16

### ÉMISSION

D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE DE 250 000 000 DE F  
représenté par 250 000 obligations de 1 000 F nominal

Ces obligations émises au pair pour une durée de douze ans offrent un intérêt annuel de 11,20 %, soit 112 F payable le 12 juin de chaque année et pour la première fois le 12 juin 1978.

L'emprunt divisé en dix séries égales sera amorti par voie de tirage au sort à raison d'une série chaque année, en dix ans, à partir du 12 juin 1978. Le remboursement s'effectuera au pair.

La société s'interdit pendant toute la durée de l'emprunt de procéder à tout amortissement anticipé des obligations par remboursement. Elle se réserve toutefois le droit de hâter l'amortissement en procédant à tout moment à des rachats en Bourse.

Le taux de rendement actuariel brut à la souscription est de 11,82 %.

Ces obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote officielle (Bourse de Paris).

Une note d'information qui a reçu le visa 77-34 de la Commission des opérations de Bourse, le 19 juillet 1977, est tenue à la disposition du public chez les établissements chargés du placement. La notice (1977) est jointe au Bulletin des annonces légales obligatoires du 23 juillet 1977.

### SILIC

Les loyers, hors taxes, émis par la société au cours de l'exercice qui vient de se terminer le 30 juin 1977, s'élèvent à 44 138 000 francs contre 33 958 000 francs pour l'exercice 1976-1977.

Le bordereau des loyers émis le 1<sup>er</sup> juillet 1977 au titre du premier trimestre de l'exercice 1977-1978 s'élève à 12 056 000 francs contre 10 914 000 francs pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La reprise de l'activité commerciale signalée l'année dernière à pareille époque, a continué à faire sentir ses effets, puisque les relocations et locations nouvelles de l'exercice, 7 700 mètres carrés de bureaux à Rungis et 43 530 mètres carrés de locaux industriels et commerciaux (35 400 à Rungis et 8 130 à Evry), sont sensiblement plus importantes que pour l'exercice précédent, sans même tenir compte des contrats déjà signés pour occupation dans les prochains mois.

L'augmentation nette des surfaces louées au 1<sup>er</sup> juillet 1976 au 1<sup>er</sup> juillet 1977 ressort à 16 % pour les bâtiments industriels et commerciaux et 28 % pour les bureaux, dont la commercialisation est pratiquement achevée.

### SAINT-GOBAIN - PONT-A-MOUSSON

Pont-A-Mousson S.A., société filiale du département canalisant et mécanique de la compagnie de Saint-Gobain-Pont-A-Mousson, vient de porter de 40 % à 65 % sa participation au capital de la société SAPAG.

C'est en mars 1969, que Pont-A-Mousson avait acquis une participation de 40 % dans SAPAG, pour l'exploitation d'une politique de développement dans la robotique industrielle, les hautes pressions et hautes températures. De leur côté, les actionnaires de SAPAG voulaient dans un rapprochement de disposer de moyens de recherche et des positions internationales du groupe Saint-Gobain-Pont-A-Mousson.

Créée en 1971, la société SAPAG consacre son activité à la production de matériaux de robotique et d'automatismes de tuyauteries destinés aux industries du pétrole, de la chimie et de la pétrochimie, ainsi qu'à l'équipement des centrales thermiques conventionnelles et, plus récemment, des centrales nucléaires.

Avec un effectif de cinq cent dix-neuf personnes, SAPAG et ses deux filiales, Jaspas en Belgique et Sapag en Espagne, ont en 1976 un C.A. consolidé de 103 millions de francs. Pour sa part, SAPAG a réalisé 65 % de son chiffre d'affaires à l'exportation.

L'opération de prise de contrôle de cette société par le groupe Saint-Gobain-Pont-A-Mousson s'inscrit dans le développement des activités industrielles de Pont-A-Mousson S.A. en France, en Allemagne et au Brésil.

M. Jacques Oyer, vice-président de SAPAG, MM. Hubert Courin et Bernard Norel, président et directeur général adjoint de Pont-A-Mousson S.A., entrent au conseil de SAPAG.

Les constructions métalliques de Provence en association avec les entreprises portugaises Equibet, Sorefam et Mompot ont signé avec C.N.F. un contrat portant sur la réalisation du terminal d'épave et de propylène, dans le cadre du contrat pétrochimique de Sines.

Le montant de ce contrat est supérieur à 50 millions de francs français.

Le Monde  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75247 PARIS - CEDEX 08  
C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.J. - T.O.M.  
108 F 195 F 233 F 370 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
196 F 375 F 553 F 730 F

ÉTRANGER (par mandat)  
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
135 F 250 F 365 F 480 F  
II. — TUNISIE  
135 F 255 F 475 F 630 F

Par voie aérienne  
Taux sur demande.  
Les abonnés qui paient par  
chèque postal (trois chèques) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de redonner tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Général : Jacques Favet, directeur de la publication.  
Jacques Savignat.

Imprimé au « Monde »  
S.A. des Italiens  
PARIS-IX  
1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

## ARAB AFRICAN BANK



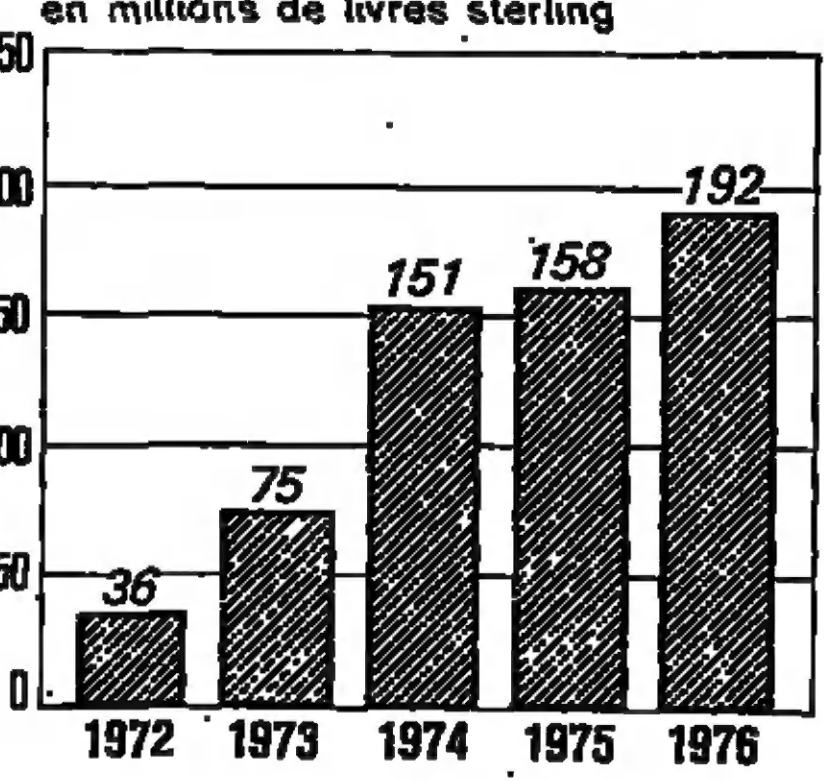
Siège social :  
44, rue Abdel Khalek Sarwat  
LE CAIRE  
Tél. : 2071 ARBF  
363 ARBF  
Tel. : 920 380 / 916 710

Fondée en 1964

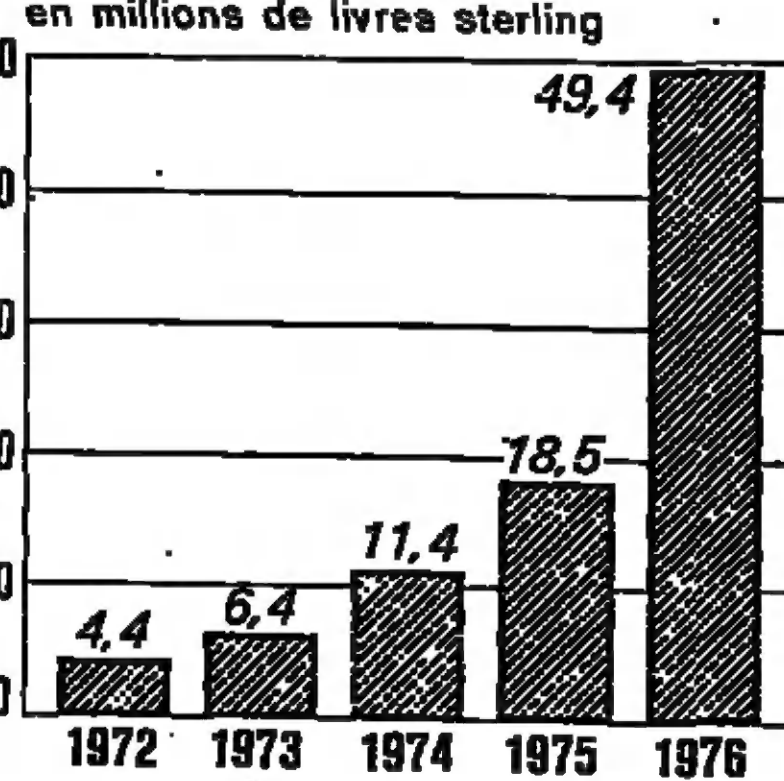
### PIONNIER DES BANQUES ARABES MULTINATIONALES

CAPITAL DE 20 MILLIONS DE LIVRES STERLING

FINANCEMENT  
DES OPÉRATIONS  
DE COMMERCE EXTÉRIEUR



FINANCEMENT  
DE PROJETS D'INVESTISSEMENT  
ET PARTICIPATION  
DANS LES PRÊTS  
DE DÉVELOPPEMENT



CHIFFRES EXTRAITS DU BILAN  
ET DU RAPPORT ANNUEL  
au 31 décembre 1976, en millions de livres sterling

	1975	1976	Taux de croissance
Réserves	6,6	9,4	42,4%
Dépôts	285	304	6,6%
Prêts	183,4	244,1	33%
Total des actifs	402	413	2,7%
Comptes d'ordre	184	232	26%

Symbole de la coopération économique  
entre les pays arabes et africains

ZAC des Renardières  
Ville de COURBEVOIE

### AVIS D'APPEL D'OFFRES

VENTE DE DROITS DE CONSTRUIRE  
2 LOTS DE LOGEMENTS  
ET QUELQUES COMMERCES

1<sup>er</sup> LOT : 3.200 m<sup>2</sup> HO de logements  
2<sup>e</sup> LOT : 10.800 m<sup>2</sup> HO de logements  
1.425 m<sup>2</sup> HO de commerces

Renseignements et remise du dossier de consultation  
Monsieur SILVESTRI  
OCEFI, 25, rue d'Astorg - 75008 PARIS  
Tél. 266.34.56 - poste 415

(PUBLILOC)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE LÉGÈRE  
SOCIÉTÉ NATIONALE DES MATÉRIAUX  
DE CONSTRUCTION

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture d'équipements et machines pour la nouvelle usine, Tuyau en Béton d'Arzew.

Les soumissionnaires peuvent retirer le cahier des charges à la S.N.M.C. - 90, rue Didouche-Mourad, 4<sup>e</sup> étage - Alger.

Les offres doivent parvenir sous double enveloppe faisant apparaître sur le pli intérieur la mention : « APPEL D'OFFRES USINE TUYAUX BETON D'ARZEW - NE PAS OUVRIR ».

La date de dépôt est fixée au 30 AOÛT 1977, délai de rigueur.

مكتبة المصطفى



IS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Société anonyme au capital de 200.000.000 F. Siège social : 7, place du Châteauneuf, 69001 Lyon.

ÉMISSION

EMPRUNT OBLIGATAIRE DE 250 000 000 F.

Émis par 250 000 obligations de 1 000 F.

Le présent emprunt est destiné à financer les besoins de trésorerie de la Société. Les fonds seront affectés à la réalisation de programmes d'investissement et de développement.

SILIC

Société anonyme au capital de 100.000.000 F. Siège social : 10, rue de la République, 69001 Lyon.

SAINT-GOBAIN

Société anonyme au capital de 1.000.000.000 F. Siège social : 1, rue de la République, 69001 Lyon.

BOURSE DE PARIS - 22 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 % 1980	104,50	104,50
3 % 1981	104,50	104,50
3 % 1982	104,50	104,50
3 % 1983	104,50	104,50
3 % 1984	104,50	104,50
3 % 1985	104,50	104,50
3 % 1986	104,50	104,50
3 % 1987	104,50	104,50
3 % 1988	104,50	104,50
3 % 1989	104,50	104,50
3 % 1990	104,50	104,50
3 % 1991	104,50	104,50
3 % 1992	104,50	104,50
3 % 1993	104,50	104,50
3 % 1994	104,50	104,50
3 % 1995	104,50	104,50
3 % 1996	104,50	104,50
3 % 1997	104,50	104,50
3 % 1998	104,50	104,50
3 % 1999	104,50	104,50
3 % 2000	104,50	104,50
3 % 2001	104,50	104,50
3 % 2002	104,50	104,50
3 % 2003	104,50	104,50
3 % 2004	104,50	104,50
3 % 2005	104,50	104,50
3 % 2006	104,50	104,50
3 % 2007	104,50	104,50
3 % 2008	104,50	104,50
3 % 2009	104,50	104,50
3 % 2010	104,50	104,50
3 % 2011	104,50	104,50
3 % 2012	104,50	104,50
3 % 2013	104,50	104,50
3 % 2014	104,50	104,50
3 % 2015	104,50	104,50
3 % 2016	104,50	104,50
3 % 2017	104,50	104,50
3 % 2018	104,50	104,50
3 % 2019	104,50	104,50
3 % 2020	104,50	104,50
3 % 2021	104,50	104,50
3 % 2022	104,50	104,50
3 % 2023	104,50	104,50
3 % 2024	104,50	104,50
3 % 2025	104,50	104,50
3 % 2026	104,50	104,50
3 % 2027	104,50	104,50
3 % 2028	104,50	104,50
3 % 2029	104,50	104,50
3 % 2030	104,50	104,50

LES MARCHÉS FINANCIERS

Euro-obligations

LE MARCHÉ BIEN ORIENTÉ

(Agefi). — Le marché euro-obligataire, qui continue d'ignorer le comportement du dollar sur les marchés des changes, demeure très bien orienté. Les perspectives d'abondance de liquidités et la stabilité des taux à court terme (l'eurodollar à six mois se maintient à 6 1/8 %, tels sont les éléments sur lesquels se fonde la confiance des investisseurs) ont permis à l'environnement financier d'acquiescer au caractère de paisible insouciance. Le climat est, en revanche, moins optimiste sur le marché des obligations à long terme. Le marché obligataire américain, qui ne s'est jamais entièrement remis de l'effondrement des cours enregistré au milieu du mois de janvier dernier, fait preuve d'une certaine réserve. L'opinion des meilleurs financiers demeure partagée. Certains estiment que la faiblesse de la demande en crédits nouveaux pousse les taux à court terme à la baisse. D'autres sont persuadés que la hausse de l'activité économique se manifestant par le recours à des instruments moins onéreux (tel, par exemple, le papier commercial) stopperont, au contraire, à toute déviation.

Le nombre de ces derniers semble augmenter au détriment des premiers. La masse monétaire américaine ayant, au cours des dernières huit semaines, progressé bien au-delà des limites assignées par le « Fed », ce dernier pourrait fort bien, d'ici deux semaines, enlever une pression à la hausse sur le coût de l'argent au jour le jour, afin de ralentir un taux de croissance trop rapide. A la tranquillité de la conscience européenne, qui pose donc l'optimisme réservé des États-Unis. Cette différence d'attitude n'est pas nouvelle. Elle est perceptible depuis le début de l'année. A ce jour, les événements ont donné raison au marché international des capitaux, puisque rien n'est venu fondamentalement troubler les données à partir desquelles s'établissent les structures des taux d'intérêt. A l'exception de quelques brèves périodes d'excitation, le marché euro-obligataire est demeuré très dynamique.

LONDRES

Mieux tenu

Le marché fait preuve lundi matin de meilleures dispositions. Les industriels, qui avaient baissé le prix de 5 % en moyenne au cours de la semaine écoulée, enregistrant des gains s'échelonnant de 1 à 3 points. Les pétroles se redressent également. Stabilité des fonds d'Etat. Bonne tenue des mines d'or.

98 (ouverture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

98 (clôture) 145 75 contre 144 70

B. A. L. O.

Le Bulletin d'annonces

obligatoires en date du 25 juillet. Le Bulletin d'annonces des insertions en vente.

Credit commercial de France.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.

Emprunt au pair d'un emprunt de 100 millions de francs divisé en 100 000 obligations de 1 000 F.



## UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
2. DIPLOMATIE
2. AMÉRIQUES
3. ASIE
- 4-5. PROCHE-ORIENT
- LOIN DES CAPITALES : comment s'expriment les fellohs du Nil.
6. EUROPE
- 6-9. POLITIQUE
9. EDUCATION
9. SCIENCES
9. MÉTÉOROLOGIE
- 10-11. SPORTS
12. LE MONDE DE L'ÉTÉ
- FEUILLETON : « Les Envoyés », par Witold Gombrowicz.

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- PAGES 13 ET 14
- L'endettement externe de la France.
  - Un « nouveau départ » difficile pour l'industrie chimique.
  - Baisse du dollar et compétitivité de l'industrie américaine.
  - Des chances nouvelles pour l'industrie du bâtiment.

15. EN ÎLE-DE-FRANCE
15. ÉQUIPEMENT
- 17-18. ARTS ET SPECTACLES
22. JUSTICE
- 22 à 24. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

### LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (16)  
 Annonces classées (19 à 21) ;  
 Aujourd'hui (18) ; Carat (11) ;  
 Météorologie (18) ; Mots croisés (18) ; Bourse (25).

Le numéro du « Monde » daté 24-25 juillet 1977 a été tiré à 497 912 exemplaires.

Marcel Lassance

## SOLDE

SES FINS DE SÉRIE à partir du  
**LUNDI 25 JUILLET**

17, rue du Vieux-Colombier  
 75006 PARIS  
 GALERIE POINT SHOW  
 66, Champs-Élysées

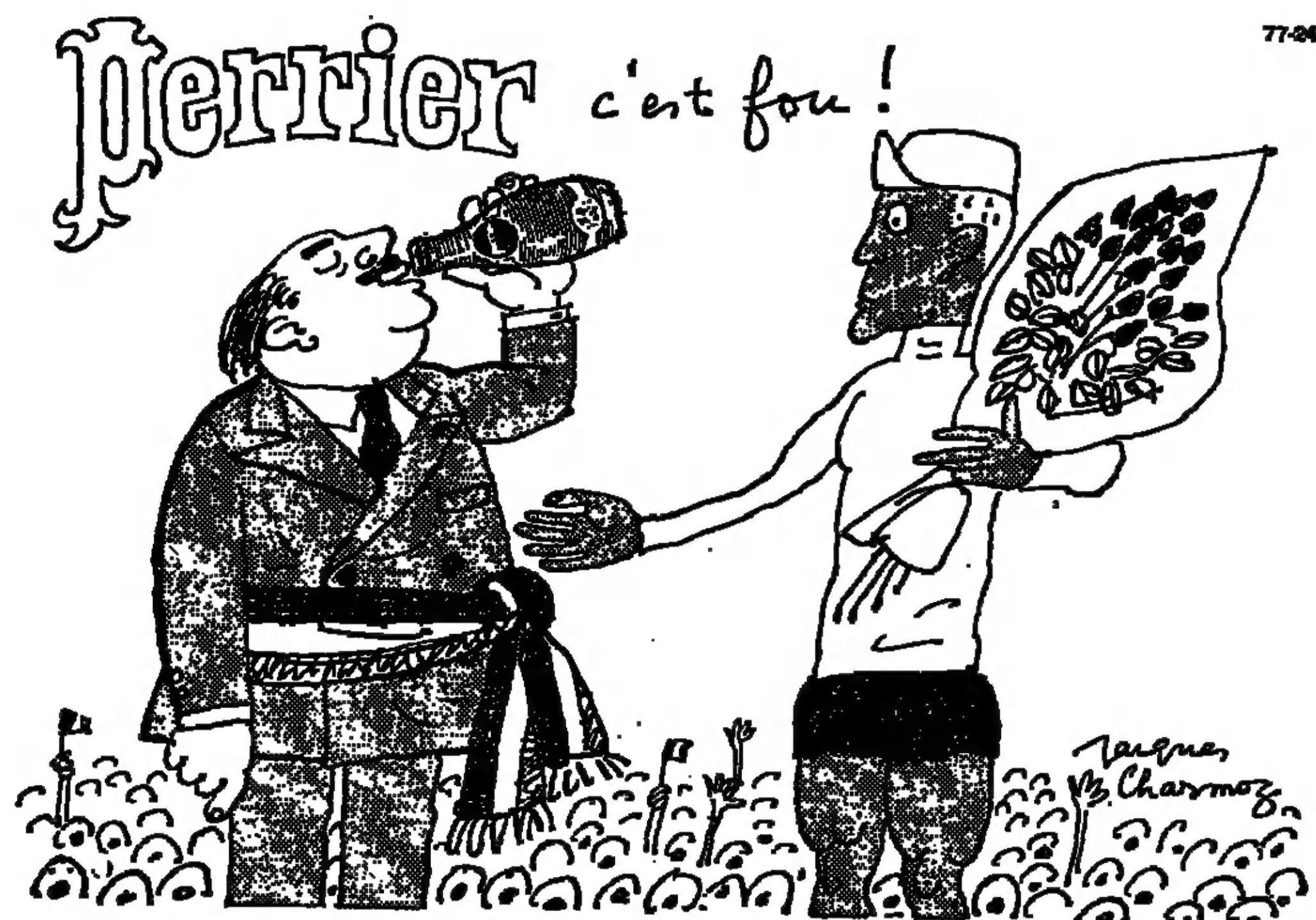
**Griffsolde dégriffe les grands du prêt-à-porter**

POUR ELLE  
 1, rue de la Plaine/Nation  
 2, rue du Renard/Hôtel de Ville  
 3, rue de Lagry/Nation

POUR LUI  
 3, rue de la Plaine/Nation  
 3, bd Montmartre/Montmartre

ET... LES VENTES D'ÉTÉ CONTINUENT

ouvert le lundi après-midi et ouvert tout le mois d'août



### Plan d'urgence économique

## Le gouvernement espagnol décide une réforme fiscale et entend freiner les hausses de salaires

L'Espagne présentera officiellement, le jeudi 28 juillet, sa demande d'adhésion au Marché commun. Le conseil des ministres, réuni le samedi 22 juillet pour mettre au point un plan d'urgence économique, a autorisé M. Marcelino Oreja, ministre des affaires étrangères, à demander l'ouverture des négociations en vue de l'adhésion de l'Espagne aux traités constitutifs de la C.E.E., de la CECA et de l'Euratom.

De notre envoyé spécial

Madrid. — A l'issue d'un conseil des ministres marathon (il a duré douze heures), le gouvernement espagnol a rendu public, le samedi 22 juillet, un plan d'urgence destiné à affronter une situation économique qu'il a qualifiée de « grave ». Les mesures annoncées complètent celle qui avait été prise le 12 juillet, huit jours après la formation du nouveau cabinet Suarez : la dévaluation de 20 % de la peseta. Les dirigeants espagnols expliquent qu'ils n'ont que trop tardé : « A la différence de la plupart des pays industriels, disent-ils, nous n'avons pas accepté, ces dernières années, les ajustements douloureux rendus inévitables par la crise de l'économie mondiale. »

En quoi consiste le « sacrifice collectif » demandé aux Espagnols par l'équipe de M. Adolfo Suarez ? En une importante réforme de la fiscalité et un appel aux salariés pour accepter une modération de leurs revenus. La réforme de l'impôt est la partie la plus originale du programme d'austérité : appliquée avec l'ampleur souhaitable, elle pourrait valoir au gouvernement une certaine compréhension des syndicats au moment des discussions salariales.

Les dirigeants s'engagent à envoyer aux Cortès, avant le 30 septembre, deux projets de loi, l'un instituant un impôt sur le patrimoine et sur les successions, l'autre réformant l'impôt sur le revenu. Deux autres projets de loi seront soumis avant le 30 novembre, le premier en vue de lutter contre la spéculation sur les terrains, l'autre portant réforme de la fiscalité indirecte.

La plus grande anarchie régnait jusqu'ici dans la perception de l'impôt sur le revenu. Les moyens de fraude sont si nombreux, la répression est si inefficace que l'Espagne est un « paradis fiscal » pour ceux qui savent utiliser ou tourner la loi. Pour mettre fin à une telle situation, le gouvernement institue le délit fiscal et supprime le secret bancaire, afin de faciliter la tâche de ses inspecteurs du fisc. De telles mesures ne seront effectives qu'à moyen terme.

Pour se donner les ressources budgétaires nécessaires à la lutte contre le chômage, le gouvernement décide, dans l'immédiat, de prélever un impôt exceptionnel sur le patrimoine, le seuil étant fixé à 6 millions de pesetas, soit environ 330 000 F, pour un couple avec deux enfants ; en

outre, il impose une taxe supplémentaire de 5 % sur les revenus excédant 2 millions de pesetas par an, soit environ 10 000 F.

### Un emprunt

Pour compléter un tel dispositif, un emprunt public sera lancé, pour 20 milliards de pesetas (un peu plus d'un milliard de francs). Ces fonds permettront d'augmenter le nombre des bénéficiaires de l'allocation chômage (M. Fuentes Quintana, vice-président chargé de l'économie, estime le nombre des chômeurs à 5 % de la population active, soit sept cent mille personnes). Ils serviront également à financer des programmes publics absorbant de la main-d'œuvre (construction de routes, de logements, etc.).

Trois maux affligent l'économie espagnole : inflation, chômage, déficit des comptes extérieurs. Le gouvernement estime que l'inflation commande les deux autres. Pour réduire une hausse des prix, qui au rythme actuel, atteindrait 30 % à la fin de l'année, il propose de freiner les augmentations de salaires, après négociations avec les syndicats, et de favoriser les bas salaires au détriment des plus élevés, en établissant des revalorisations égales pour tous, du moins pendant la première année du plan d'austérité prévu pour trois ans.

Autre mesure transitoire : le contrôle des prix, que beaucoup d'observateurs jugent peu praticable. Le gouvernement estime qu'en diminuant l'inflation il contribue à atténuer le déficit de la balance des comptes qui atteindra, selon les prévisions, 5 milliards de dollars cette année. Il compte sur la dévaluation de la peseta pour réduire une hausse des prix, qui au rythme actuel, atteindrait 30 % à la fin de l'année. Mais déjà celle-ci a fait sentir ses effets inflationnistes : le conseil des ministres de samedi a décidé de relever les prix d'une série de produits importés (pétrole, café, huile de soja, etc.).

CHARLES VANHECKE.

(1) Le gouvernement espagnol a décidé d'augmenter le prix du tabac à partir du 25 juillet, appliquant ainsi sans délai son nouveau programme d'austérité. Le super, en augmentation de 7 pesetas (environ 40 centimes), coûtera désormais 40 pesetas le litre (2,5 F). (J.P.L.)

### SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

## Le dollar à 4,8050 F

Le dollar a continué de baisser sur toutes les grandes places ce lundi matin 25 juillet. A Francfort la cotation-clief, il descendait à 2,2485 DM, franchissant le « seuil », comme on dit, de 2,24 DM. Rien de nouveau pour les monnaies faibles que sont encore la livre sterling et la lire : elles suivaient le mouvement descendant de la devise américaine vis-à-vis des monnaies plus fortes, ce qui se traduit par une quasi-stabilité du dollar à Londres et à Milan.

### Stabilité à Londres

Le franc suisse suivait le deutschemark dans son ascension, le dollar ne valant plus à Zurich que 2,3650 FS. Rien de nouveau pour les monnaies faibles que sont encore la livre sterling et la lire : elles suivaient le mouvement descendant de la devise américaine vis-à-vis des monnaies plus fortes, ce qui se traduit par une quasi-stabilité du dollar à Londres et à Milan.

Le marché semble avoir interprété les propos de M. Michel Blumenthal (le Monde du 23 juillet) comme exprimant le désir des Etats-Unis, premièrement que les banques centrales s'abstiennent d'intervenir (la Bundesbank avait procédé à la fin de la semaine dernière à quelques petites achats), deuxièmement que le dollar perde peut-être encore quelques points.

Dans ces circonstances, on note — et même on admire — la façon dont la Banque du Japon semble avoir rétréci son équilibre du jeu. Le dollar monte à peine à Tokyo (où il vaut 2,6430). C'est pourtant la spéculation à la hausse du yen qui avait déclenché, à la fin du mois de juin, la nouvelle spéculation contre le dollar. — P.F.

### M. RAYMOND BARRE A LA TÉLÉVISION MARDI SOIR

Le service des actualités de TF1 a annoncé lundi que M. Raymond Barre fera « le point sur la situation générale en matière politique, économique et sociale » dans une interview qui sera diffusée le mardi 26 juillet, en direct, sur la première chaîne au cours du journal télévisé à 20 heures. Le premier ministre répondra aux questions de Patrick Duhamel.

### En Pologne

## NEUF CONTESTATAIRES ET CINQ OUVRIERS D'URSUS ET DE RADOM ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

Varsovie (A.P.). — Les cinq membres du comité de défense des ouvriers (K.O.R.), parmi lesquels MM. Jacek Kuron et Adam Michnik, ainsi que les quatre sympathisants de ce comité en détention provisoire depuis le 19 mai dernier ont été remis en liberté samedi 23 juillet. En vertu de l'amnistie décrétée à l'occasion de la fête nationale les poursuites contre eux ont été abandonnées (le Monde daté 24-25 juillet). Deux autres personnes, inculpées mais relâchées pour raison de santé, font également l'objet d'un non-lieu.

De surcroît, les cinq ouvriers condamnés après les événements d'Ursus et de Radom en juin 1976,

condamnés, après les événements à des peines de trois à dix ans de prison ont été également relâchés : il s'agit de MM. Marek Majewski, Adam Zukowski, Zygmunt Zakrowski, Wacław Skrzypiec et Czesław Chmielewski. (Les libérés ont non seulement les membres du comité de défense, mais aussi les cinq ouvriers d'Ursus et de Radom qui ont résisté en prison depuis les émeutes de l'an dernier, les autorités polonaises ont décidé de tourner la page sur une affaire qui a singulièrement affecté le climat politique depuis un an. Cette clemence est peut-être due au désir d'enlever toute raison d'être au comité de défense. Reste à savoir si le comité, dont les vingt-cinq membres sont en liberté à présent, décidera ou non de se dissoudre.)

De plus, le retentissement qu'ont eu à l'étranger les arrestations a sans doute poussé le gouvernement polonais à ne pas vouloir paraître au ban des accusés lorsque les droits de l'homme seront débattus. Enfin, ce geste d'apaisement intervient à quelques semaines de la visite à Paris de M. Edward Gierek, à laquelle on s'attend à Varsovie avec une certaine importance. Les autorités semblent avoir choisi le mal plutôt que le vinaigre (le Monde) des 23 et 24-25 juillet.

### NOUVELLES BRÈVES

● M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, et M. Claude Payement, secrétaire de l'union des syndicats Force ouvrière de la région parisienne, seront reçus mardi matin 28 juillet par le maire de Paris, M. Chirac. L'entretien portera sur les problèmes de l'emploi dans la région parisienne, sur la situation des immigrés et des handicapés, et sur la question de la Bourse du travail.

A B C D E F H

### A Genève

## Les premières négociations sur le renouvellement de l'accord multifibre ont échoué

De notre correspondant

Bruxelles. — Les négociations pour le renouvellement de l'accord multifibre (A.M.F.), qui se sont engagées à Genève il y a trois semaines, sont dans l'impasse. Le directeur général du GATT, M. Olivier Long, a dû constater cet échec dimanche 24 juillet au terme d'une ultime réunion du comité des textiles, aucun accord n'ayant pu se dégager sur le texte proposé par les Etats-Unis, la C.E.E. et le Japon.

Ce projet de déclaration, soumis dimanche au comité des textiles, articulait deux idées principales : l'accord donné au renouvellement de l'A.M.F. serait conditionnel ; il devrait être confirmé, à la fin décembre, par les pays participants, à la lumière des résultats obtenus lors de la négociation d'accords bilatéraux, à l'automne prochain, entre pays exportateurs et pays importateurs.

En d'autres termes, la C.E.E. se réservait le droit de ne pas signer, si elle n'obtenait pas satisfaction. Le droit de s'écarter « raisonnablement » des dispositions normales de l'A.M.F. était également explicitement reconnu à la C.E.E. Celle-ci pouvait, pour un certain nombre de produits, fixer, dans les accords bilatéraux, ses quotas d'importation à un niveau égal ou légèrement supérieur à celui atteint en 1976, alors que l'A.M.F. impose normalement une progression continue des importations. Ce projet a été appuyé notamment par Hongkong, la Corée du Sud, le Mexique, les pays de l'ASEAN, la Turquie, l'Autriche, la Suisse, les pays nordiques. Ces Etats représentant 85 % du commerce international des textiles.

Au nom d'un « noyau dur » des pays exportateurs, le Brésil et l'Inde ont proposé dimanche un autre projet de déclaration prévoyant un renouvellement pur et simple de l'A.M.F. Ils reprochent au texte « trilatéral » de faire la part trop belle à la Communauté, et de légaliser, au bénéfice de celle-ci, la violation pure et simple de l'A.M.F. On trouvait dans le camp des intransigeants l'Egypte, l'Espagne, la Yougoslavie, la Colombie et la Roumanie.

Devant une telle situation, le délégué américain a fait une mise en garde solennelle : « Si la C.E.E. n'obtient pas satisfaction, a-t-il déclaré en substance, elle quittera l'A.M.F. et il n'y aura plus d'A.M.F. » M. Long, directeur général du GATT, a parlé dans le même sens. Il a souligné que le renouvellement de l'A.M.F. donnerait le signal de la désintégration du commerce international ». Il a vivement engagé les gouvernements impliqués dans l'affaire à soutenir l'accord et à mettre à profit les cinq mois restant avant l'expiration de l'actuel A.M.F. (31 décembre 1977) pour rechercher un terrain de conciliation.

L'invitation ainsi faite par le directeur général du GATT amène à s'interroger sur la portée de l'ajournement de la négociation genevoise. Cet échec a d'abord ébranlé la cohésion de la C.E.E. Après avoir multiplié

les démarches auprès de la commission de Bruxelles durant le week-end pour obtenir un ajournement de quelques jours du « comité des textiles », report auquel étaient favorables certains pays comme l'Inde, la mauvaise humeur des Français était telle que le chef de la délégation, M. Pierre-Marie Colmant, a déclaré qu'il se désolidarisait de la position du porte-parole de la C.E.E.

M. Tran Van Thinh, qui a mené les négociations au nom de la Communauté, a répliqué qu'aux termes du traité de Rome la déclaration unilatérale française était nulle et non avenue et ne pouvait engager la Communauté à modifier sa position. Cet incident a néanmoins créé un précédent dont il est difficile d'apprécier « à chaud » la gravité.

Sur un autre plan, la Communauté a pu constater que le plus grand nombre de ses fournisseurs textiles, en tout cas les plus importants, sont d'accord pour lui reconnaître une dérogation permettant, certes sous des difficultés très sérieuses affectant l'industrie européenne, de prendre dans le cadre d'un nouvel A.M.F. des mesures d'ajustement des importations. Avec les Etats-Unis et le Japon, elle a d'ailleurs demandé au directeur général du GATT de préparer des protocoles conformes au projet trilatéral avec l'idée d'inclure tous ceux qui ont approuvé cette ligne à y apposer leur signature. Cela étant acquis, la C.E.E. compte engager immédiatement des négociations bilatérales avec ses fournisseurs, comme si les négociations de Genève avaient réussi.

Elle espère ainsi, l'échec se rapprochant, forcer le consentement des pays exportateurs qui se sont opposés à ses demandes. Ceux-ci ont-ils, en effet, le moyen de rester « hors du coup », de voir le commerce des textiles entre les Etats-Unis et la C.E.E. d'une part, et leurs principaux concurrents, de l'autre, régi d'une façon contractuelle, alors qu'eux-mêmes ne disposeraient plus d'aucune garantie et risqueraient de se voir opposer par la C.E.E. des mesures de sauvegarde plus dracونيennes que celles inscrites dans l'A.M.F. ?

C'est cette tactique qu'a, à l'évidence, en tête M. Tran Van Thinh lorsqu'il a déclaré dimanche soir que la nécessité impérieuse de renouveler l'A.M.F. avant la fin de l'année inciterait la Commission à tout mettre en œuvre pour réussir les négociations bilatérales et à conforter sa position de lutte contre les tentations et les tentatives protectionnistes.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

### A Mulhouse

## LE MUSÉE DES FRÈRES SCHLUMPF EST REBAPTISÉ

### « MUSÉE DES TRAVAILLEURS »

Le musée d'automobiles anciennes, constitué à Mulhouse par les frères Schlumpf, a été rebaptisé le 23 juillet « Musée des travailleurs » par les ouvriers du groupe lainier. Un responsable départemental de la C.F.D.T. a déclaré que « les frères Schlumpf ont symboliquement déposé, et les biens sont redonnés à ceux qui ont permis de les créer ». Le musée d'automobiles, réunissant près de cinq cents voitures estimées à une centaine de millions de francs, avait été occupé le 7 mars par les ouvriers du groupe lainier placé sous administration judiciaire. De son côté, M. Verses, secrétaire général adjoint de la Fédération française (habillement, cuir, textile C.F.D.T.) a estimé que la nationalisation permettrait de dégager les fonds nécessaires pour le rattachement des entreprises du groupe.

## LE PRÉSIDENT CARTER PROPOSERAIT AU CONGRÈS L'OCTROI D'UNE AIDE MILITAIRE DE 2 MILLIARDS DE DOLLARS A LA CORÉE-DU-SUD

M. Harold Brown, secrétaire américain à la défense, est arrivé samedi 23 juillet à Séoul pour participer, lundi et mardi, à la réunion annuelle de la commission américano-sud-coréenne sur la sécurité. La question du retrait progressif des forces terrestres américaines stationnées en Corée du Sud sera au centre des entretiens de M. Brown avec les dirigeants de Séoul. Selon le correspondant à Séoul du Los Angeles Times, M. Carter va demander au Congrès d'accorder près de 2 milliards de dollars de crédit à la Corée du Sud pour qu'elle modernise son armée de manière à compenser le retrait des troupes américaines. Ces crédits seront débouqués sur une période de cinq ans si le Congrès donne suite à la demande du président. M. Brown serait chargé d'informer le président Park de cette décision de M. Carter.

ملكا امه الاصل